

TABLE DES MATIÈRES

Septembre-Octobre 2007: rentrée mouvementée.....	3
L'ACTUALITÉ : Un Québec généreux... et riche ! : Oui, c'est possible, dit Jean-François Lisée. Mais la gauche doit devenir plus efficace – 1 ^{er} novembre 2007	3
JOURNAL DE MONTRÉAL : Dégel des frais de scolarité : Des coups d'éclats à prévoir – Mercredi 31 octobre 2007.....	5
MÉTRO : Campagne contre le dégel des droits de scolarité : Les étudiants de McGill misent sur YouTube – Mercredi 31 octobre 2007	5
24 HEURES : Les étudiants en croisade – Mercredi 31 octobre 2007	5
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : L'université accusée de vendre son âme au privé - Mise à jour le mardi 30 octobre 2007 à 17 h 29	6
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : Manifestation à l'inauguration d'un pavillon - Mise à jour le mardi 30 octobre 2007 à 12 h 56	6
LA VOIX DE L'EST : Les cégépiens votent contre à 72% - Le mardi 30 oct 2007	6
24 HEURES : La mobilisation étudiante ne démord pas – Lundi 29 octobre 2007	6
CYBERPRESSE : Droits de scolarité: la FEUQ se penche sur des moyens de pression - Le samedi 27 octobre 2007.....	7
LE DEVOIR : Impact d'une hausse des droits de scolarité - Québec savait que la clientèle risquait de diminuer - Édition du samedi 27 et du dimanche 28 octobre 2007.....	7
LA PRESSE : Les étudiants dénoncent l'arrogance du gouvernement - Le samedi 27 octobre 2007	7
JOURNAL DE MONTRÉAL : Droits de scolarité : La FEUQ songe à des moyens de pression - Samedi 27 octobre 2007	8
JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégep : Les élèves impliqués récompensés - Mise à jour: Samedi 27 octobre 2007, à 08:43	8
CYBERPRESSE : La FEUQ étudiera des moyens de pression en congrès - Le vendredi 26 octobre 2007	8
CNW : FEUQ-FECQ : Menace à l'accessibilité aux études : La FECQ et la FEUQ réfutent les conclusions de la Ministre Courchesne à l'égard de l'étude du MELS – Vendredi 26 octobre, à 11h05.....	8
LA PRESSE : Éditorial : Du beurre dans la poêle, par André Pratte - Le vendredi 26 octobre 2007	9
LE SOLEIL - POINT DE VUE : Une caricature qui nous réjouit..., par Mathieu Poulin-Lamarre, Association des étudiantes et étudiants en anthropologie (AÉÉA), Université Laval - Le vendredi 26 octobre 2007	10
MÉTRO : Ça se passe aujourd'hui : les étudiants critiquent Québec – Vendredi 26 octobre 2007	10
HEBDO RIVE-NORD : Hausse des frais de scolarité : non à la grève : Le conseil lanauois des jeunes de l'ADQ propose l'indexation - Mis en ligne le vendredi 26 octobre 2007 à 13:37.....	10
LE DEVOIR : Éditorial : Les dés sont jetés, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du jeudi 25 octobre 2007	11
LE DEVOIR : Financement des écoles privées - Le débat n'aura pas lieu, déplore le milieu de l'enseignement - Édition du jeudi 25 octobre 2007.....	11
MÉTRO : Éducation : Québec solidaire en deuil – Jeudi 25 octobre 2007.....	12
CYBERPRESSE : Québec ne craint pas une baisse de fréquentation des universités - Le mercredi 24 octobre 2007	12
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Dégel des droits de scolarité : Un sujet qui semble laisser indifférent - Mise à jour le mercredi 24 octobre 2007 à 16 h 49	13
QUÉBEC SOLIDAIRE : Québec solidaire Montréal en deuil du système d'éducation postsecondaire – Mercredi 24 octobre 2007	13
LE DEVOIR : Financement des écoles privées - Une étude vient conforter le gouvernement dans sa position : Ne plus financer le privé serait payant à condition que les élèves ne rejoignent pas massivement le secteur public - Édition du mercredi 24 octobre 2007	13
LA PRESSE : Les droits de scolarité influent sur la fréquentation des universités – Le mercredi 24 octobre 2007	14
LE SOLEIL : Hausse des frais de scolarité : plus de décrocheurs - Le mercredi 24 octobre 2007	14
MÉTRO : Ça se passe aujourd'hui : L'éducation est-elle morte ? – Mercredi 24 octobre 2007	15
QUÉBEC-SOLIDAIRE : Procession funéraire en mémoire de l'éducation accessible – Site internet	15
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : La grève se poursuit - Mise à jour le mardi 23 octobre 2007 à 10 h 39	15
LE DEVOIR : Des milliards pour réparer les écoles - Édition du mardi 23 octobre 2007	15
LA PRESSE : La grève étudiante écartée - Le mardi 23 octobre 2007	16
LA PRESSE : 5,6 milliards pour retaper les écoles - Le mardi 23 octobre 2007	16
LE SOLEIL : Deux associations de Laval débraieront en novembre - Le mardi 23 octobre 2007	17
LE SOLEIL : Collège Bart : bientôt 90 ans - Le mardi 23 octobre 2007	17
LA VOIX DE L'EST : Les cégépiens se prononcent - Le mardi 23 octobre 2007	18
24 HEURES : Les infrastructures scolaires reçoivent à leur tour des millions – Mardi 23 octobre 2007	18
THE GAZETTE : School buildings to share \$1.5 billion more: Time to catch up: education minister. Quebec increases planned funding to repair crumbling infrastructure - Tuesday, October 23, 2007	18
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Infrastructures : 5,6 millions [milliards] pour le milieu scolaire - Mise à jour le lundi 22 octobre 2007 à 22 h 53	19
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Grève à l'Université Laval : Les étudiants en anthropologie se consultent - Mise à jour le lundi 22 octobre 2007 à 17 h 01	19
LCN – CYBERPRESSE : Éducation : Les infrastructures scolaires reçoivent à leur tour des millions - Mise à jour: lundi 22 octobre 2007, à 16:35	19
ASSÉ : La mobilisation étudiante ne démord pas - Lundi, 22 octobre 2007	20
LE SOLEIL : Cricature : Grève contre de dégel des droits de scolarité – Lundi 22 octobre 2007	21
MCGILL DAILY : Laval Anthropology students first to strike against defreeze: Momentum toward a general strike is lagging in larger student movement- Monday, October 22nd, 2007	21
LE DEVOIR : Les cégépiens rejettent la grève - Édition du samedi 20 et du dimanche 21 octobre 2007	22
LE DEVOIR : Éducation - Premier mandat de grève à Québec - Édition du vendredi 19 octobre 2007	22
LE DEVOIR : En bref - Hausse des droits de scolarité- Édition du vendredi 19 octobre 2007	22
LA PRESSE : Des étudiants entament la grève - Le vendredi 19 octobre 2007	22
LA PRESSE : Les plus fortes hausses au Québec et au Nouveau-Brunswick - Le vendredi 19 octobre 2007	23
MÉDIA-MATIN : Université Laval 265 étudiants se mettent en grève - Le vendredi 19 octobre 2007	23
LE SOLEIL : Une première association étudiante universitaire en grève - Le vendredi 19 octobre 2007	23
24 HEURES : Brève : Universités – Vendredi 19 octobre 2007	24
THE GLOBE AND MAIL : Costs outside tuition increase dramatically : Average student pays \$663 in special fees, Statscan says - Friday, October 19, 2007	24
RADIO-CANADA / NATIONALE : Frais d'université : Diminution des hausses - Mise à jour le jeudi 18 octobre 2007 à 12 h 31	25
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Les cégépiens disent timidement non à une grève : Mandat de grève générale illimitée - Article mis en ligne le 18 octobre 2007 à 4:39.....	25
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Le dg du Cégep soulagé - Article mis en ligne le 18 octobre 2007 à 4:39.....	26
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais de scolarité : Grève générale illimitée - Mise à jour le jeudi 18 octobre 2007 à 9 h 53	26
LE QUOTIDIEN (Statistiques Canada): Frais de scolarité universitaire – Jeudi 18 octobre 2007	27
CYBERPRESSE : Légère augmentation des frais de scolarité - Le jeudi 18 octobre 2007	28
LE DEVOIR : Les étudiants veulent un droit de veto sur toute hausse des frais afférents - Édition du jeudi 18 octobre 2007	28
LE NOUVELLISTE : Une marche pour dénoncer le dégel des droits de scolarité - Le jeudi 18 octobre 2007.....	28
CNW : FECQ : Rassemblement étudiant - Dégel des frais de scolarité - Les étudiants interpellent l'ADQ au sujet du dégel – Mercredi 17 octobre 2007, à 13h56	29
CNW : Conseil général de la CSQ - La FEUQ, la FECQ et la CSQ présentent leurs recommandations sur l'encadrement des frais afférents dans les universités – Mercredi 17 octobre, à 10h56	29
LE DEVOIR : Abolir les droits de scolarité est faisable, selon une étude de l'IRIS - Édition du mercredi 17 octobre 2007	30
LE DEVOIR : En bref - Non à la grève - Édition du mercredi 17 octobre 2007.....	30
LA PRESSE : En bref : grève étudiante : deux cégeps disent non – Mercredi 17 octobre 2007.....	30
JOURNAL DE MONTRÉAL : Dégel des frais de scolarité : des étudiants opposés à la grève – Mercredi 17 octobre 2007, à 9h16	30
LA TRIBUNE : Cégep de Drummond: grève évitée de justesse - Le mardi 16 octobre 2007	31



LA PRESSE : Gratuité et financement accru du réseau sont possibles - Le mardi 16 octobre 2007	31
LA PRESSE : Grève étudiante: ça passe ou ça casse cette semaine - Le mardi 16 octobre 2007	31
LE NOUVELLISTE : Pas de grève au Cégep de Trois-Rivières - Mardi 16 octobre 2007	32
MÉTRO : La gratuité scolaire encore suggérée – Mardi 16 octobre 2007	32
CYBERPRESSE : IRIS préconise l'abolition des frais de scolarité - Le lundi 15 octobre 2007	32
CNW : IRIS-Trois scénarios viables pour régler le sous-financement universitaire et réaliser la gratuité scolaire – Lundi 15 octobre, à 11h35	33
SOGEECOM : deux vidéos sur la grève générale illimitée, sur You Tube – Samedi 13 octobre 2007	33
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Enseignement collégial : La récréation est finie, les cloches sonnent - Mise à jour le vendredi 12 octobre 2007 à 15 h 54.....	33
CNW : COALITION-CEGEP : Madame la ministre de l'Education : la récréation est finie, les cloches sonnent ! – Vendredi 12 octobre, 11h33	33
ACCES LAURENTIDES : Dans la rue contre le dégel!: Grève en vue, par Éric Olivier Dallard - Vendredi 12 octobre 2007.....	34
LE DEVOIR : En bref - Mandats de grève à l'UQAM - Édition du vendredi 12 octobre 2007	35
CYBERPRESSE : Un meilleur financement du réseau collégial est réclamé - Le vendredi 12 octobre 2007	35
RADIO-CANADA / MONTREAL : Droits de scolarité : Un autre vote pour la grève à l'UQAM - Mise à jour le jeudi 11 octobre 2007 à 15 h 16	35
THE GAZETTE: It's time for a new attitude on universities: McGill principal: 'Gap' in funding. Number of grads, not enrolment, should be focus, Munroe-Blum argues - Wednesday, October 10, 2007.....	35
LE DEVOIR : Cap sur la grève des étudiants : Malgré quelques revers, l'ASSE entend poursuivre son travail de mobilisation - Édition du mardi 09 octobre 2007	36
LA PRESSE : La grève étudiante n'est pas à nos portes - Le dimanche 07 octobre 2007.....	36
LA PRESSE : Billet : Dépassée, la grève?, par Pierre Légaré - Le dimanche 07 octobre 2007	36
LA PRESSE : Forum : Petit traité sur «les éteignoirs» : rarement pédagogique, souvent moralisateur et sans nuance, le discours « noniste » ne vise pas à convaincre, mais à inquiéter, ou même à effrayer, par Marc Simard, La Presse - Le samedi 06 octobre 2007	37
LE DEVOIR : Éditorial : Double dégel, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du vendredi 05 octobre 2007	38
LA PRESSE : Les universités sauvées par les études à temps partiel - Le vendredi 05 octobre 2007.....	38
LA TRIBUNE : Inscriptions: l'UdeS domine au Québec - Le vendredi 05 octobre 2007	38
CYBERPRESSE : Légère hausse des inscriptions dans les universités - Le jeudi 04 octobre 2007	39
MÉTRO : Vote de grève au cégep du Vieux-Montréal : les étudiants disent non à 59% - jeudi 04 octobre 2007	39
24HEURES : 1 ^{ère} page : Non à la grève – Non à la grève au Cégep du Vieux-Montréal – Jeudi 04 octobre 2007	40
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : Non à une grève - Mise à jour le mercredi 3 octobre 2007 à 11 h 09.....	40
LE DEVOIR : 1ère page : L'automne étudiant se refroidit - Le combatif Cégep du Vieux-Montréal rejette le recours à la grève générale - Édition du mercredi 03 octobre 2007	40
CYBERPRESSE : Le Cégep du Vieux-Montréal rejette la grève générale - Le mercredi 03 octobre 2007	41
LA PRESSE : Photo : HEC : Une manifestation étudiante perturbe un discours de Jean Charest – Mercredi 03 octobre 2007	42
LA PRESSE : Nouveau pavillon et nouveaux programmes à John Abbott - Le mercredi 03 octobre 2007	42
LA PRESSE : Les universités en région séduisent les étrangers - Le mercredi 03 octobre 2007.....	43
JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Manif : Frais de scolarité : Charest se dérobe – Mercredi 03 octobre 2007	43
MÉTRO : 1 ^{ère} page : Des étudiants chahutent Charest – Mercredi 03 octobre 2007.....	43
MÉTRO : Discours de Jean Charest à HEC Montréal : 200 étudiants jouent les troubles-fêtes – Mercredi 03 octobre 2007	44
24 HEURES : Les étudiants dénoncent Charest – Mercredi 03 octobre 2007	44
CYBERPRESSE : Frais de scolarité: des étudiants dénoncent Charest - Le mardi 02 octobre 2007.....	44
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Dégel des droits de scolarité : Charest interpellé - Mise à jour le mardi 2 octobre 2007 à 15 h 38	45
TQS.CA : Frais de scolarité: des étudiants dénoncent Charest - Le mardi 02 octobre 2007	45
LE SOLEIL : Droits de scolarité : le mouvement étudiant se prépare à la grève - Le mardi 02 octobre 2007	45
LA PRESSE : Mandat de grève à l'UQAM : les étudiants revendiquent la gratuité scolaire – Samedi 29 septembre 2007.....	46
JOURNAL DE MONTRÉAL : Hausse des droits de scolarité : un premier vote de grève à l'UQAM – Samedi 29 septembre 2007	46
RADIO-CANADA / MONTREAL : Hausse des frais de scolarité : L'UQAM part le bal... - Mise à jour le vendredi 28 septembre 2007 à 16 h 59.....	46
CYBERPRESSE / TQS.CA : Un premier vote de grève illimitée à l'UQAM - Le vendredi 28 sept 2007.....	47
ASSÉ : Grève étudiante : premier mandat pour une chaude lutte à l'automne - Vendredi, 28 septembre 2007	47
LE DEVOIR : UQAM: un premier mandat de grève donné sans enthousiasme - Édition du vendredi 28 septembre 2007.....	48
LE NOUVELLISTE : Nouveau président à l'AGÉ - Le vendredi 28 septembre 2007.....	48
LA TRIBUNE : Frais de scolarité: les étudiants manifestent - Le jeudi 27 septembre 2007	49
LA PRESSE : Concordia rembourse ses étudiants étrangers - Le mercredi 26 septembre 2007.....	49
LA PRESSE : La hausse des droits de scolarité refroidit les étudiants étrangers - Le mardi 25 septembre 2007.....	49
24 HEURES : Vers une grève générale – Vendredi 21 septembre 2007.....	50
LE DEVOIR : Photo : Initiation à la mobilisation – Édition du jeudi 20 septembre 2007	51
LE SOLEIL : Les jeunes libéraux à l'assaut des «asso» - Le jeudi 20 septembre 2007	51
ASSÉ : Actions étudiantes à Montréal vers la grève générale illimitée - Mardi, 18 septembre 2007	51
LA PRESSE : Hausses en vue pour les étudiants étrangers - Le mardi 18 sept 2007	52
LA PRESSE AFFAIRES : Étudier au-dessus de ses moyens? – Dimanche 16 septembre 2007, à 08h55	53
LA PRESSE AFFAIRES : Étudier et s'endetter pour les bonnes raisons- Dimanche 16 septembre 2007 - 08h52	53
LA PRESSE AFFAIRES : Les études, un investissement rentable? – Dimanche 16 septembre 2007 - 08h49	54
LA PRESSE AFFAIRES : Des études au petit bonheur... - Dimanche 16 septembre 2007	54
LA PRESSE AFFAIRES : Un régime de prêts (et bourses) – Dimanche 16 septembre 2007.....	54
LE DEVOIR : Dégel des droits de scolarité - Les étudiants préparent l'offensive - Édition du mercredi 05 septembre 2007.....	54
LA PRESSE : Éditorial : Pour la qualité, par Nathalie Collard - Le mercredi 05 septembre 2007	55
LA PRESSE : L'automne sera chaud dans les universités - Le mercredi 05 sept 2007.....	55
LE SOLEIL : Rentrée universitaire sur fond d'augmentation de droits de scolarité : la mobilisation sera laborieuse - Le mercredi 05 septembre 2007	56
MÉTRO : 1 ^{ère} page : Des étudiants menacent de perturber l'économie – Mercredi 05 septembre 2007.....	56
24 HEURES : Pas de grève chez les étudiants – Mercredi 05 septembre 2007	57
THE GAZETTE : Group targets tuition hikes: 'We're willing to strike': student federation - Wednesday, September 05, 2007	57
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Rentrée universitaire : Le dégel en toile de fond - Mise à jour le mardi 4 septembre 2007 à 17 h 12	57
CYBERPRESSE : Pas encore de grève illimitée à la FEUQ - Le mardi 04 septembre 2007	58
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : Rentrée mouvementée - Mise à jour le mardi 4 septembre 2007 à 12 h 40.....	58
CNW : FEUQ : Rentrée universitaire et collégiale: Début d'une grande campagne de mobilisation étudiante contre la hausse des frais et pour l'avenir de l'éducation supérieure – Mardi 04 septembre 2007, à 11h00.....	58
CNW : ASSÉ : Grève étudiante : le compte à rebours est commencé! – Mardi 04 septembre, à 09h22	59
LA PRESSE : Droits de scolarité: la FEUQ part au combat presque seule - Le mardi 04 septembre 2007	60
LE SOLEIL : Rentrée universitaire : vers un automne chaud ? - Le mardi 04 septembre 2007.....	60
LA TRIBUNE : Les étudiants se font plus nombreux à Thetford - Le mardi 04 septembre 2007	60

Septembre-Octobre 2007: rentrée mouvementée

L'ACTUALITÉ : Un Québec généreux... et riche ! : Oui, c'est possible, dit Jean-François Lisée. Mais la gauche doit devenir plus efficace – 1^{er} novembre 2007

par Jean-François Lisée

Depuis son premier article paru dans L'actualité, en 1982 (sur les agriculteurs !), Jean-François Lisée est resté fidèle aux lecteurs du magazine, comme correspondant à Washington, puis comme membre de la rédaction, à Montréal. Il a publié dans nos pages des extraits de ses livres Dans l'œil de l'aigle (Prix du Gouverneur général), Le tricheur et Le naufrageur. Conseiller des premiers ministres Jacques Parizeau et Lucien Bouchard pendant cinq ans, il exerce aujourd'hui la fonction de directeur exécutif du CERIU, le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, et conseille à l'occasion le Parti québécois et le Bloc québécois. Il publie cet automne un nouvel essai, Nous, aux Éditions du Boréal. Il signe cet essai à titre personnel.

Les grands principes sont, par définition, beaux. Voilà pourquoi il faut s'intéresser aux détails. Car c'est en eux que se cachent les véritables intentions, ou du moins les véritables répercussions sur le citoyen. C'est donc par là que je vais commencer. Quelle est la réponse de la droite et celle de la gauche classique à des problèmes concrets ? Et quelle serait la réponse des néo-sociaux-démocrates, ou plutôt d'une « gauche efficace québécoise » à inventer, pour reprendre la belle expression du député du Parti québécois François Legault ? Je commence par l'essentiel : la bouffe.

La cafétéria.

Soyons brutaux. Dans les écoles, les hôpitaux, les édifices publics, le rapport qualité-prix est exécrable.

Solution de la droite : L'État n'a pas sa place dans la bouffe. Virons les employés, louons les locaux à l'entreprise privée la plus offrande, qui embauchera des salariés payés deux fois moins cher, fixera les prix et empochera les profits qu'elle pourra en tirer.

Solution de la gauche classique : Ces salariés ont des droits acquis de haute lutte, qu'on les laisse tranquilles. Ils n'empoisonnent personne, après tout.

Solution de la gauche efficace : Qu'on crée l'unité de travail « cafétéria » avec les employés et les cadres. Qu'on lui délègue l'entière gestion du budget et que 33 % de tout accroissement des profits venant de gains de productivité, de ventes, etc., retournent en primes et augmentations de salaire. Le reste reviendra à l'État. Faisons de même pour les blanchisseries et tous les services de soutien. Si les résultats ne sont pas probants après cinq ans, on mettra en concurrence l'unité de travail et l'entreprise privée pour l'obtention du contrat.

Les bénéficiaires de l'aide sociale aptes au travail.

Au Québec, 150 000 personnes, soit 3,5 % de la population active, vivent de l'assistance sociale (rebaptisée assistance-emploi), alors qu'elles sont jugées aptes au travail. La moitié reçoivent des prestations depuis plus de huit ans. Cela coûte 900 millions par an à l'État.

Droite : Obliger les prestataires à travailler pour l'État 40 heures par semaine. Limiter la durée des prestations à cinq ans à vie.

Gauche classique : Augmenter les prestations pour que les assistés, des victimes, aient un revenu décent. Les inciter à retourner aux études ou à l'emploi, mais sans contrainte.

Gauche efficace : Décourager, placer, réformer, patienter, contraindre.

Décourager au point d'entrée. L'écart entre l'aide sociale et le salaire minimum est insuffisant. Il faut augmenter substantiellement la « prime à l'emploi », soit le crédit d'impôt accordé aux bas salariés. On doit cesser d'offrir aux prestataires des avantages qu'ils perdent lorsqu'ils trouvent un emploi — garderies moins chères, prime d'assurance médicaments réduite, etc. Le choix doit être limpide : l'emploi, même en bas de l'échelle, paie vraiment.

Placer. La dépendance à l'aide sociale croît immédiatement avec l'usage. Il faut empêcher les jeunes aptes au travail d'en devenir des habitués, pour leur bien comme pour celui du Québec. Pour eux, suivi et conditions contraignantes maximales : insertion immédiate dans un emploi d'utilité publique à plein temps, créé ou subventionné par l'État, ou (effet souhaité) retour aux études à temps plein avec résultats scolaires globalement positifs. Sinon, pas de chèque.

Réformer. Pour ceux qui ont recours à l'aide sociale après une perte d'emploi ou une mésaventure, il faut tout repenser, en s'inspirant un peu, mais pas seulement, des Danois. Posons le principe que tout salarié vivra un jour un retrait du marché du travail, volontaire ou non : congé parental, chômage, dépression, sabbatique. Faisons en sorte que chacun puisse, après disons cinq ans de travail permanent, recourir à des « emprunts d'années de retraite » — maximum de cinq années au cours d'une vie. Pour chaque année « empruntée », il devra travailler un an de plus après l'âge de 65 ans avant de bénéficier d'une pleine retraite. Pendant son retrait du marché du travail, il touche 75 % ou 80 % de son salaire moyen des cinq années précédentes. Pas d'appauvrissement. Pas de stigmatisation. Pas d'inégalités entre citoyens.

Patienter. En ce qui concerne ceux qui sont déjà dans le piège de l'aide sociale — 80 % des aptes au travail ont des problèmes d'insertion —, beaucoup de mal a été fait. Pour eux, rien n'est crédible à part ce que tente déjà Emploi-Québec, c'est-à-dire guider, former, réinsérer, avec un succès variable. La dose de carottes (primes à la réinsertion) et de coups de bâton (réduction des prestations lors des refus d'emploi) doit être calibrée avec soin, probablement au cas par cas. Le but de l'opération n'est pas de jeter des gens à la rue.

Contraindre. Les employeurs qui réclament la ligne dure, mais refusent d'employer les assistés trop vieux, sans emploi depuis plus d'un an ou qui ont le malheur d'avoir une couleur de peau autre que beige, doivent être contraints à embaucher au moins un prestataire de l'aide sociale pour toutes les 50 nouvelles embauches.

Hydro-Québec.

C'est la poule aux œufs d'or du Québec. Comment repenser son utilisation pour nous enrichir collectivement tout en réduisant la consommation d'énergie ?

Droite : En augmentant le tarif de 6,6 ¢ à 10 ¢ le kilowatt, on peut faire passer les profits de 2,8 à 7,8 milliards de dollars par an. On vend Hydro et on en tire 130 milliards, on rembourse d'un coup la dette du Québec : on fait donc une économie de sept milliards de dollars d'intérêts par an et on renfloue durablement le budget du Québec. La hausse du tarif provoquera une baisse de la consommation et le Québec deviendra plus vert. Privatisée, Hydro vendra ces kilowatts économisés aux États-unis et empochera les profits.

Gauche classique : René Lévesque a voulu qu'Hydro appartienne aux Québécois et fournisse l'électricité au coût le plus bas possible. Pas touche !

Gauche efficace : Le principe du coût le plus bas était d'aider Mme Tartempion, rue Panet, mais c'est fou l'argent qu'économise Paul Desmarais, dans son château de Sagard, à ce jeu-là. Annonçons à l'avance que, le 1er avril 2009, le tarif grimpera au niveau de celui de Toronto (de 6,6 ¢ à 10 ¢ le kilowatt). Horreur ? Évidemment ! Sauf si, ce même jour, le taux d'imposition chute de manière équivalente — ou si, pour ceux qui, en bas de l'échelle, ne paient pas d'impôt, la prime au travail, les prestations de revenu, le remboursement de TPS et de TVQ augmentent pour couvrir



cette hausse —, de façon que, à la fin du mois, l'opération soit blanche pour chaque consommateur.

À quoi bon ? D'abord, les taux d'imposition chuteront, ce qui incitera davantage les Québécois à travailler et à investir. Ces taux passeront nettement sous la moyenne canadienne, ce qui rendra le Québec plus attirant pour les investisseurs et les travailleurs étrangers qualifiés. Ensuite, cette hausse de tarif, prévue près de deux ans à l'avance, poussera les propriétaires à calfeutrer pour faire des économies d'énergie, donc de sous. Conséquence : une croissance économique survoltée par la rénovation, puis, dès mai 2009, moins d'énergie consommée, donc une hausse du revenu disponible pour le contribuable et une augmentation des kilowatts qu'Hydro pourra vendre au prix fort aux États-Unis.

Ces profits supplémentaires doivent être mis dans une caisse santé ou un fonds des générations pour amortir, demain, le coût du choc démographique.

Deux ans plus tard, le 1er avril 2011, la vente de 25 % des actions de cette Super-Hydro — dont 1 % aux salariés d'Hydro, et en encourageant tous les Québécois, la Caisse de dépôt et placement, les fonds de pension à en acheter — générerait au moins 32 milliards de dollars de revenus à l'État, que l'on pourrait aussi verser dans le fonds des générations ou la caisse santé. Résultat : un Québec qui a protégé ses plus démunis, a provoqué la croissance, a gardé Hydro sous contrôle québécois (un actif de 130 milliards), a réduit ses impôts, s'est équipé pour l'avenir et est devenu plus prospère et plus compétitif.

Les droits de scolarité.

Il manque à nos universités, au bas mot, 400 millions par an pour suivre le rythme de la qualité nord-américaine. Nos droits de scolarité sont les plus faibles du continent (pas de l'Occident).

Droite : Déréglementer les droits, comme aux États-Unis et en Ontario. Ils tripleront rapidement, surtout dans le domaine des sciences médicales et pures, offrant aux universités une salutaire injection de fonds.

Gauche classique : Le Québec est passé, en 40 ans, de la sous-scolarisation à la tête du peloton des pays industrialisés. Les droits de scolarité peu élevés y sont pour quelque chose. S'il faut y toucher, ce devrait être pour les abolir, comme en France.

Gauche efficace : Augmenter les droits serait pousser les étudiants vers les banques, les rendre accros à l'endettement. Pensons autrement : nous permettons à nos jeunes de devenir, par exemple, dentistes ou gynécologues à peu de frais (ils paient 1 200 dollars de droits par an, alors qu'il en coûte de 13 000 à 25 000 dollars par an pour les former), et des dizaines d'entre eux nous quittent ensuite pour aller pratiquer ailleurs. À l'université, donnons à l'étudiant le choix de payer le coût réel de ses études. Ensuite, s'il travaille au Québec, pendant les 12 premières années, on lui versera un crédit d'impôt équivalent au tiers de ce qu'il a versé en droits de scolarité. Au point d'entrée, il aura aussi le choix de signer un contrat citoyen, en vertu duquel il paiera des droits de scolarité ridiculement bas. En échange, il s'engage, pendant 12 de ses 20 premières années d'activités professionnelles, à travailler au Québec. Lorsque son revenu annuel dépassera, disons, 75 000 dollars, il paiera sur 20 ans des « droits de scolarité différés » équivalents aux deux tiers du coût réel de ses études.

Les éoliennes.

Le Québec est le paradis du vent. À qui profitera la bourrasque de dollars ?

Droite : Laissons les gens du privé s'en occuper. Ils savent négocier avec les agriculteurs et les élus, créer des emplois, réinvestir la richesse. Qu'Hydro achète les kilowatts privés à bon prix, c'est tout.

Gauche classique : Avec le privé, les agriculteurs et les MRC se font avoir. Hydro a donné les contrats à des entreprises hors Québec qui font leurs classes à nos frais et qui repartent avec les profits. Qu'Hydro négocie, construise, exploite et verse les profits à l'État.

Gauche efficace : Maximisons les deux forces : le pouvoir de négociation et d'achat d'une grande société d'État (filiale d'Hydro,

appelons-la Éole-Québec) ainsi que l'inventivité du privé et des collectivités. Qu'Éole-Québec négocie avec les grands constructeurs d'éoliennes, comme General Electric, l'implantation d'usines au Québec (ce que la politique éolienne de Bernard Landry, puis de Jean Charest, n'a pas réussi à faire). Dans un plan directeur qui donne priorité aux meilleurs sites, qu'Éole-Québec, partenaire des MRC, se tourne par appel d'offres vers les propositions locales d'implantation et d'exploitation. Que la division production d'Hydro soit autorisée à obtenir quelques contrats témoins et que le Québec appuie fortement les efforts de R-D québécois — publics et privés — en la matière. Pour le passé récent, réparons les erreurs : nationalisons.

Éloge de la richesse.

La mondialisation, les Chinois, les ingénieurs indiens, changer d'emploi cinq fois dans sa vie, se former, se reformer, se recaser, innover... c'est bien beau tout ça. Mais comment faire si vous ne comprenez aucun des paragraphes de mon texte ? Laissez-moi être plus clair : un adulte québécois sur deux ne peut lire autre chose que les titres de journaux — 2,5 millions d'entre nous (dont 37 % des jeunes adultes) sont quasi analphabètes. Lire un contrat, aider le petit à faire ses devoirs, comprendre un mode d'emploi ? Oubliez ça ! Comme Jacques Demers, ils ne sont pas bêtes, loin de là, mais l'écrit est pour eux une langue étrangère.

Droite : Pour augmenter la richesse, il faut plus de riches, un fardeau fiscal plus léger, moins d'intervention de l'État.

Gauche classique : Pour augmenter la richesse, il faut imposer davantage les entreprises et redistribuer massivement.

Gauche efficace : Le Québec connaîtrait un bond qualitatif de la richesse collective et de la qualité de vie de ses habitants si on engageait toute la société dans un effort intense d'alphabétisation sur 10 ans. Un sommet sur l'analphabétisme doit être tenu dans les plus brefs délais. Au niveau québécois, régional, local, une grande « corvée » doit être organisée, mobilisant les dons des entreprises, le bénévolat de tous les retraités lettrés, leur formation par les 132 organismes d'alphabétisation existants, un vaste programme d'incitation à s'inscrire aux cours sur les lieux de travail, dans les quartiers, avec soutien multiple. Rien n'aurait un effet plus important et plus durable, rien ne rendrait le Québec plus riche, dans tous les sens du terme.

On pourrait continuer. Syndicalisme, grands projets, entrepreneuriat, éducation, SAQ, fardeau fiscal. Mais puisque je vous ai promis de (beaux) grands principes, les voici : la droite a la foi dans les vertus du marché, du privé. Pour elle, réduire l'État est un objectif en soi, car ce retrait laisse la place à l'individu et à l'entrepreneur, seuls vrais créateurs de richesse. Pour elle, la création de richesse est louable, même si elle entraîne de lourdes inégalités. La droite promet qu'ainsi les pauvres s'enrichiront. En Occident, cela n'est jamais arrivé sans l'intervention redistributrice de l'État.

Pour la gauche classique, la protection des acquis et une culture forte de l'égalité sont des aiguillons essentiels. Elle se méfie des réflexes individuels et préfère confier à l'État le soin de régenter le progrès social et économique. Elle se méfie d'ailleurs de la richesse et en particulier des entrepreneurs et des entreprises. Ce qui distingue (ou devrait distinguer, car je l'invente ici un peu à mon gré) la gauche efficace, c'est le pragmatisme et l'innovation *au service du bien commun*. L'histoire humaine nous apprend que l'appât personnel du gain, la prise de responsabilité et de décision, l'émulation avec l'autre sont des ressorts essentiels pour l'innovation. Introduisons-les dans le secteur public, faisons des salariés et des cadres, chaque fois que c'est possible, des entrepreneurs intéressés et engagés, et voyons le résultat. Rien n'est plus néfaste pour la qualité de nos services publics, aujourd'hui, que la guerre larvée que mènent nos gouvernements contre l'État et ses employés. Moins nombreux vous serez, disent nos gouvernements récents, mieux ça ira. Les salariés de l'État comprennent : on nous méprise. Comment les en blâmer ?

DÉGEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ

Des coups d'éclat à prévoir

Furieux de la facture gonflée qu'on vient de leur refiler, les étudiants ont prévu une série de coups d'éclat pour se faire entendre cet automne.

JEAN-PHILIPPE PINEAULT
Le Journal de Montréal

La Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec ont annoncé hier après-midi leur « calendrier de mobilisation ».

De grands moyens

Marches, conférences de presse répétées, dévoilement d'études, manifestation: les étudiants ont prévu une escalade des moyens de pression pour faire connaître leur mécontentement quant au dégel des droits de scolarité.

Dès aujourd'hui, les deux associations étudiantes tiendront des activités « surprises » à Montréal, Sherbrooke et Chicoutimi.

Des promesses

Les étudiants promettent aussi de perturber des événements organisés par les libéraux et leurs représentants. Une manifestation nationale se tiendra aussi dans les rues de la métropole le 22 novembre, après quoi les regroupements étudiants consulteront leurs membres sur la poursuite de la campagne.

La présente session marque le dégel des droits de scolarité pour les études post-secondaires. La hausse des droits équivaut à environ 100 \$ de plus par année pour un universitaire.

jppineault@journalmtl.com

MÉTRO : Campagne contre le dégel des droits de scolarité : Les étudiants de McGill misent sur YouTube – Mercredi 31 octobre 2007

Campagne contre le dégel des droits de scolarité Les étudiants de McGill misent sur YouTube

MARIE-EVE SHAFFER
shafferm@metronouvelles.com

ÉDUCATION. Les étudiants de l'Université McGill se serviront du site internet YouTube pour manifester contre le dégel des droits de scolarité.

Des capsules humoristiques seront diffusées sur le très populaire site de partage de vidéos ainsi que sur le portail internet qu'ils ont lancé hier soir. Elles exposeront les mythes qui entourent la hausse des droits de scolarité.

«Les gouvernements ont toutes sortes de moyens médiatiques pour rejoindre la population, alors on a choisi de la rejoindre par un moyen non conventionnel, mais (très populaire)», a expliqué le porte-parole de l'Association étudiante de l'Université McGill, Max Silverman, en entrevue avec Métro.

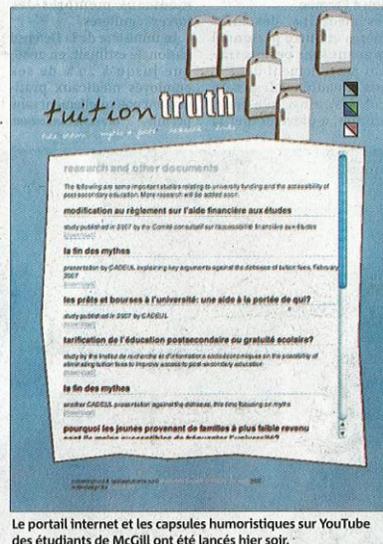
Non affiliés à une fédération, les étudiants de McGill veulent participer au débat sur la hausse des droits de scolarité, bien qu'ils soient dans l'ensemble plus privilé-

giés que ceux qui fréquentent les autres universités, selon M. Silverman. «Par contre, il y a beaucoup d'étudiants qui reçoivent des prêts et bourses, a-t-il ajouté. On a aussi la plus grande proportion d'étudiants internationaux qui sont beaucoup plus touchés par la hausse. Et nos frais afférents sont parmi les plus élevés au Québec.»

Mêmes revendications

Plutôt que de militer en solitaire, l'Association étudiante de l'Université McGill tente de se joindre aux autres organisations pour faire pression sur le gouvernement du Québec. «Les revendications sont techniquement différentes, mais en général, elles sont les mêmes : on veut un système d'éducation public accessible», a insisté Max Silverman. Si une journée de grève est approuvée, les étudiants de McGill seront aux côtés de l'ASSÉ le 15 novembre, lors d'une grande manifestation.

www.realiteetudiante.ca



Le portail internet et les capsules humoristiques sur YouTube des étudiants de McGill ont été lancés hier soir.

24 HEURES : Les étudiants en croisade - Mercredi 31 octobre 2007

JEAN-CLAUDE GRENIER

Les membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec ont annoncé, hier, le calendrier de la mobilisation étudiante contre la hausse des frais de scolarité pour le reste de l'automne 2007. Les étudiants répè-

tent qu'ils continueront de lutter contre la débâcle de l'Éducation orchestrée, à leurs dires, par le gouvernement Charest.

Une activité aura lieu aujourd'hui au centre-ville afin de sensibiliser les gens à la situation étudiante. Des manifestations se tiendront simultanément dans plusieurs régions. Une manifestation provinciale aura lieu le 22 novembre à Montréal.

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : L'université accusée de vendre son âme au privé - Mise à jour le mardi 30 octobre 2007 à 17 h 29

Des manifestants ont perturbé l'inauguration officielle du pavillon Desmarais, mardi matin, à l'Université d'Ottawa. Une trentaine d'étudiants ont tenté de faire irruption dans la pièce où avait lieu la cérémonie visant à remercier l'homme d'affaires Paul Desmarais, qui a versé 15 millions de dollars à l'Université d'Ottawa.

Les manifestants se disent inquiets face à ce qu'ils qualifient de commercialisation excessive à l'Université d'Ottawa. Selon eux, l'établissement fait de plus en plus appel à de riches gens d'affaires pour financer des programmes d'études ou la construction d'édifices.

Les étudiants déplorent notamment que le nouveau pavillon Desmarais abrite l'École de gestion Telfer, nommée ainsi en l'honneur d'un important donateur, l'homme d'affaires Ian Telfer, qui a œuvré dans l'industrie minière. Il a versé des millions de dollars à l'Université d'Ottawa, mais son entreprise a été mise à l'amende pour avoir violé les lois environnementales du Honduras.

« Nos demandes ne sont pas du tout utopiques ou irréalistes. On est conscient qu'il faut qu'il y ait des partenariats avec le privé dans le but d'offrir des meilleures ressources aux étudiants. Mais ce qu'on demande, c'est qu'il y ait des critères éthiques clairement établis au moment de signer ces ententes avec le privé », soutient l'étudiant Gaétan Beaulière.

Une solution au manque de financement

Le recteur de l'Université d'Ottawa, Gilles Patry, affirme que le privé a sa place dans son établissement et qu'il permet de remédier au manque de financement des gouvernements. « Dans cet édifice de 80 millions de dollars, 15 millions de dollars est venu du gouvernement seulement, alors les universités doivent solliciter des contributions de leurs anciens, leurs anciennes », souligne-t-il. La participation du privé pourrait être sollicitée par l'Université d'Ottawa dans d'autres projets, comme l'agrandissement du pavillon de la Faculté de droit.

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : Manifestation à l'inauguration d'un pavillon - Mise à jour le mardi 30 octobre 2007 à 12 h 56

Des manifestants ont perturbé l'inauguration officielle du pavillon Desmarais, mardi matin, à l'Université d'Ottawa. Une trentaine d'étudiants ont tenté de faire irruption dans la pièce où avait lieu la cérémonie.

Les manifestants se disent inquiets face à ce qu'ils qualifient de commercialisation excessive à l'Université d'Ottawa. Selon eux, l'établissement fait de plus en plus appel à de riches gens d'affaires pour financer des programmes d'études ou la construction d'édifices.

Les étudiants déplorent que le nouveau pavillon Desmarais abrite l'École de gestion Telfer, nommée ainsi en l'honneur d'un impor

tant donateur, l'homme d'affaires Ian Telfer, qui a œuvré dans l'industrie minière. Selon les manifestants, ce dernier aurait violé plusieurs normes environnementales.

« Nos demandes ne sont pas du tout utopiques ou irréalistes. On est conscient qu'il faut qu'il y ait des partenariats avec le privé dans le but d'offrir des meilleures ressources aux étudiants. Mais ce qu'on demande, c'est qu'il y ait des critères éthiques clairement établis au moment de signer ces ententes avec le privé », soutient l'étudiant Gaétan Beaulière.

L'Université réagira en après-midi à la tenue de cette manifestation.

LA VOIX DE L'EST : Les cégépiens votent contre à 72% - Le mardi 30 oct 2007

Justine G. Marchessault, La Voix de l'Est, Granby

Invités à se prononcer sur le dégel des droits de scolarité annoncé par le gouvernement Charest, les étudiants du cégep de Granby Haute-Yamaska ont voté en majorité contre la grève, mais pour l'adoption de moyens de pression.

Au total, 309 étudiants sur 1750 sont allés aux urnes lors de la consultation publique, tenue la semaine dernière. «Ça nous fait 20% de participation. C'est bon, si on considère que l'échantillonnage pour un sondage est habituellement de 7% à 8%», indique Alain Breault, permanent à l'Association étudiante de Granby.

Parmi les quatre options proposées par l'Association étudiante, 44,5% des cégépiens ont voté en faveur de l'adoption de moyens de pression excluant la grève, 18,5% se sont dits prêts à effectuer des moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève et 7,5 % des étudiants ont dit oui à une grève immédiate.

En contrepartie, 28% des répondants ont voté pour la hausse des droits de scolarité.

«Le but du sondage, c'était de se positionner pour ou contre le dégel des frais de scolarité. Avec les résultats obtenus, on parle de 72% d'étudiants contre le dégel», explique Alain Breault.

24 HEURES : La mobilisation étudiante ne démord pas - Lundi 29 octobre 2007

La mobilisation étudiante ne démord pas

La mobilisation étudiante pour le droit à l'éducation se poursuit cet automne par une série d'actions intensives. Presque tous les membres de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE) se sont prononcés en faveur de la poursuite de l'escalade des moyens de pression pour contrer la vision du gouvernement en matière d'éducation.

Une manifestation nationale aura lieu le 15 novembre dans la métropole. « L'acalmie n'est pas une option et c'est dans les rues que nous allons mettre de l'avant nos revendications », prévient Guillaume Fortin, porte-parole de l'ASSE.

Les votes recueillis lors des

assemblées générales au cours des dernières semaines indiquent que bon nombre d'étudiants sont prêts à se battre jusqu'à se rompre les os pour un accès universel au droit à l'éducation.

Les étudiants de l'ASSE revendiquent une amélioration de la qualité des ressources et services en éducation post-secondaire, et ce, libre de l'emprise du secteur privé. La mise en place d'un système de garde public adapté à la conciliation études-famille semble essentiel aux yeux des étudiants. La gratuité scolaire demeure le meilleur moyen d'assurer l'accessibilité du droit à l'éducation. (JCG)



Les étudiants n'entendent pas lâcher prise face au gouvernement Charest.

PHOTO ARCHIVES

De l'espoir pour Longueuil

Les hautes instances de la Ville de Longueuil se réjouissent de l'adoption du projet

circulation, la gestion et la propriété des parcs industriels, ainsi que les réseaux



CYBERPRESSE : Droits de scolarité: la FEUQ se penche sur des moyens de pression - Le samedi 27 octobre 2007

Presse Canadienne, Montréal

Pour lutter contre le dégel des frais de scolarité, la Fédération étudiante universitaire du Québec se penche ce week-end, à Montréal, sur de nouveaux moyens de pression qu'elle pourrait entamer sous peu.

Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, reconnaît que la tentative de susciter un mouvement de grève n'a pas été un succès cet automne; mais il souligne du même souffle que son orga-

nisation n'a jamais sollicité un débrayage des étudiants, contrairement à d'autres associations étudiantes.

M. Brady estime qu'il y aura une gradation des moyens de pression, pouvant aller jusqu'à une grève.

Entre-temps, parmi les actions envisagées, la FEUQ entend interpellier les membres du gouvernement Charest aussi souvent que possible lors de leurs sorties publiques.

LE DEVOIR : Impact d'une hausse des droits de scolarité - Québec savait que la clientèle risquait de diminuer - Édition du samedi 27 et du dimanche 28 octobre 2007

Clairandree Cauchy

Québec savait qu'une hausse des droits de scolarité pourrait se traduire par une diminution de plusieurs milliers d'étudiants sur les bancs d'université au moment de prendre sa décision de mettre fin au dégel au printemps dernier.

La professeure d'administration et d'économie à l'Université de Sherbrooke Valérie Vierstraete, à qui on avait demandé au début de 2006 de plancher sur des scénarios de variation des droits de scolarité, avait déjà en avril dernier fourni des résultats préliminaires au ministère de l'Éducation. «Quand la décision a été prise, le ministère avait déjà les résultats préliminaires», précise Mme Vierstraete au Devoir.

Le gouvernement n'a toutefois pas demandé à la chercheuse de tester spécifiquement le projet de hausser les droits de scolarité de 30 % sur une période de cinq ans.

À la lumière des résultats préliminaires et de ceux compris dans l'étude définitive rendue publique cette semaine, on constate que la hausse annoncée de 50 \$ par session pendant cinq ans se traduirait par une diminution de plus de 3000 personnes de l'effectif étudiant, selon une estimation conservatrice de Mme Vierstraete.

Cette dernière a étudié la réaction des étudiants des autres provinces canadiennes aux différentes hausses de droits de scolarité entre 1999 et 2002 et a transposé les résultats pour faire des projections sur la façon dont la clientèle étudiante québécoise réagirait à différents scénarios de variation des droits de scolarité.

La chercheuse précise cependant que ce modèle comporte des limites, puisque l'attitude des Québécois à l'égard de l'éducation postsecondaire n'est pas nécessairement la même que dans le reste du Canada. «La perception que les Québécois ont de l'ensei-

gnement supérieur est moins bonne qu'ailleurs au Canada, surtout dans les milieux défavorisés où les parents n'ont pas fréquenté des établissements d'enseignement supérieur», indique Mme Vierstraete.

On peut donc supposer que les variations de droits de scolarité, et leur médiatisation qui accroît la perception que l'université est onéreuse, influenceraient davantage les étudiants potentiels dans leur décision de s'inscrire à l'université que ne le laissent croire les projections, avance Mme Vierstraete.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) ont par ailleurs dénoncé en chœur hier la décision du gouvernement Charest de dégeler les droits de scolarité, alors qu'il était démontré que cela se traduirait par une baisse d'effectifs. L'ASSE se réjouit par ailleurs de constater que la gratuité scolaire ne coûterait que 153 millions à l'État québécois. «Le gouvernement et les médias n'arrêtent pas de dire que la gratuité est irréaliste. Or on réalise que les estimations effectuées par la chercheuse pour le compte du gouvernement sont même plus basses que celles d'autres recherches indépendantes», souligne le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais.

Les projections effectuées par Mme Vierstraete montrent en effet qu'il en coûterait 153 millions pour offrir la gratuité aux étudiants universitaires québécois, ce qui ne s'appliquerait pas aux étudiants étrangers. Ce montant tient compte des montants que Québec n'auraient pas à investir sous forme d'aide financière et de crédits d'impôt sur les droits de scolarité. Une telle mesure aurait pour conséquence, toujours selon les projections de l'économiste, de faire hausser le nombre d'étudiants universitaires de près de 8 %.

LA PRESSE : Les étudiants dénoncent l'arrogance du gouvernement - Le samedi 27 octobre 2007

Mario Girard, La Presse

Les deux principales fédérations étudiantes du Québec critiquent la manière dont le ministère de l'Éducation accueille les conclusions de l'étude indépendante portant notamment sur le dégel des droits de scolarité publiée cette semaine. Selon les porte-parole, le gouvernement fait preuve «d'arrogance» dans sa façon d'interpréter le rapport.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont partagé leur analyse de l'étude commandée par le MELS sur le financement des réseaux d'enseignement de la province. Pour les deux organismes, qui représentent 160 000 étudiants, il ne fait aucun doute que le

document est une sévère critique à l'égard des mesures que s'apprête à appliquer le gouvernement. «Ce document dit clairement que le gouvernement fait fausse route», dit Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ.

Les fédérations prétendent que le gouvernement a ignoré l'existence de ce rapport, commandé en 2006, par Jean-Marc Fournier. «Le ministère l'a reçu le 22 juin et six jours plus tard on annonçait qu'on procéderait au dégel des frais de scolarité», dit Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ.

Ce sujet sera au coeur des discussions qui auront lieu ce week-end lors des congrès de la FEUQ et de la FECQ.

DROITS DE SCOLARITÉ
La FEUQ songe à des moyens de pression

(PC) La Fédération étudiante universitaire du Québec entend mobiliser ses troupes contre le dégel des droits de scolarité.

Réunie en congrès ce week-end, la FEUQ étudiera les moyens de pression à sa disposition et promet d'annoncer une gradation de ces moyens à l'issue du congrès.

Son président, Jean-Patrick Brady, reconnaît que la tentative de susciter un mouvement de grève n'a pas été un succès cet automne, mais il estime que la colère étudiante ne peut que grandir avec le temps.

Il rappelle que la dernière grève étudiante, lancée en février 2005, était survenue 10 mois après l'annonce des compressions au régime de prêts et bourses par le gouvernement Charest en avril 2004.

Propos dénoncés

À nouveau, hier, la FEUQ et sa contrepartie collégiale, la Fédération étudiante collégiale du Québec, ont dénoncé les propos de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, selon qui rien ne prouve que la hausse des droits de scolarité aura nécessairement pour effet de réduire la clientèle.

Mme Courchesne a émis ces commentaires au lendemain de la publication d'une étude réalisée par son propre ministère, démontrant que l'augmentation des droits de scolarité pourrait se traduire, à terme, par une baisse de près de 6000 étudiants désormais incapables de se payer des études supérieures.

Les fédérations sont particulièrement outrées du fait que Mme Courchesne avait cette étude en mains en juin, avant d'annoncer l'augmentation des droits de scolarité, mais ne l'a rendue publique que cette semaine.

Les étudiants l'accusent de l'avoir délibérément cachée, sachant pertinemment que ses conclusions allaient à l'encontre de ce qu'elle souhaitait.



COURCHESNE
Étude

Jean-Michel Nahas
Travailler au journal scolaire ou jouer au hockey pour l'équipe du cégep pourra maintenant valoir une mention spéciale au bulletin des étudiants collégiaux.
C'est ce qu'a annoncé la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, jeudi dernier.
«L'implication des jeunes augmente leur sentiment d'appartenance à leur communauté et joue un rôle essentiel dans leur réalisation personnelle, a-t-elle expliqué. Nous croyons que l'engagement étudiant est un facteur important dans la poursuite des études de nombreux jeunes.»
La ministre croit également qu'une mention spéciale aux bulletins des étudiants aidera ces derniers lors de l'obtention d'un emploi.
Chaque cégep aura à décider, selon des critères fixes, si l'étudiant qui s'est engagé dans un quelconque projet mérite de recevoir une mention.

«Il faudra que les directions s'assurent que l'implication a vraiment été réalisée, explique l'attaché de presse de la ministre Courchesne, Jean-Pascal Bernier. On veut ainsi donner une plus grande valeur à l'engagement.»
Mesure déjà testée
La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) se réjouit de cette mesure, qui était déjà testée dans plusieurs établissements depuis quelques mois.
«On avait beaucoup poussé pour que cela soit adopté, soutient Guillaume Descôteaux, vice-président de la FECQ. C'est bien, parce que ça favorise l'engagement et ça pousse les étudiants à en faire plus.»
Est-ce que l'engagement étudiant au collégial pourra un jour être crédité comme un cours?
«C'est clair que c'est quelque chose d'intéressant, on verra dans l'avenir», affirme M. Descôteaux.

Presse Canadienne, Montréal
La Fédération étudiante universitaire du Québec entend mobiliser ses troupes contre le dégel des frais de scolarité.
Réunie en congrès ce week-end, la FEUQ étudiera les moyens de pression à sa disposition et promet d'annoncer une gradation de ces moyens à l'issue du congrès.
Son président, Jean-Patrick Brady, reconnaît que la tentative de susciter un mouvement de grève n'a pas été un succès cet automne, mais il estime que la colère étudiante ne peut que grandir avec le temps.
Il rappelle que la dernière grève étudiante, lancée en février 2005, était survenue 10 mois après l'annonce des compressions au régime de prêts et bourses par le gouvernement Charest en avril 2004.
À nouveau, vendredi, la FEUQ et sa contrepartie collégiale, la Fédération étudiante collégiale du Québec, ont dénoncé les propos

de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, selon qui rien ne prouve que la hausse des droits de scolarité aura nécessairement pour effet de réduire la clientèle.
Mme Courchesne a émis ces commentaires au lendemain de la publication d'une étude, réalisée par son propre ministère, démontrant que l'augmentation des droits de scolarité pourrait se traduire, à terme, par une baisse de près de 6000 étudiants désormais incapables de se payer des études supérieures.
Les fédérations sont particulièrement outrées du fait que Mme Courchesne avait cette étude en mains en juin, avant d'annoncer l'augmentation des droits de scolarité, mais ne l'a rendue publique que cette semaine.
Les étudiants l'accusent de l'avoir délibérément cachée, sachant pertinemment que ses conclusions allaient à l'encontre de ce qu'elle souhaitait.

MONTREAL, le 26 oct. /CNW Telbec/ - La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont déposé ce matin en conférence de

presse un document d'analyse détaillé de l'étude sur les frais de scolarité commandée par le Ministère de l'Éducation du Québec. Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, et la présidente de la



FECQ, Geneviève Bond-Roussel, en ont profité pour réfuter les conclusions de la ministre Courchesne à l'effet que son dégel des frais des scolarité ne nuirait pas l'accessibilité aux études.

"L'attitude de ce gouvernement est extrêmement choquante. En plus de ne pas dévoiler ces études avant l'annonce officielle des détails du dégel des frais de scolarité décrété par le ministère, il est regrettable de le voir rivaliser d'autant de mauvaise foi quant à l'interprétation des conclusions de l'étude qu'il a lui-même commandée", s'indigne le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady.

Des conclusions qui devraient inviter le gouvernement à la précaution

En effet, l'étude affirme qu'un dégel des droits scolarité comparable à celui que nous connaissons actuellement aurait des impacts sur l'accessibilité et ferait diminuer les inscriptions à l'université. Le scénario 6, un des scénarios de hausse investigués, consistait à instaurer des droits de scolarité équivalant à 50 % des droits observés en moyenne ailleurs au Canada, soit près de 2 500 \$ par an. Or, à terme, c'est exactement la situation qui prévaudra au Québec d'ici 5 ans avec le dégel annoncé en juin dernier, surtout en tenant compte des frais afférents qui viendront alourdir la facture de l'étudiant. Les impacts projetés par l'auteure de ce scénario sur l'accessibilité méritent donc qu'on s'y arrête afin de prévenir les conséquences de la hausse actuelle.

Pour ce scénario, en prenant en compte les déductions fiscales et l'aide financière aux études, l'auteure anticipe tout de même une baisse des effectifs de 6 000 étudiants, soit une diminution de près de 2,5 %, et reconnaît que ces prévisions semblent conformes à ce que le Québec a connu dans les années 1990. Cela ramènerait le Québec 10 ans en arrière en terme d'accessibilité aux études.

L'arrogance du gouvernement libéral se poursuit !

En inférant le scénario 6 à la situation qui prévaudra en 2012, et tel qu'il fut déjà mentionné par la FEUQ en mars dernier, le seul réinvestissement tangible pour les universités repose uniquement sur la contribution étudiante. Le dégel mis en place par le gouvernement est totalement dogmatique car il ne rapportera visiblement rien aux universités en plus de sacrifier plusieurs cohortes d'étudiants issus de la classe moyenne, négligée par l'aide financière aux études et pour laquelle le soutien financier des parents demeure surévalué.

Ces conclusions n'empêchaient pourtant pas la Ministre de déclarer, au lendemain de leur publication, ne pas craindre que la hausse des frais de scolarité entraîne une baisse de fréquentation des universités. Pourtant, les conclusions de l'étude lui donnent tort. Pire encore, jeudi à l'Assemblée nationale, Mme Courchesne répondait que pour elle, le débat sur la question "avait eu lieu le 26 mars" - allusion aux dernières élections provinciales -, avant même que ces études n'aient été livrées au gouvernement.

"Mme Courchesne est d'avis que la hausse décrétée sans connaissance de cause par son gouvernement n'est pas suffisante pour avoir un impact. On se rend pourtant bien compte qu'à terme, ses propos relèvent de la pensée magique. Les déclarations de la Ministre sont un acte de mauvaise foi et nous sommes réellement en droit de nous demander si Mme Courchesne a lu le même document que nous", de déclarer Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ.

Des conséquences encore sous-estimées : le pire est aussi possible !

Autre postulat, l'auteure considère que l'augmentation des frais de scolarité serait automatiquement compensée pour les étudiants boursiers. Rappelons que l'aide moyenne calculée pour l'étudiant n'a pas suivi le cours de l'inflation depuis 10 ans et que le gouvernement n'y a réinvesti que 26 millions cette année. De plus, près de la moitié des étudiants universitaires bénéficiaires de l'AFE touchent uniquement des prêts. L'auteure déduit en plus que compte tenu du caractère réfractaire à l'endettement, il est vraisemblable que les gains attribuables à l'AFE ne suffiraient pas à compenser pour toutes les pertes à venir avec ce scénario.

"A la lumière de toutes ces projections, on comprend désormais pourquoi le MELS a cherché à publier cette étude en catimini. Nous considérons que le débat sur les conséquences de ce dégel sur l'accessibilité doit au contraire éclater au grand jour, car il légitime les appréhensions des étudiants et donne pleinement raison à ceux qui militent aujourd'hui contre cette hausse inique." a conclut M. Brady.

Renseignements:

Dany St-Jean, attaché de presse, FEUQ, (514) 396-3380, Cell.: (514) 212-5457

Mathieu Poulin, attaché de presse FECQ, (514) 396-3320, Cell.: (514) 622-8179

LA PRESSE : Éditorial : Du beurre dans la poêle, par André Pratte - Le vendredi 26 octobre 2007

La plus radicale des associations étudiantes, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, a suspendu sa campagne en faveur d'une grève de protestation contre la hausse des droits de scolarité. L'ASSÉ n'avait pas le choix: peu d'étudiants appuyaient le débrayage envisagé.

La hausse des droits décrétée par le gouvernement (50\$ par semestre pendant cinq ans) est donc passée comme du beurre dans la poêle. Comment expliquer cette passivité quand on sait qu'il y a deux ans, le mouvement étudiant avait fait reculer le même gouvernement dans son intention de rendre moins généreux le régime de prêts et bourses?

Dans le cas de la transformation de 103 millions de bourses en prêts, les étudiants avaient obtenu l'appui de la population. Cette mesure, cela sautait aux yeux, désavantageait les plus pauvres parmi les étudiants. À l'opposé, la population québécoise est depuis longtemps favorable à une hausse modérée des droits de scolarité. La plupart des gens savent qu'une telle hausse est à la fois nécessaire, raisonnable et juste. Malgré cette ouverture, les politiciens, tous partis confondus, ont maintenu le gel dans l'espoir de s'attirer le vote des jeunes (espoir vain, dans le cas des libéraux) et par crainte de provoquer leur colère.

On le voit aujourd'hui, cette dernière peur n'était pas fondée. Devant un gouvernement qui prend une décision justifiée et se tient debout, les étudiants n'ont pas le gros bout du bâton. On en avait déjà eu une preuve il y a 15 ans. Quand le gouvernement Bourassa a décidé de tripler les droits en trois ans, les étudiants

ont débrayé massivement... mais le mouvement s'est essouffé quand le premier ministre a clairement fait savoir qu'il ne reculerait pas. Aujourd'hui, la hausse étant à la fois modérée et étalée dans le temps, les jeunes sentant la détermination du gouvernement, la grève n'aura même pas lieu.

Alors même qu'on apprenait cette nouvelle, [le gouvernement a publié une imposante étude](#) de l'économiste Valérie Vierstraete, de l'Université de Sherbrooke. Cette analyse vient confirmer ce que nombre d'autres avaient démontré: l'évolution des droits de scolarité a généralement peu d'effet sur l'accessibilité aux études universitaires. Ainsi, des augmentations importantes survenues en Ontario et en Colombie-Britannique, au cours de la dernière décennie, n'ont pas empêché ces provinces de connaître une hausse substantielle de la fréquentation universitaire.

Pour ce qui est du Québec, Mme Vierstraete a pu calculer l'impact qu'auraient sur les inscriptions à l'université différents scénarios d'augmentation des droits. L'économiste est arrivée à la conclusion que cet impact est pratiquement nul, sauf dans les cas de chocs tarifaires (par exemple, si les droits de scolarité étaient triplés d'un seul coup).

Les militants étudiants se retrouvent à court d'arguments pour appuyer leur lutte contre des augmentations raisonnables des droits de scolarité. Le calme régnera donc au cours des prochains mois sur les campus. Les universités auront un peu plus d'argent à leur disposition. Et tout le monde pourra consacrer ses énergies à

LE SOLEIL - POINT DE VUE : Une caricature qui nous réjouit..., par Mathieu Poulin-Lamarre, Association des étudiantes et étudiants en anthropologie (AÉÉA), Université Laval - Le vendredi 26 octobre 2007

Nous attendions avec impatience le moment où le mouvement étudiant aurait sa caricature dans les grands quotidiens. Lundi, nous avons été ravis de nous voir représentés sous la plume d'André-Philippe Côté, nous donnant ainsi la certitude que nos protestations étaient entendues et faisaient maintenant partie du débat public. Si l'Association des étudiantes et étudiants en anthropologie (AÉÉA) à l'Université Laval est entrée en grève générale illimitée jeudi dernier (18 octobre), et si elle l'a reconduite dans une proportion de 79% lundi après-midi, c'est justement pour susciter l'intérêt de la population et lancer un appel clair à repenser le projet de l'éducation.

Comme le soulignait la caricature, une augmentation de 50\$ des frais de scolarité a eu lieu cette session. Ceci s'inscrit dans un plan de dégel des frais de scolarité qui, à terme, augmentera la facture des étudiants universitaires de 500\$ par année. Cette augmentation, combinée à la hausse non réglementée des frais afférents, contribue à appauvrir les étudiantes et étudiants.

Le projet qui est mis de l'avant par plusieurs associations étudiantes au Québec, dont fait partie l'AÉÉA, accorde une place importante à la réflexion sur l'accessibilité à l'éducation et a pour objectif de promouvoir la gratuité scolaire à tous les niveaux. Cette idée est loin d'être une utopie comme l'a démontré l'Institut de Recherche et d'Informations Socio-économiques (IRIS) dans

une étude publiée la semaine dernière. Elle y affirme même que la gratuité scolaire est économiquement viable et socialement plus équitable que la hausse des frais de scolarité. L'IRIS constate ainsi que «la dégradation du système d'éducation postsecondaire et l'augmentation des frais de scolarité ne sont pas les conséquences d'une fatalité économique, mais bien le résultat d'un choix politique. Ce choix politique consiste à transférer vers les individus les coûts de leur éducation plutôt que de les assumer collectivement».

Depuis le début de la grève, les étudiantes et étudiants en anthropologie à l'Université Laval réfléchissent et discutent sur le projet de l'éducation, notamment en organisant des séances d'éducation parallèle où l'on fait intervenir des spécialistes des questions reliées à l'éducation et à la grève. Pour élargir notre champ d'action, des tables d'information sont également tenues et des débats sont organisés à travers le campus.

Nous sommes d'avis que ce mouvement doit s'étendre à l'ensemble de la population puisque la santé du système d'éducation nous touche toutes et tous. Nous vous lançons donc un appel à participer aux débats et à venir nous rencontrer au pavillon De Koninck pour partager de l'information et repenser le monde.

MÉTRO : Ça se passe aujourd'hui :les étudiants critiquent Québec – Vendredi 26 octobre 2007



Les étudiants critiquent Québec

ÉDUCATION. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) tiennent une conférence de presse afin de présenter un document critique à l'égard de l'étude sur les frais de scolarité publiée par le ministère de l'Éducation cette semaine.

LA PRESSE CANADIENNE



Jean-Patrick Brady de la FEUQ

HEBDO RIVE-NORD : Hausse des frais de scolarité : non à la grève : Le conseil lanadois des jeunes de l'ADQ propose l'indexation - Mis en ligne le vendredi 26 octobre 2007 à 13:37

par Véronique Bérubé



Quelques membres du conseil, de gauche à droite: Marie-Soleil Cyr, Louis-Philip Bolduc, Marc-André Allard, Mathieu Lacombe et Raphaël Melançon (Photo : Courtoisie)

Suite à la proposition du gouvernement Charest dans le dossier de la hausse des frais de scolarité et considérant les nombreuses menaces de grève chez les étudiants, le conseil lanadois des jeunes de l'ADQ propose une hausse équivalente à l'indexation du coût de la vie.

« Pour nous, c'est non à la grève. Par contre, conscients du sous-financement du secteur de l'éducation et du fait que les étudiants actuels n'ont pas à faire les frais du dégel, nous demandons au gouvernement Charest d'y aller avec une hausse annuelle équivalente à l'indexation au coût de la vie. Ainsi, les étudiants n'auront pas à financer les conséquences du gel maintenu par les libéraux et les péquistes au cours des treize dernières années. Si le coût de la vie augmente, les frais de scolarité doivent suivre. Voilà une proposition réaliste et constructive », selon Mathieu Lacombe, président du conseil lanadois des jeunes de l'ADQ.

En se basant sur des données réelles et vérifiables, et non en imposant une hausse d'un montant fixe comme le propose actuellement le gouvernement Charest, Mathieu Lacombe démontre ce

que la proposition du Conseil Lanaudois des jeunes de l'ADQ aurait comme effet réel; « à titre d'exemple, de 2001 à 2006, le taux moyen d'inflation au Québec a été de 2,1 %. Pour les étudiants du Cégep régional de Lanaudière, une telle mesure aurait représenté une hausse ponctuelle d'environ 1,26 \$ par session, contrairement aux 50 \$ par session qu'ils devront déboursier jusqu'en 2012, selon la proposition actuelle du gouvernement Libéral. Avec une telle proposition, les étudiants pourront plus facilement absorber la hausse nécessaire des frais de scolarité et ne pas avoir recours à la grève. Ainsi, nous ferons notre part, sans prendre la chance de perdre une session, que de toute façon nous aurons à rattraper d'une façon ou d'une autre. Avec tout ce que cela entraîne comme

conséquences. Voilà ce que nous appelons une hausse responsable, qui a l'avantage de prendre en considération toutes les données du problème », a poursuivi le président.

« L'improvisation dont fait preuve le gouvernement Charest dans ce dossier a pour conséquence de refiler la facture des treize dernières années aux étudiants actuels. Pour nous, c'est inacceptable. Les étudiants de Lanaudière n'ont définitivement pas besoin d'une grève cet automne. Il faut plutôt s'organiser et penser à plus long terme », de conclure Mathieu Lacombe.

Marie-Soleil Cyr, Louis-Philip Bolduc, Marc-André Allard, Mathieu Lacombe et Raphaël Melançon

LE DEVOIR : Éditorial : Les dés sont jetés, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du jeudi 25 octobre 2007

Il y a de ces fanfares qui s'éteignent dans un murmure. Plutôt que de nourrir le grand débat public promis par le gouvernement Charest, des travaux d'experts sur des modes alternatifs de financement de l'éducation risquent d'échouer sans bruit dans les archives du ministère de l'Éducation. Que de brasse-camarade pour un rapport qui fera chou blanc...

Comme il peut parfois s'avérer contrariant d'assister au spectacle politique livré par les acteurs d'un même gouvernement! À l'issue du Forum des générations, en 2004, le premier ministre Jean Charest avait convenu de la nécessité de repenser l'avenir des services éducatifs. Astiquant tambour et trompette, son sbire de l'Éducation avait confié ce mandat à un groupe présidé par Michel Gervais; ainsi, en un forum inhabituel, tous les acteurs des réseaux de l'éducation avaient été regroupés.

Incapables d'arriver au moindre consensus sur des questions aussi délicates que la hausse des droits de scolarité, la mort des subventions au secteur privé ou l'augmentation de la taxation scolaire, les membres de ce groupe avaient réclamé à l'unisson que soient étudiés divers scénarios financiers. Jean-Marc Fournier, alors grand manitou de l'Éducation, avait désigné quatre groupes d'experts, soumettant à leur réflexion autant de dossiers. L'objectif? Brasser les cartes du financement scolaire en évitant les «répercussions négatives».

Avec le même gouvernement, mais sous la ministre Michelle Courchesne, les experts ont maintenant rendu leurs conclusions, remâchées en un «rapport intégrateur» par Thomas J. Boudreau. Le ministre d'alors avait promis un «débat rigoureux sur le financement de l'éducation». La suite de l'histoire risque de transformer le débat rigoureux en un silence insultant.

On aurait voulu étouffer l'affaire et réduire à néant tout espoir de discussion publique qu'on n'aurait pas agi autrement: un laconique communiqué de presse a été diffusé hier à 16h, annonçant, sans

plus, que ledit rapport était disponible sur le site Internet du ministère. Aucun commentaire de la ministre qui, la veille, dévoilait avec fracas le détail du plan d'infrastructures destiné à l'éducation. Alors tous réunis, recteurs d'université, représentants des collèges et des commissions scolaires n'avaient même pas été prévenus que le document attendu serait publié le lendemain. Voilà pour l'enrobage politique, qui laisse un goût amer.

Quant au contenu du rapport, il ne pointe vers aucune recommandation, ce qui, il est vrai, était convenu. Mais que nous sert-il de savoir qu'une diminution de moitié de la subvention accordée aux établissements privés mènerait, au mieux, à une économie de quelque 110 millions ou, au pire, à des pertes de 200 millions lorsque le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'il n'effleurera pas cet épineux dossier? À quoi bon savoir qu'une hausse du plafond de la taxe scolaire à 0,50 ¢ par tranche de 100 \$ gonflerait le compte de 27 % quand on sait que, depuis, les lois ont été modifiées, limitant les augmentations annuelles? Pourquoi enfin calculer les effets de la gratuité scolaire pleine et entière à l'université -- il en coûterait 153 millions de dollars à l'État, une somme dérisoire par rapport à un budget de près de 14 milliards! -- quand on sait que Québec a décidé d'une augmentation de 30 % en cinq ans? Dés jetés, rapport tabletté, 226 000 \$ partis en fumée.

En amont comme en aval, le rapport Boudreau est enveloppé d'une indifférence apparente. C'est peut-être parce qu'en certains hauts lieux, on ne veut plus vendre l'éducation uniquement en brandissant la calculatrice. Il est vrai qu'à côté des colonnes de chiffres, la vraie richesse de l'éducation -- l'importance de la qualité du français, les contenus des cours d'histoire, l'augmentation des taux de diplomation au collège et à l'université -- pourrait nourrir quelque grand débat. De ceux qui font grand tapage plutôt que de s'éteindre avant la moindre clameur.

LE DEVOIR : Financement des écoles privées - Le débat n'aura pas lieu, déplore le milieu de l'enseignement - Édition du jeudi 25 octobre 2007

Clairandré Cauchy

Le contenu des études sur le financement de l'éducation rendues publiques mardi et le traitement qui leur est réservé par la ministre déçoivent souverainement plusieurs acteurs du milieu de l'éducation, qui espéraient qu'un débat public en découlerait.

Commandées par le ministère de l'Éducation dans la foulée du comité présidé par Michel Gervais sur l'accès à l'éducation en 2005, les quatre études publiées hier, portant sur la fiscalité scolaire, le financement de l'école privée, les droits de scolarité et les incitations fiscales aux entreprises pour financer l'éducation, ne donneront visiblement pas lieu à un débat public. Or c'est précisément ce qui était visé à l'époque par les membres du comité Gervais, clamant en chœur plusieurs d'entre eux.

«Un des seuls consensus du comité Gervais était de tenir un débat public. On voit bien qu'il n'y en aura pas. [...] C'est un enterrement de première classe», a tonné le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent.

M. Parent n'est guère impressionné par les projections selon lesquelles la diminution du financement public de l'école privée pourrait être onéreuse pour l'État. «Les dés étaient pipés. Le ministre [Jean-Marc Fournier] était allé chercher des gens qui allaient confirmer ses thèses», a poursuivi M. Parent.

À défaut d'un débat public lancé par le gouvernement, la CSQ entend organiser, début 2008, sa propre commission itinérante sur l'éducation. L'érosion de la clientèle du réseau public au profit du secteur privé, le sous-financement de l'école publique, la multiplication des projets éducatifs sélectifs et le soutien aux élèves en difficulté seront au coeur des discussions que le syndicat entend mener à la fois avec ses membres et avec d'autres représentants de la société civile.

La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) a quant à elle accueilli avec un haussement d'épaules l'étude sur le financement de l'école privée. «On ne lance pas l'éponge», a précisé le président de la FCSQ, André Caron, qui entend continuer à



revendiquer une diminution des subsides de l'État alloués aux écoles privées. «Le débat est rendu plus loin qu'une simple question de chiffres. Les élèves qu'on perd, qui sont sélectionnés par le privé, ce sont autant de bons éléments qu'on perd au public. Ça alourdit nos classes», a-t-il souligné.

Les études déçoivent aussi du côté des cégeps, où on constate que plusieurs aspects du mandat de recherche, notamment en ce qui a trait à la possibilité d'imposer des droits de scolarité en formation professionnelle et technique ou de permettre aux entreprises de financer des formations préparant au marché du travail, n'ont pas été explorés. «On avait demandé à des experts de faire des scénarios afin de mettre la table pour un débat à venir. En ce qui nous concerne, la table n'a pas été mise», a dit déplorer le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher.

Droits de scolarité

Les étudiants trouvent cependant leur compte dans l'étude sur les droits de scolarité. On y constate qu'une hausse des droits de

l'ordre de celle appliquée par Québec pendant cinq ans pourrait se traduire par une diminution de près de 6000 étudiants sur les bancs des universités. «Le gouvernement a beau faire de la démagogie, s'il avait attendu les résultats de l'étude avant de procéder au dégel, il se serait rendu compte que la décision a des répercussions sur l'accès à l'université», a lancé le président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), Jean-Patrick Brady.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ne voit pas les choses du même oeil. «Les droits de scolarité peuvent être un facteur important quant à l'accessibilité, mais ce n'est pas le seul. Et il n'est absolument pas démontré qu'il y a nécessairement une baisse de clientèle», s'est défendue Mme Courchesne, qui voit dans l'échec de la campagne de grève générale illimitée des étudiants le signe que la société québécoise accepte la hausse des droits de scolarité.

MÉTRO : Éducation : Québec solidaire en deuil – Jeudi 25 octobre 2007



Dans une mise en scène de procession funéraire devant le bureau montréalais de Jean Charest hier, Québec solidaire a pleuré le système d'éducation postsecondaire accessible. La formation politique a affirmé que le dégel des droits de scolarité était une décision politique et non un choix inévitable.

CYBERPRESSE : Québec ne craint pas une baisse de fréquentation des universités - Le mercredi 24 octobre 2007

Rémi Nadeau, La Presse Canadienne, Québec

Le gouvernement du Québec ne craint pas que la hausse des frais de scolarité qu'il a décrétée entraîne une baisse de fréquentation des universités, malgré les conclusions d'un rapport à cet effet, commandé par le ministère de l'Éducation.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a réagi mercredi à la publication du rapport du comité présidé par l'ex-sous-ministre de l'Éducation, Thomas J. Boudreau.

L'un des scénarios étudiés par le comité, qui s'apparente le plus à celui qui est appliqué par le gouvernement Charest, pourrait entraîner à terme une diminution de près de 6000 étudiants dans les universités québécoises, concluent les experts.

«Je n'ai pas de craintes du tout», a commencé la ministre, qui a décrété en juin dernier une hausse des frais de scolarité de 50 \$ par session au cours des cinq prochaines années.

«Les droits de scolarité peuvent être un facteur important quant à l'accessibilité, mais ce n'est pas le seul. Puis il n'est absolument pas démontré qu'il y a nécessairement une baisse de clientèle», s'est défendue Mme Courchesne.

Elle a signalé que son gouvernement a assorti le dégel des frais de scolarité d'une bonification de 31 millions \$ des prêts et bourses.

La ministre a aussi indiqué que le scénario catastrophe du rapport, à l'effet que plus de 22 000 étudiants quitteraient le réseau universitaire si les frais de scolarité étaient majorés d'un seul coup pour atteindre la moyenne canadienne, n'a aucune chance de se produire.

«Notre engagement portera les frais annuels à environ 2200 \$, donc nettement en deçà de la moyenne canadienne, qui sera d'environ 5000 \$ par étudiant», a-t-elle dit.

Pour sa part, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean-Patrick Brady, est particulièrement furieux de constater que le gouvernement Charest a rendu public les conclusions du rapport quatre mois après avoir annoncé le dégel des frais de scolarité.

Pourtant, lorsque la ministre a annoncé la hausse de 50 \$ par session, elle avait déjà en main l'étude du comité Boudreau.

«C'est de l'hypocrisie totale. La ministre était au courant de la problématique qu'engendrait son scénario, puis elle n'a rien dit à la population», a tonné M. Brady.

Confrontée à ce sujet, la ministre a expliqué que le gouvernement devait s'assurer que la hausse des frais de scolarité puisse être appliquée cet automne, pour respecter son engagement électoral, même s'il n'avait pas complété l'examen du rapport Boudreau. «On ne voulait pas retarder (le dégel) d'une année additionnelle. Il y a un défi dans le financement des universités et nous voulions

retourner ces sommes aux établissements», a-t-elle dit, en marge de la réunion hebdomadaire des députés libéraux, à Québec. Puis elle a conclu en affirmant que le peu de résistance affichée par les étudiants à la suite de l'annonce du dégel démontre que la société québécoise accepte une hausse raisonnable des droits de scolarité.

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Dégel des droits de scolarité : Un sujet qui semble laisser indifférent - Mise à jour le mercredi 24 octobre 2007 à 16 h 49

Plus d'info

[Audio et Vidéo](#)

[Un reportage de Gaëlle Lussiaà-Berdou](#)

Le dégel des droits de scolarité de 50 \$ par session ne soulève pas les passions au cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Une dizaine de personnes seulement ont participé mardi midi au rassemblement de protestation organisé par l'association étudiante, qui réclame notamment un réinvestissement en éducation postsecondaire et l'ajustement des prêts et bourses au coût de la vie.

« L'étudiant présentement, l'aide financière compte que ça lui coûte 5 \$ par jour pour manger, ce qui veut dire une épicerie de 35 \$ par semaine. Et j'ai fait mon petit sondage dans le cégep, il n'y a personne que ça lui coûte seulement 35 \$ », affirme la présidente de l'association étudiante du cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Joanie Poirier.

Des étudiants réunis dans l'agora ont toutefois écouté les revendications du groupe avec peu d'intérêt.

« On est contre, genre. On ne veut pas de grève nous autres. Ça ne changera rien. C'est juste normal qu'on augmente les frais de scolarité, le coût de la vie augmente. Si on veut avoir des bons services, c'est normal qu'ils augmentent les coûts. Moi je les appelle les hippies gauchistes eux, parce qu'ils empirent toujours les choses et c'est presque la mode de mal faire paraître les choses », commente un étudiant.

Pourtant, le mois dernier, les étudiants du cégep ont dénoncé le dégel des droits de scolarité en assemblée générale. Ils tiendront un vote le mois prochain au sujet d'une manifestation nationale prévue le 22 novembre.

QUÉBEC SOLIDAIRE : Québec solidaire Montréal en deuil du système d'éducation postsecondaire - Mercredi 24 octobre 2007

(Montréal, le 24 octobre 2007) C'est avec tristesse et mort dans l'âme que des militants et des militantes de Québec solidaire Montréal, étudiants, étudiantes, travailleurs, travailleuses, participent à une procession funéraire ce midi, devant les bureaux de l'honorable Jean Charest, afin de faire un dernier adieu au système d'éducation postsecondaire accessible. À la suite d'incessantes coupures en éducation depuis plus de 15 ans induisant un sous-financement chronique dans tout le système, l'annonce du dégel des droits de scolarité orchestré sous le présent gouvernement Charest et de l'imposition d'un plan de redressement à l'UQAM, entraînant à son tour une augmentation des frais afférents pour les étudiants et étudiantes de cette institution, nous ne pouvons que constater aujourd'hui que l'éducation publique accessible et de qualité a poussé son dernier souffle.

Pendant que le gouvernement fédéral investit massivement dans l'armement et la mission en Afghanistan (16 milliards \$), privant du même coup les provinces de cet argent, le gouvernement Cha-

rest non seulement n'interpelle pas Ottawa sur cette question, mais intervient du même coup pour désinvestir dans les programmes sociaux, affirmant que nous n'avons plus les moyens d'offrir des services à la population. Le coût de la gratuité scolaire au niveau postsecondaire est évalué à 550 millions \$, ce qui représente moins du trentième des sommes investies dans une guerre dont les citoyens et citoyennes ne veulent pas. Le dégel des droits de scolarité imposé par le gouvernement Charest n'est donc pas inévitable, il s'agit d'un choix politique.

Ce choix politique n'est pas partagé par les membres, sympathisants et sympathisantes de Québec solidaire, et c'est pourquoi nous le dénonçons sans hésiter aujourd'hui. Pour nous, la gratuité scolaire s'inscrit dans un projet de société. Québec solidaire se propose d'éliminer les droits de scolarité et autres frais afférents tout en réinvestissant dans l'ensemble du réseau, du primaire à l'université, dans le but d'offrir à tous et à toutes une éducation publique, gratuite et de qualité.

LE DEVOIR : Financement des écoles privées - Une étude vient conforter le gouvernement dans sa position : Ne plus financer le privé serait payant à condition que les élèves ne rejoignent pas massivement le secteur public - Édition du mercredi 24 octobre 2007

Clairandrée Cauchy

Le gouvernement du Québec n'a pas l'intention de diminuer le financement public des écoles privées, comme le réclament depuis plusieurs années divers intervenants du monde de l'éducation. Étude économique en main, le ministère de l'Éducation considère qu'il ne sert à rien d'ouvrir le débat sur le financement de 60 % alloué aux écoles privées.

Selon [une recherche, réalisée pour le compte du ministère de l'Éducation, l'abolition du financement public de l'école privée](#) ou sa réduction de moitié pourrait engendrer des économies seulement si les parents étaient en général peu sensibles aux variations de la facture des écoles privées. Si les parents réagissaient fortement aux hausses de droits de scolarité et transféraient donc leurs enfants au secteur public, l'État pourrait cependant devoir déboursier davantage pour assumer leur scolarisation dans le réseau des commissions scolaires. Or, selon le rédacteur du rapport, les pa-

rents québécois «pourraient démontrer une assez grande sensibilité suite à une variation éventuelle des frais de scolarité».

«On voit à la lecture de l'étude que le secteur privé répond à un besoin réel», explique Jean-Pascal Bernier, l'attaché de presse de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. M. Bernier a précisé que le gouvernement n'avait aucunement l'intention de relancer le débat sur le financement de l'école privée.

Selon la sensibilité des parents au coût (le taux d'élasticité, en langage économique), l'abolition des subventions publiques au réseau privé pourrait se traduire soit par une économie de 142 millions, soit par des dépenses supplémentaires de 138 à 351 millions. Selon la même logique, la réduction de moitié de la subvention étatique pourrait entraîner une économie de 110 millions ou une dépense supplémentaire pouvant aller jusqu'à 195 millions. Toujours selon la réaction des parents à une hausse des coûts, la diminution du financement public de l'école privée pourrait se

traduire par la fermeture d'établissements privés dans plusieurs régions.

Des études lancées à la sauvette

Cette étude sur le financement de l'école privée fait partie d'une série de quatre recherches transmises à la ministre de l'Éducation le 22 juin dernier et rendues publiques vers 16 heures hier, sans tambour ni trompette. Outre les subventions accordées au secteur privé, on y évalue également des [scénarios d'augmentation de la taxe scolaire](#), d'abolition ou de hausses des droits de scolarité à l'université, ainsi que les [incitations fiscales offertes](#) ailleurs dans le monde pour les entreprises qui investissent en éducation.

Pour ce qui est des [droits de scolarité à l'université](#), le rapport nous apprend qu'une hausse des droits de scolarité au niveau de la moyenne canadienne (soit 5046 \$) se traduirait par une diminution de près de 10 % du nombre des étudiants à l'université. À l'autre bout du spectre, l'abolition pure et simple des droits de scolarité entraînerait une augmentation de près de 8 % du nombre des étudiants universitaires. Les projections économiques démontrent par ailleurs qu'il en coûterait 153 millions à l'État québécois pour offrir l'université gratuite.

L'étude n'a pas évalué spécifiquement le dégel des droits de scolarité annoncé le printemps dernier par le gouvernement Charest, qui correspond à une hausse de 30 % sur cinq ans. Selon les scé-

narios projetés, on peut cependant déduire que cela se traduirait par une diminution de la clientèle étudiante oscillant de 0,11 % à 2,52 %.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, on en déduit que le niveau des droits de scolarité influence peu la décision de poursuivre des études.

La Fédération étudiante universitaire du Québec s'insurge contre le fait que la ministre a attendu si longtemps avant de rendre publics ces documents, qu'elle avait pourtant en main six jours avant d'officialiser l'annonce du dégel des droits de scolarité.

[La série de recherches](#) explorait également la perspective d'accroître les incitations fiscales aux entreprises pour qu'elles investissent davantage en éducation. Au cabinet de la ministre Michelle Courchesne, on précise que la recherche alimentera les réflexions déjà en cours à ce sujet au sein des ministères des Finances et de l'Éducation. Il en va de même pour la réflexion sur la taxation scolaire, qui fera l'objet de discussions dans un comité réunissant les représentants des commissions scolaires et ceux du ministère de l'Éducation.

On peut consulter le rapport synthèse et les quatre études dans le site du ministère de l'Éducation: <http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/modesFinancement>.

LA PRESSE : Les droits de scolarité influent sur la fréquentation des universités - Le mercredi 24 octobre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

La fréquentation des universités du Québec baisserait de près de 10% si les droits de scolarité facturés dans la province devaient tripler pour rejoindre la moyenne canadienne.

Le ministère de l'Éducation (MELS) a rendu publique tard hier [une vaste enquête sur le financement des réseaux d'enseignement de la province](#). Produite par une équipe de chercheurs universitaires, pour le compte du MELS, le document de 130 pages trace un portrait détaillé des effets de la variation des subventions sur les divers ordres d'enseignement et compare la situation québécoise à celle du Canada, des États-Unis et de plusieurs pays européens.

Le rapport révèle entre autres que les Québécois seraient plus sensibles que les autres Canadiens au prix d'une année d'études à l'université et qu'ils seraient nombreux à renoncer aux études à temps plein s'ils devaient déboursier les quelque 5000\$ facturés en moyenne dans les autres provinces. À l'inverse, la gratuité scolaire augmenterait de près de 8% la fréquentation des universités.

Une augmentation des droits supérieure de 1 ou 2% de points de pourcentage à l'inflation n'aurait qu'un impact minime. Québec a mis fin cet automne au gel des droits de scolarité qui augmentent de 50\$ par session d'études à temps plein jusqu'en 2012.

Les auteurs du rapport notent toutefois que des hausses récentes en Ontario et en Colombie-Britannique n'y ont pas affecté la fréquentation des collèges et universités, ce qui indique que les droits de scolarité ne constitueraient pas le principal facteur de la poursuite des études postsecondaires.

Écoles privées contre publiques

Le rapport se penche aussi sur les impacts d'une modification aux règles de financement des écoles privées.

Elles sont actuellement subventionnées à hauteur de 60%, une situation fréquemment remise en question dans le milieu de l'éducation.

Or, réduire de 50%, voire de 100% les enveloppes budgétaires allouées au secteur privé ne profiterait pas nécessairement aux finances de l'État. En effet, une baisse des subventions s'accompagnerait probablement d'une hausse de la facture refilée aux parents, qui pourraient choisir de réinscrire massivement leurs enfants dans les écoles publiques. Cet afflux d'écoliers coûterait selon les divers scénarios évoqués jusqu'à 224 millions par année au gouvernement. Plusieurs établissements privés situés à l'extérieur des régions de Montréal et de Québec pourraient être forcés de fermer leurs portes.

Par contre, si les parents se montrent très peu sensibles aux fluctuations de prix et que la fréquentation des écoles privées devait rester constante en dépit de hausses des frais annuels, l'État pourrait économiser plus de 100 millions en réduisant à néant le financement du secteur privé.

«L'équilibre est très précaire entre les deux réseaux, retient Jean-Pascal Bernier, porte-parole de la ministre de l'Éducation. Le privé répond à un besoin de la population et contribue à maintenir une situation d'équilibre entre toutes les écoles primaires et secondaires de la province.»

Diffusé en catimini en fin de journée, le document a suscité peu de réactions hier. La Fédération étudiante universitaire a dénoncé le fait que le ministère de l'Éducation ait décidé de hausser les droits de scolarité avant d'avoir obtenu le rapport.

LE SOLEIL : Hausse des frais de scolarité : plus de décrocheurs - Le mercredi 24 octobre 2007

Simon Boivin, Le Soleil, Québec

Une hausse des frais de scolarité fera plus de décrocheurs dans les universités québécoises qu'ailleurs au Canada, soutient un rapport commandé par le ministère de l'Éducation.

Rendu public en fin d'après-midi hier, le document présente les conclusions de quatre chercheurs sur les modes de financement de l'éducation. Un comité dirigé par Thomas J. Boudreau, professeur associé à l'ENAP et ex-sous-ministre de l'Éducation.

« Les Québécois pourraient être un peu plus sensibles que les autres Canadiens à une hausse des frais de scolarité », peut-on lire dans l'étude. Deux facteurs expliquent cette vulnérabilité : un revenu personnel moins élevé que dans plusieurs provinces, et moins d'adultes qui ont fréquenté l'université.

Le gouvernement Charest a annoncé son intention de majorer de 50 \$ par session l'inscription à l'université dès septembre prochain. Cent dollars de plus pour l'année scolaire, une facture totale de 1768 \$ pour 2007-2008. Un tableau de l'étude étale des prévisions de variation du nombre d'étudiants selon les montants à

déboursier. Selon lui, une hausse de 67 \$ ferait perdre 245 étudiants aux universités québécoises. Une diminution de 0,11 % de l'effectif total.

« C'est sûr que c'est une préoccupation et c'est la raison pour laquelle nous avons bonifié de 31 millions \$ les prêts et bourses, a fait valoir Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre de l'Éducation. Ils sont là pour aider ceux qui ont moins les moyens. »

D'après l'étude, rattraper d'un coup la moyenne canadienne des frais de scolarité de 5046 \$ causerait 22 119 décrocheurs de plus. La gratuité scolaire ferait croître de 17 993 personnes la population universitaire.

Le document, qui devait être complété au printemps dernier, porte la date du 22 juin 2007. Six jours avant que le gouvernement Charest ne dévoile les détails du programme majoré de prêts et bourses. Le rapport est publié quatre mois plus tard. Il « n'a pas été remis en juin, on l'a reçu au ministère fin juillet-début août, soutient l'attaché de presse de la ministre Michelle Courchesne. Il a ensuite fallu faire l'analyse et la mise en pages » du document.

Or, sans commenter le contenu du rapport, Thomas J. Boudreau, qui a dirigé le comité de chercheurs, a assuré au Soleil que l'ouvrage a bel et bien été déposé au bureau du sous-ministre le 22 juin.

« Bande de menteurs »

« C'est incroyable de voir à quel point ce gouvernement-là est tout simplement hypocrite, c'est une bande de menteurs, a commenté le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Jean-Patrick Brady. On peut même dire que c'est un vol qu'on ne publie pas cette étude faite avec des fonds publics au moment où on confirme une hausse des frais. »

Selon lui, non seulement les sommes annoncées cette année en prêts et bourses supplémentaires ne couvriront pas la hausse, mais elles ne seront pas récurrentes. Le président de la FEUQ espère que ce rapport donne une impulsion à la mobilisation étudiante contre l'augmentation des frais de scolarité, jusqu'ici plutôt tiède.

L'étude s'est aussi penchée sur le financement public des écoles privées. Il est démontré qu'un bon équilibre est nécessaire entre les subventions et les sommes que doivent payer les parents. Sans fonds publics, le coût d'une inscription à l'école privée serait prohibitif pour plusieurs d'entre eux. L'arrivée massive de nouveaux élèves à l'école publique serait alors encore plus onéreuse pour le gouvernement.

Les sujets de la taxation scolaire et des incitatifs fiscaux aux entreprises pour leur participation aux activités éducatives sont aussi abordés par les chercheurs.

MÉTRO : Ça se passe aujourd'hui : L'éducation est-elle morte ? – Mercredi 24 octobre 2007

» ça se passe
aujourd'hui

L'éducation est-elle morte?

EDUCATION. Québec
solidaire Montréal met
en scène devant le bureau
de Jean Charest une
procession funéraire en
mémoire de l'éducation
postsecondaire accessible
pour dénoncer à la fois
la hausse des droits de
scolarité et le sous-
financement, et proposer
la gratuité scolaire. METRO



QUÉBEC-SOLIDAIRE : Procession funéraire en mémoire de l'éducation accessible – Site internet

Début : 2007-10-24 11:00

Fin : 2007-10-24 13:00

Le mercredi 24 octobre 2007, Québec solidaire-Montréal mettra en scène une procession funéraire en mémoire de l'éducation postsecondaire accessible pour **dénoncer à la fois la hausse des droits de scolarité et le sous-financement, et proposer la gratuité scolaire.**

Nous distribuerons également un feuillet intitulé «Échec à la guerre, place à l'éducation» dans lequel sera inséré un tract pour

la manif du 27 octobre contre l'occupation de l'Afghanistan. Les médias sont invités, donc venez en grand nombre! Vêtissez-vous d'habits de deuil (ou tout simplement en noir).

11h: rendez-vous

pavillon de musique de McGill (555, rue Sherbrooke Ouest)

midi: procession

devant le bureau de Charest (2100, rue McGill College)

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : La grève se poursuit - Mise à jour le mardi 23 octobre 2007 à 10 h 39

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Ysabelle Bourassa explique que les étudiants ont des avis partagés sur les moyens à prendre pour faire pression sur le gouvernement Charest](#)

Les étudiants en anthropologie de l'Université Laval poursuivent leur grève générale illimitée contre le dégel des droits de scolarité. Les étudiants ont voté lundi dans une proportion de 79 % pour le maintien de ce moyen de pression.

Les étudiants ont déclenché la grève jeudi dernier afin de s'opposer à la décision du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité dès cet automne, une hausse de 30 % sur 5 ans.

Leur association est la seule dans la province à avoir choisi ce moyen de pression. Les associations étudiantes provinciales comme la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont décidé de ne pas se lancer dans un mouvement de grève pour le moment et de privilégier notamment les manifestations.

Par ailleurs, deux autres associations étudiantes de l'Université Laval, celles d'histoire et d'études littéraires, ont voté en faveur d'une grève de deux jours, les 14 et 15 novembre. Ils participeront alors à une grande manifestation à Montréal contre le dégel des droits de scolarité.

Les étudiants en sociologie, en service social et en linguistique se prononceront plus tard cette semaine.

LE DEVOIR : Des milliards pour réparer les écoles - Édition du mardi 23 octobre 2007

La Presse canadienne

Après les viaducs et les ponts, c'est au tour des écoles, des cégeps et des universités d'apprendre de combien d'argent ils disposeront dans la cagnotte des milliards annoncés pour les infrastructures.

Le monde scolaire se partagera 5,5 milliards de dollars sur cinq ans, de 2007 à 2012, dont 1,5 milliard d'argent neuf, a précisé hier la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, lors d'une rencontre avec la presse dans une école de Côte-Saint-Luc.

La somme ira non seulement aux toits qui coulent, aux toilettes qui fuient, à la ventilation déficiente et aux fenêtres de bois qui datent de plusieurs décennies, mais aussi aux bibliothèques et aux laboratoires, a promis la ministre.

La ministre croit que la plus grande partie des «urgences» d'entretien a déjà été traitée, réparée.

De la somme totale, 3,25 milliards iront aux commissions scolaires, donc aux 3500 écoles primaires et secondaires; 1 milliard aux universités et 810 millions aux 49 cégeps du Québec.

«Je suis fermement convaincue que la réussite de nos jeunes, dans certains cas, peut être influencée par le lieu qu'ils fréquen-

tent quotidiennement. Il est démontré que dans une école, une polyvalente ou un cégep qui est négligé au chapitre de l'entretien, on est plus porté à faire des graffitis, on est plus porté à se détacher de l'appartenance que nous avons au bâtiment. Il est démontré que quand on fréquente un endroit qui nous respecte, on respecte à son tour les lieux physiques qui nous sont offerts», a commenté la ministre Courchesne.

Réactions

Tant à la Fédération des cégeps qu'à la Fédération des commissions scolaires, on se réjouit de cette annonce, les besoins étant immenses.

André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires, est catégorique: avec ces millions de dollars, «il y a des améliorations visibles qui vont être apportées» dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

«Il reste encore des écoles qui ont été construites en 1940, en 1950, de l'époque de Duplessis, avec d'anciennes fenêtres à guil-lotine. Même sur l'île de Montréal, ici, il y en a», assure M. Caron.

LA PRESSE : La grève étudiante écartée - Le mardi 23 octobre 2007

Violaine Ballivy

Le déclenchement d'une grève générale étudiante à l'automne semble désormais plus improbable que jamais. Phare de la mobilisation, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a décidé de «suspendre» sa campagne de grève générale illimitée.

L'ASSÉ préfère se consacrer désormais à l'organisation d'une grande manifestation qui aura lieu à Montréal le 15 novembre. Les étudiants auront ainsi à se prononcer au cours des prochains jours sur la tenue d'une grève d'une seule journée, plutôt que sur un mandat de grève générale illimitée. L'ASSÉ a revu sa position samedi et dimanche derniers à lumière des derniers résultats des consultations menées depuis la rentrée: aucun cégep de la province, pas même les plus militants comme celui du Vieux-Montréal, n'ont adopté à ce jour de mandat en faveur d'un grand débrayage.

«La campagne de grève est suspendue, a confirmé hier à La Presse Guillaume Fortin, porte-parole de l'ASSÉ. Nous allons plutôt nous concentrer sur les actions locales ponctuelles et les tournées

d'information dans les campus de la province dans l'optique d'une escalade des moyens de pression jusqu'à l'hiver.»

Un peu plus de 16 000 étudiants à ce jour ont adopté un mandat de grève qui devrait entrer en vigueur dès qu'un minimum de 25 000 étudiants auront adopté de pareilles positions. Or, les votes à l'horaire cette semaine ne permettront pas d'atteindre ce plancher. «La grève n'est pas totalement écartée», assure M. Fortin, reconnaissant toutefois que les rares mandats de grève adoptés l'ont été à la suite de vote serrés au possible.

Il faut dire aussi que le temps commence à manquer, car plus le semestre avance -et avec lui la période d'examens-, plus il sera difficile de convaincre les collégiens et universitaires de suspendre les cours. «Il vaut mieux ne pas faire de grève qu'en faire une désorganisée, qui reflète les divisions du mouvement étudiant et ne lève pas», note Mathieu Poulin, porte-parole de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Ni la FECQ ni la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) ne s'étaient prononcées en faveur de la grève. Elles prévoient toutefois organiser, elles aussi, une vaste journée de manifestation à Montréal à la mi-novembre.

LA PRESSE : 5,6 milliards pour retaper les écoles - Le mardi 23 octobre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

Des toits qui coulent et des fenêtres qui laissent passer le vent: Québec n'en veut plus dans ses écoles et allongera 5,6 milliards d'ici 2012 pour corriger «30 années de laisser-aller». Après celui des Transports, c'était au tour du ministre de l'Éducation de chiffrer sa ration de la cagnotte de 30 milliards que Québec dépensera pour remettre en état les infrastructures de la province.

Les 3560 édifices des commissions scolaires du Québec obtiendront la plus grosse part du gâteau avec une enveloppe de 3,3 milliards répartie sur cinq ans. Cet argent servira d'abord aux «réparations d'urgence» dans ces écoles majoritairement construites sous Duplessis pour accueillir les hordes de baby-boomers. Elles portent aujourd'hui le poids de leur âge et le déficit d'entretien y frise les 2 milliards.

Mais Michelle Courchesne tient aussi à moderniser et rendre plus agréables les locaux. Elle a fait son annonce hier à l'école secondaire Saint-Luc, à Montréal, où les 350 élèves inscrits à la concentration en musique ne disposent pas d'un auditorium adéquat pour leurs représentations. «C'est le genre de chose que l'on pourra corriger», a-t-elle indiqué.

«Les écoles sont beaucoup plus que des lieux de savoir, ce sont de véritables milieux de vie. Plus nos établissements seront propres, sains, attrayants et sécuritaires, plus nos jeunes auront le goût d'y passer du temps, d'y réussir et d'y réaliser des projets d'avenir», a indiqué la ministre, évoquant le besoin de «réparer les erreurs du passé».

Les 48 cégeps obtiendront de leur côté 800 millions pour leurs 200 immeubles, tandis que les universités empocheront à elles seules un milliard, pour un total de 540 édifices. La priorité sera de combler les lourds déficits d'entretien accumulés, mais aussi de construire des laboratoires et de voir à la mise à niveau des systèmes informatique et de sécurité.

Enfin, une enveloppe de 442 millions sera distribuée au fil des cinq prochaines années pour «améliorer et remplacer» des équipements, au gré du ministère en fonction des projets qui lui seront soumis. Les modalités n'ont toutefois pas encore été détaillées.

Satisfaction

Cette distribution de millions a fait naître plusieurs sourires hier, même si une part importante avait déjà été annoncée dans le

dernier budget et que les investissements en argent frais s'élèvent en réalité à 1,4 milliard.

Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps, a salué la répartition équitable des subventions entre les trois niveaux d'enseignement. «On a eu du mal à se faire entendre dans le passé et le partage était souvent inéquitable. Mais le Ministère nettoie l'ardoise cette fois. Son évaluation de nos besoins correspond à la nôtre.»

Transferts fédéraux

Ces sommes, calcule M. Boucher, permettront aussi de faire un usage plus intéressant des transferts fédéraux annoncés par Ottawa dans son dernier budget. Les millions promis pourront être

dépensés pour améliorer les services offerts aux étudiants, plutôt que pour assurer l'entretien minimal des établissements.

André Caron, président de la FCSQ, a parlé hier d'«investissements majeurs qui permettront de maintenir à tout le moins la tête au-dessus de l'eau», une évaluation de la situation qui a trouvé un écho au sein des universités.

Réaction positive

La présidente de la Confédération des recteurs et des principaux des universités, Heather Munroe-Blum, a réagi «très positivement» à la lecture du plan, jugeant qu'il permettra à la fois d'assurer le maintien des actifs universitaires et de régler, sur une période de 15 ans, le problème de déficit d'entretien.

LE SOLEIL : Deux associations de Laval débraieront en novembre - Le mardi 23 octobre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Deux autres associations étudiantes de l'Université Laval, histoire et études littéraires, ont voté en faveur d'une grève de deux jours qu'ils exerceront en novembre afin de participer à une grosse manifestation à Montréal contre le dégel des frais de scolarité.

Les 248 étudiants d'histoire et leurs 315 collègues d'études et création littéraires n'ont donc pas voulu se rendre aussi loin que leurs collègues d'anthropologie, qui débrayent en solo depuis jeudi et au moins jusqu'au 5 novembre contre la hausse de 500 \$ en cinq ans. Au cours de deux votes assez tièdes (54 % et 66 %), les étudiants d'histoire et d'études littéraires ont décidé hier de débrayer les 14 et 15 novembre.

« On voulait libérer les étudiants pour qu'ils puissent participer aux journées de formation et de manifestation à Montréal », explique Caroline Gagné, vice-présidente aux communications de l'Association des étudiants en création et études littéraires.

Les étudiants en sociologie, service social et linguistique se prononceront plus tard cette semaine. Ceux de philosophie détiennent déjà un mandat de grève illimitée.

La CADEUL, qui représente les étudiants de premier cycle, appuie moralement et techniquement les associations en grève. Elle

n'écarter pas la possibilité d'envoyer des autobus à la manif nationale du 15 novembre, explique son président, Julien Du Tremblay.

L'ambiance n'est définitivement pas à la grève sur le campus « lavallois », constate Julien Du Tremblay. « On voit que les étudiants ont encore beaucoup besoin d'information », dit le président de la CADEUL.

Réunis en congrès en fin de semaine à Montréal, les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui se battent pour la gratuité scolaire, ont décidé de reporter à l'hiver la grève générale illimitée.

Divisés

Au cours des dernières semaines, plusieurs associations étudiantes importantes comme celles du Cégep du Vieux-Montréal, du Cégep de Sherbrooke et du secteur des sciences de l'UQAM ont dit non à la grève. Jusqu'à maintenant, sept associations étudiantes, représentant 16 000 étudiants, ont obtenu des mandats de grève. L'ASSE avait toutefois fixé à 25 000 étudiants le seuil plancher pour déclencher la grève.

Signe que le mouvement étudiant reste très divisé, la Fédération étudiante universitaire organise une manifestation distincte contre le dégel le 22 novembre à Montréal.

LE SOLEIL : Collège Bart : bientôt 90 ans - Le mardi 23 octobre 2007

Pierre Champagne, Le Soleil, Québec

Le Bart School... vous vous souvenez? C'est sous ce nom que fut connue pendant des décennies à Québec cette grande institution d'enseignement privé que l'on appelle aujourd'hui le Collège Bart. Les jeunes filles qui voulaient suivre leur cours de secrétariat bilingue dans les années 60 et 70 s'inscrivaient au Bart School.

Dans les années 60, parce qu'on y enseignait surtout la tenue de bureau et le secrétariat bilingue; dans les années 70 l'école fut autorisée à offrir un DEC en technique de bureautique. Des cours d'enseignement collégial qui s'adressaient surtout à la gent féminine jusqu'au début des années 90.

Le Collège Bart, ou le Bart School, célébrera son 90e anniversaire le 3 mai 2008 et, contrairement à la rumeur urbaine qui court depuis près d'un siècle, le fondateur de cette institution d'enseignement privé, M. Jean Bart, n'avait absolument rien d'un lord britannique lorsqu'il débarqua au Canada, au début du siècle dernier. C'était au contraire un véritable Français de France, né en Lorraine en 1882. Jean Bart était même un ecclésiastique, membre des Frères des écoles chrétiennes. Chassé de son pays natal durant la Première Guerre mondiale, le frère Bart émigra à Québec avec son savoir et son expérience d'enseignant où, pour gagner sa vie, il a fondé une école privée.

Il a commencé par offrir des cours d'anglais dans la résidence qu'il occupait dans la rue Richelieu, puis dans la rue D'Aiguillon. Ou l'inverse. L'histoire à ce sujet manque de rigueur. Puis il aménagea son école dans l'immeuble du Capitole, qui venait d'ouvrir ses portes, sous le nom de l'Auditorium, quelques années plus tôt. Des cours d'anglais, toujours. Mais c'est surtout dans la côte d'Abraham, à son adresse civique actuelle, que le Bart School, ou

le Collège Bart, se fit connaître à compter des années 40, se rappelle Marjolaine Bart, la petite-fille du fondateur qui elle-même travaille dans l'entreprise familiale depuis une trentaine d'années.

Évidemment le frère enseignant fut conquis non seulement par le pays, mais par une douce Québécoise qui le fit défroquer, Marguerite Robin. Leur fils unique, Jean-Guy Bart, né à Québec en 1917, devait par la suite prendre la relève à la direction du Collège. Son épouse, Agathe Dion, y enseigna la sténographie pendant des années. Jean Bart devait quitter cette vie en 1951, à l'âge de 69 ans. Son fils Jean-Guy devait le rejoindre en 1994, à 77 ans.

C'est au début des années 90 que Marjolaine Bart et son conjoint, Michel Bellerose, ont acheté le collège du père de Marjolaine. L'arrivée de cette troisième génération de gestionnaires a donné un nouvel élan au collège qui de Bart School est devenu le Collège Bart. On le connaissait auparavant surtout comme un collège de filles; on le connaîtra désormais comme un véritable collège d'enseignement privé collégial, ouvert à tous. Premièrement à cause de l'instauration, en 1994, d'un DEC en techniques juridiques, puis, en 1995, par le développement des programmes offerts en techniques administratives, dont un est axé sur la gestion financière et l'autre sur le commerce international. Les garçons recommencèrent à s'inscrire au Collège Bart.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, Marjolaine Bart est la présidente du conseil d'administration et la directrice financière du Collège. Son conjoint, Michel Bellerose, est le directeur général de l'école. Ils ont trois enfants, dont le fils aîné, Nicolas Bellerose, 26 ans, bachelier en administration de l'Université Laval, travaille aussi au Collège, où il s'occupe particulièrement de l'aide financière aux étudiants. Le couple a aussi deux filles, Marie-Pierre, 24 ans, qui poursuit

une carrière en chant classique, et Dominique, 21 ans, qui termine son baccalauréat en administration à l'Université Laval. Elle pourrait bien rejoindre son frère dans l'administration de l'entreprise familiale.

Plus récemment, le Collège Bart tournait une autre page importante de son histoire en lançant un programme en animation 2D-3D par ordinateur, axé sur le jeu vidéo ou le cinéma numérique. La demande est très forte dans ce secteur d'activité. Les élèves et les employeurs sont nombreux à se bousculer au portillon.

Le Collège Bart peut maintenant délivrer un diplôme d'études collégiales ou une attestation d'études collégiales pour les jeunes adultes qui ont quitté l'école depuis au moins un an et qui cherchent à parfaire leur formation. Un petit collège privé qui offre ses cours à environ 250 étudiants par année, en français surtout, et autant aux gars qu'aux filles, dont la représentation est équitable, 50-50, dans l'école.

« Les étudiants s'inscrivent chez nous pour deux raisons, précise Mme Bart. Parce qu'ils préfèrent étudier dans un petit collège et parce que nous sommes renommés pour l'efficacité remarquable de notre service de placement. Près de 98 % de nos étudiants trouvent un emploi après leurs études. Les employeurs réservent nos finissants à l'avance. C'est une grande fierté pour nous. »

L'autre grande fierté, évidemment, c'est de voir une quatrième génération prendre la relève de la troisième pour continuer une mission d'éducation particulière à la région de Québec puisque bien au-delà de 10 000 élèves, surtout de jeunes Québécoises, ont fréquenté cette institution privée depuis 90 ans.

Et combien ça coûte étudier aujourd'hui dans un collège privé comme le Collège Bart? Entre 1000 \$ et 1500 \$ par semestre pour obtenir un diplôme d'études collégiales (six semestres) et entre 1000 \$ et 2500 \$ par semestre pour une attestation d'études collégiales (trois semestres). Heureusement, il y a les prêts et bourses.

LA VOIX DE L'EST : Les cégépiens se prononcent - Le mardi 23 octobre 2007

Cynthia St-Hilaire, La Voix de l'Est, Granby

Pour ou contre le dégel des droits de scolarité? Les étudiants du cégep de Granby Haute-Yamaska ont l'occasion de se prononcer sur la question cette semaine lors d'une consultation publique. À la lumière des résultats, l'Association étudiante décidera des actions à poser.

Le gouvernement Charest a décidé de hausser les frais de scolarité de 50 \$ par semestre pendant cinq ans dans les universités. En juin, il a toutefois accepté de bonifier les montants versés en prêts et bourses pour couvrir cette augmentation.

Quatre options

Hier, les cégépiens ont pu voter au bureau aménagé dans le hall d'entrée du collège, lequel est ouvert aujourd'hui entre 10 h et 14 h tout comme il le sera jeudi. L'Association étudiante propose quatre options: accepter la hausse, adopter des moyens de pression excluant la grève, effectuer des moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève ou une grève immédiate.

«On va se ranger du bord de la majorité», explique Alain Breault, permanent à l'Association étudiante de Granby. Ce dernier aimerait qu'au moins 300 des 1750 étudiants votent. «Ça représente 20 % des étudiants. S'ils ne votent pas, ils vivront avec leur décision. Ça prend deux minutes, ils présentent leur carte étudiante puis ils votent», lance-t-il.

24 HEURES : Les infrastructures scolaires reçoivent à leur tour des millions - Mardi 23 octobre 2007

Les infrastructures scolaires reçoivent à leur tour des millions

Après les viaducs et les ponts, c'est au tour des écoles, des cégeps et des universités d'apprendre de combien d'argent ils disposeront dans la cagnotte des milliards annoncés pour les infrastructures. Le monde scolaire se partagera 5,5 milliards \$ sur cinq ans, de 2007 à 2012, dont 1,5 milliard \$

d'argent neuf, a précisé hier la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, lors d'une rencontre avec la presse dans une école de Côte Saint-Luc. La somme ira non seulement aux toits qui coulent, aux toilettes qui fuient, à la ventilation déficiente et aux fenêtres de bois qui datent de plusieurs décennies, mais aussi aux bibliothèques et aux laboratoires, a promis la ministre. De la somme totale, 3,25 milliards \$ iront aux commissions scolaires, donc aux 3500 écoles primaires et secondaires; 1 milliard \$ aux universités et 810 millions \$ aux 49 cégeps du Québec.

« Je suis fermement convaincue que la réussite de nos jeunes, dans certains cas, peut être influencée par le lieu qu'ils fréquentent quotidiennement. Il est démontré que dans une école, une polyvalente ou un cégep qui est négligé au chapi-

tre de l'entretien, on est plus porté à faire des graffitis, on est plus porté à se détacher de l'appartenance que nous avons au bâtiment. Il est démontré que quand on fréquente un endroit qui nous respecte, bien on respecte à son tour les lieux physiques qui nous sont offerts », a com-

menté la ministre Courchesne.

Plusieurs écoles de la Commission scolaire de Montréal vont pouvoir profiter du programme initié hier par la ministre Michelle Courchesne.

RÉACTIONS

Tant à la Fédération des cégeps qu'à la Fédération des commissions scolaires, on se réjouit de cette annonce, les besoins étant immenses.

André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires, est catégorique : avec ces millions de dollars, «il y a des améliorations visibles qui vont être apportées» dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

« Il reste encore des écoles qui ont été construites en 1940, en 1950, de l'époque de Duplessis, avec d'anciennes fenêtres à guillotine. Même sur l'île de Montréal, ici, il y en a », assure M. Caron.

Il s'agira maintenant d'accorder des priorités à ces grands besoins, de répartir les sommes entre les institutions.

De son côté, Gaëtan Boucher, de



PHOTO ARCHIVES

Les infrastructures scolaires auront fière allure grâce au nouveau programme du gouvernement québécois.

la Fédération des cégeps du Québec, souligne qu'il existe également de vieux bâtiments au sein du réseau collégial, quoiqu'en moins grand nombre.

« Il y a moins de toits qui coulent

ou de toilettes qui fuient. Mais notre gros problème, c'est lors de l'implantation de nouveaux programmes, alors que nos laboratoires suivent la dernière technologie », a-t-il expliqué.

THE GAZETTE : School buildings to share \$1.5 billion more: Time to catch up: education minister. Quebec increases planned funding to repair crumbling infrastructure - Tuesday, October 23, 2007

JASMIN LEGATOS, The Gazette

Quebec's schools are getting much needed funding to deal with their crumbling roofs, plumbing woes and routine maintenance needs, Education Minister Michelle Courchesne announced yesterday.

Under the plan, the province's school boards, CEGEPS and universities will share \$5.6 billion over the next five years to help maintain their 4,300 buildings.

The cash is part of the \$30 billion announced by Finance Minister Monique Jérôme-Forget this month for infrastructure projects over the next 15 years.

Speaking in Côte St. Luc yesterday, Courchesne acknowledged that the province's schools are suffering from long-term neglect.

"We know that for 30 years we didn't do enough as a society to protect those buildings. Now we have to make that up, and over the next five years do the work that we have to do," she said.

School boards, which represent the province's elementary and high schools, will receive the bulk of the cash.

In total, more than \$4 billion is earmarked for maintenance while nearly \$900 million is being set aside for building improvements that haven't been done in the past or to help eliminate maintenance deficits.

Another \$440 million will be used for "development projects," Courchesne said, adding that the Education Department will consult with schools to determine how that money will be of most use. Although only about \$1.5 billion of the sum announced represents new investment, representatives from Quebec's three education levels seemed pleased.

"It's an announcement we've been pushing for, for the past five years and we're very pleased," said Marcus Tabachnick, president of the Quebec English School Board Association.

The money will help schools fix their infrastructure head-aches, instead of dealing with them piecemeal, Tabachnick said.

"Most school boards have been attacking projects with a Band-Aid solution: you have a problem, you fix the problem, but you don't fix the entire problem that's facing you, you just cover the emergency."

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Infrastructures : 5,6 millions [milliards] pour le milieu scolaire - Mise à jour le lundi 22 octobre 2007 à 22 h 53

Après les viaducs et les ponts, c'est au tour des écoles, des cégeps et des universités du Québec de bénéficier d'une manne pour améliorer leurs infrastructures.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a dévoilé lundi la répartition de l'enveloppe de 5,6 milliards de dollars débloquée pour le milieu scolaire sur cinq ans (2007 à 2012). Elle a précisé que l'argent frais représente 1,5 milliard.

Cet argent servira à financer des travaux d'entretien des toits, des fenêtres, des toilettes, de la ventilation, même si la ministre Courchesne croit que la plus grande partie des « urgences » d'entretien a déjà été traitée. Les bibliothèques et les laboratoires devraient aussi bénéficier de cette cagnotte.

Les commissions scolaires, qui comptent 3500 écoles primaires et secondaires, auront droit à 3,25 milliards, les universités se partageront 1,08 milliard, tandis que les cégeps obtiendront 810 millions.

« Je suis fermement convaincue que la réussite de nos jeunes, dans certains cas, peut être influencée par le lieu qu'ils fréquentent quotidiennement. [...] Il est démontré que quand on

fréquente un endroit qui nous respecte, on respecte à son tour les lieux physiques qui nous sont offerts », a déclaré la ministre de l'Éducation.

Satisfaction dans le milieu de l'éducation

L'annonce de ces investissements a fait des heureux. André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires, estime que grâce à cet argent « il y a des améliorations visibles qui vont être apportées » dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

M. Caron constate qu'« il reste encore des écoles qui ont été construites en 1940, en 1950, de l'époque de Duplessis, avec d'anciennes fenêtres à guillotine. Même sur l'île de Montréal, ici, il y en a. »

Pour sa part, Gaëtan Boucher, de la Fédération des cégeps du Québec, affirme que le réseau collégial a aussi de vieux bâtiments, mais en moins grand nombre. « Il y a moins de toits qui coulent ou de toilettes qui fuient, mais notre gros problème, c'est que lors de l'implantation de nouveaux programmes, nos laboratoires suivent la dernière technologie », a-t-il précisé.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Grève à l'Université Laval : Les étudiants en anthropologie se consultent - Mise à jour le lundi 22 octobre 2007 à 17 h 01

Les étudiants en anthropologie de l'Université Laval sont réunis lundi après-midi pour décider s'ils poursuivent leur grève générale illimitée contre le dégel des frais de scolarité.

Les étudiants ont déclenché la grève jeudi dernier afin de s'opposer à la décision du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité dès cet automne, une hausse de 30 % sur 5 ans.

Les étudiants en anthropologie sont les seuls pour l'instant à avoir choisi ce moyen de pression. Ils souhaitent que d'autres associations étudiantes emboîtent le pas, ce qui n'a pas été le cas. Pour leur part, les associations étudiantes provinciales comme la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont décidé de ne pas se lancer dans un mouvement de grève pour le moment et de privilégier les moyens de pression comme les manifestations.

LCN - CYBERPRESSE : Éducation : Les infrastructures scolaires reçoivent à leur tour des millions - Mise à jour: lundi 22 octobre 2007, à 16:35

(PC) Lia Lévesque

Après les viaducs et les ponts, c'est au tour des écoles, des cégeps et des universités d'apprendre de combien d'argent ils disposeront dans la cagnotte des milliards annoncés pour les infrastructures.

Le monde scolaire se partagera 5,5 milliards \$ sur cinq ans, de 2007 à 2012, dont 1,5 milliard \$ d'argent neuf, a précisé

aujourd'hui lundi la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, lors d'une rencontre avec la presse dans une école de Côte Saint-Luc.

La somme ira non seulement aux toits qui coulent, aux toilettes qui fuient, à la ventilation déficiente et aux fenêtres de bois qui



datent de plusieurs décennies, mais aussi aux bibliothèques et aux laboratoires, a promis la ministre.

La ministre croit que la plus grande partie des «urgences» d'entretien a déjà été traitée, réparée.

De la somme totale, 3,25 milliards \$ iront aux commissions scolaires, donc aux 3500 écoles primaires et secondaires; 1 milliard \$ aux universités et 810 millions \$ aux 49 cégeps du Québec.

«Je suis fermement convaincue que la réussite de nos jeunes, dans certains cas, peut être influencée par le lieu qu'ils fréquentent quotidiennement. Il est démontré que dans une école, une polyvalente ou un cégep qui est négligé au chapitre de l'entretien, on est plus porté à faire des graffitis, on est plus porté à se détacher de l'appartenance que nous avons au bâtiment. Il est démontré que quand on fréquente un endroit qui nous respecte, bien on respecte à son tour les lieux physiques qui nous sont offerts», a commenté la ministre Courchesne.

Réactions

Tant à la Fédération des cégeps qu'à la Fédération des commissions scolaires, on se réjouit de cette annonce, les besoins étant immenses.

André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires, est catégorique: avec ces millions de dollars, «il y a des améliorations visibles qui vont être apportées» dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

«Il reste encore des écoles qui ont été construites en 1940, en 1950, de l'époque de Duplessis, avec d'anciennes fenêtres à guillotine. Même sur l'île de Montréal, ici, il y en a», assure M. Caron.

Il s'agira maintenant d'accorder des priorités à ces grands besoins, de répartir les sommes entre les institutions.

De son côté, GaJetan Boucher, de la Fédération des cégeps du Québec, souligne qu'il existe également de vieux bâtiments au sein du réseau collégial, quoiqu'en moins grand nombre.

«Il y a moins de toits qui coulent ou de toilettes qui fuient. Mais notre gros problème, c'est lors de l'implantation de nouveaux programmes, que nos laboratoires suivent la dernière technologie», a-t-il expliqué.

ASSÉ : La mobilisation étudiante ne démord pas - Lundi, 22 octobre 2007

Montréal, le 22 octobre 2007 – La mobilisation étudiante pour le droit à l'éducation se poursuit à l'automne par une série d'actions intensives. Réunies en Congrès cette fin de semaine, les associations étudiantes membres de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) se sont prononcées pour la poursuite de l'escalade des moyens de pression pour contrer la piètre vision du gouvernement en éducation. Une vaste campagne d'éducation populaire sur les revendications du mouvement aura aussi lieu pour contrer la désinformation en la matière.

L'escalade des moyens de pression entamée depuis octobre 2006 s'accroîtra au cours des prochaines semaines. Plusieurs journées d'actions sont à prévoir, dont une manifestation nationale le 15 novembre prochain. « L'accalmie n'est pas une option : c'est dans les rues que nous allons mettre de l'avant nos revendications, que le gouvernement se le tienne pour dit » avertit Guillaume Fortin, porte-parole de l'ASSÉ. Les associations étudiantes du Québec, quelle que soit leur allégeance, sont invitées à se mobiliser : des journées de grève sont aussi envisagées pour l'occasion.

La campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment » se poursuit à l'automne, bien que le recours à la grève générale illimitée soit mis en suspens en vue d'élargir le mouvement. Les votes d'assemblées générales des dernières semaines indiquent que bon nombre d'étudiants et d'étudiantes sont prêts et prêtes à lutter pour un accès universel au droit à l'éducation. Le gouvernement libéral aura à faire face à une série d'actions directes d'ici l'entrée en vigueur du moyen d'action ultime du mouvement étudiant.

Une vaste campagne d'éducation populaire sur ces revendications s'accroîtra au cours des prochaines semaines : « Le discours comptable des gestionnaires de service a toujours aussi bonne presse : nous allons à l'encontre d'une idéologie qui vide de sens toute responsabilité publique. Il nous faut diffuser plus largement notre projet de société » indique Guillaume Fortin.

Les étudiants et étudiantes membres de l'ASSÉ revendiquent une amélioration de la qualité des ressources et services en éducation post-secondaire, et ce, libre de l'emprise du privé. La mise en place d'un système de garde public adapté à la conciliation études-familles paraît primordiale en ce sens. La gratuité scolaire demeure le meilleur moyen d'assurer l'accessibilité du droit à l'éducation.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

Plan d'action pour les semaines à venir

► **31 octobre** : Actions locales sur la conciliation études-familles

► **14 novembre** : Journée nationale de formations

► **15 novembre** : Manifestation nationale à Montréal

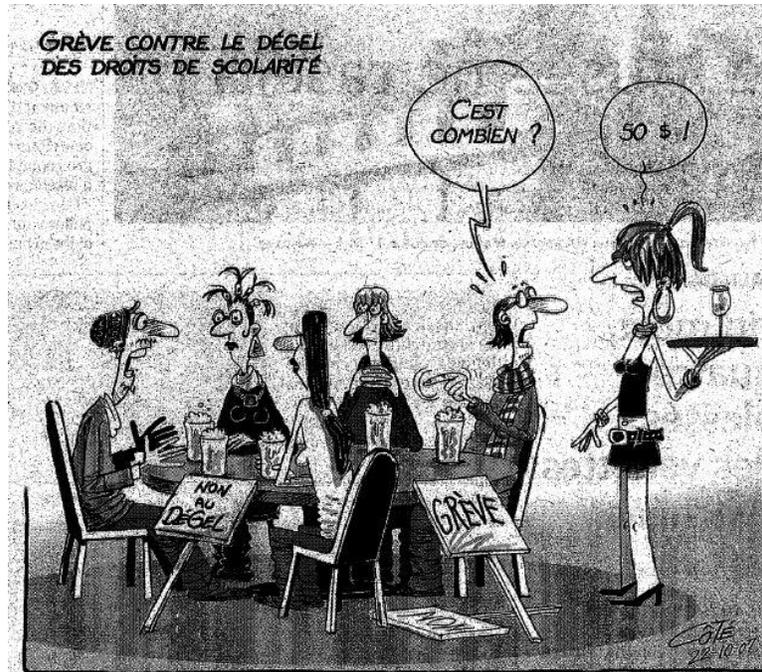
- 30 -

Renseignements : Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications, (514) 390-0110

Porte-parole : Guillaume Fortin, Secrétaire à la coordination

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca



McGILL DAILY : Laval Anthropology students first to strike against defreeze: Momentum toward a general strike is lagging in larger student movement- Monday, October 22nd, 2007

By Erika Meere, News Writer

Students at one Montreal-area university took to the picket lines last Thursday, hoping to help spark a province-wide student strike against the provincial government's tuition fee defreeze.

The Association des Étudiantes et Étudiants en Anthropologie de l'Université Laval (AÉÉA), which comprises 265 undergraduate and graduate anthropology students at Laval University, voted Wednesday to launch an immediate strike, which will be re-voted on every three days via General Assembly (GA).

"The launch of our strike is a political gesture that will send a clear message to other student associations that now is the time for action," said AÉÉA secretary Moïse Marcoux-Chabot.

Last year, the provincial government announced an end to the 13-year freeze on Quebec tuition, and this year began phasing in a fee increase of \$50 per semester that will total \$500 by 2011-2012. The AÉÉA is demanding that the Charest government immediately reinstate the provincial tuition fee freeze, and move toward eliminating tuition fees entirely.

Marcoux-Chabot argued that the tuition increase will have a dramatic impact on the accessibility of education in the province.

"Unfortunately, too many students still believe that the defreeze represents only an additional \$50," she said.

As of press time, another eight student associations, which together account for approximately 20,000 students, had voted in favour of a general strike mandate. Five of these are departmental associations at the Université du Québec à Montréal (UQAM).

Associations with a strike mandate may hold another GA to launch the actual strike once a minimum of seven student unions representing at least 25,000 students also approve strike mandates.

The future of a general, coordinated strike across the province will also depend on the outcome of discussions at a congress last weekend of the Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), a radical coalition of Quebec student unions representing approximately 40,000 students.

But as mobilization around a student strike gradually gains momentum at some schools, other student unions have tentatively

shut the door on the possibility. To date, nine student unions – most of them representing CEGEP students – have voted against adopting a strike mandate.

Among those unions is the Association Générale des Étudiants du CEGEP du Vieux Montréal (AGECVM), which has a reputation for being one of the most militant student associations in the province.

On October 1, Vieux Montréal students voted down a general unlimited strike mandate at a GA – but last Wednesday a second AGECVM GA approved a mandate for a three-day strike that would take place November 14 to 16.

AGECVM spokesperson Laurent Lévesque explained the defeat by saying that the initial strike vote came at a time when students were not convinced that there was enough momentum for a strike within the larger Quebec student movement.

"It takes a lot of energy, a lot of organization to mobilize students around a strike," he said. "The support is there, but the timing was a bit rushed."

However, students on the ASSÉ internet forums alleged that mobilization efforts were also hindered by an organized anti-strike lobby by the Parti Québécois and the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a centrist provincial student association.

At McGill, a strike mobilization committee is focusing for now on educating students about accessible education in Quebec. SSMU VP External Affairs Max Silverman said that by concentrating on the practical rather than ideological arguments for free tuition, the committee has gradually been building up support for the strike at McGill.

Silverman said that the committee will wait until there is more momentum in the larger student movement before bringing a strike question to a SSMU GA.

Quebec students last went on strike in 2005, after the provincial government under Premier Jean Charest cut \$103-million from grants and bursaries. At its peak, the strike involved more than half of the province's 450,00 postsecondary students.

LE DEVOIR : Les cégépiens rejettent la grève - Édition du samedi 20 et du dimanche 21 octobre 2007

Clairandrée Cauchy

Le mouvement de grève des étudiants a fait chou blanc au collégial. Le dernier cégep à se prononcer sur un mandat de grève étudiante, celui de Saint-Laurent, réputé pour être un fer de lance des mobilisations, a rejeté l'idée hier dans une proportion de 69 %.

Ce résultat été obtenu à la suite d'un référendum auquel ont participé près de 80 % des étudiants du cégep. À l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), on critique le processus référendaire, estimant qu'il ne permet pas de réels débats, contrairement aux assemblées délibérantes. «L'absence de débat et d'information [en assemblée générale] favorise davantage ceux qui sont contre la grève. L'idée d'une grève générale illimitée est à contre-courant du discours dominant», fait valoir le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais.

De tous les cégeps qui se sont prononcés récemment sur la grève, aucun n'a opté pour ce moyen de pression. Des collègues ayant la réputation d'être fort militants, tels les cégeps du Vieux-Montréal, de Maisonneuve et de Saint-Laurent, ont tous rejeté l'idée d'un débrayage.

L'ASSE comptait déclencher la grève lorsque sept associations, réunissant quelque 25 000 étudiants, auraient voté en faveur du moyen de pression.

Pour l'heure, sept associations étudiantes de modules ou de facultés universitaires ont adopté des mandats de grève, mais elles ne représentent que 16 000 étudiants. Le département d'anthropologie à l'Université Laval a même décidé de partir le bal avant les autres, ayant entrepris la grève dès jeudi.

«C'est une situation inédite dans le mouvement étudiant. Les universités prennent des mandats de grève et aucun cégep ne suit le mouvement. C'est habituellement l'inverse qui se produit», constate M. Gendron-Blais.

L'ASSE se réunira en congrès en fin de semaine pour faire le point sur son plan d'action. M. Gendron-Blais refuse de s'avancer sur la perspective d'un report du mouvement de grève à l'hiver. «On poursuit tout de même l'escalade des moyens de pression. [...] C'est clair qu'on ne restera pas les bras croisés», ajoute M. Gendron-Blais. L'ASSE s'oppose au dégel des droits de scolarité de 30 % en cinq ans décrété par le gouvernement Charest et revendique la gratuité scolaire.

LE DEVOIR : Éducation - Premier mandat de grève à Québec - Édition du vendredi 19 octobre 2007

Isabelle Porter

Québec -- Après avoir subi de durs revers à Montréal, le mouvement étudiant opposé au dégel des droits de scolarité a récolté hier son premier mandat de grève effectif au département d'anthropologie de l'Université Laval.

«Nous sommes les premiers, mais nous ne serons pas les seuls!», a lancé hier la porte-parole des nouveaux grévistes, Geneviève Perron-Dufour, lors d'un point de presse au pavillon des sciences sociales.

Ce sont donc 265 étudiants en anthropologie qui sont officiellement en grève depuis hier. Ils en ont décidé ainsi dans une proportion de près de 70 % lors d'une assemblée générale mercredi. Une soixantaine d'étudiants ont participé à ce vote, qui devra être reconduit tous les trois jours.

Affiliés à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), les étudiants d'anthropologie de l'Université Laval (AEEA) sont les premiers à faire le grand saut depuis que l'ASSE a lancé un appel à la grève générale illimitée pour dénoncer le dégel des droits de scolarité.

«Ce vote-là, qui est assez audacieux mais qui est réfléchi, vise à créer un effet d'entraînement, a expliqué Mme Perron-Dufour. Peu

importe ce qui se passe au national, nous, on trouvait essentiel d'affirmer notre désaccord avec le dégel.»

Dans la métropole, les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal, qui sont pourtant réputés pour leur militantisme, ont voté contre la grève il y a deux semaines, tout comme ceux du Cégep de Maisonneuve et du Cégep de Drummondville cette semaine.

Huit associations étudiantes ont voté des mandats de grève conditionnels à l'atteinte d'un objectif de 25 000 étudiants mobilisés. Pour l'heure, 16 146 étudiants ont pris position en faveur du débrayage par le biais de leurs associations (cinq à l'UQAM, deux à l'Université Laval et une à l'Université du Québec en Outaouais). Mais l'AEEA est la première à avoir osé se lancer sans attendre la réponse des autres.

En plus d'être opposés au dégel, les membres de l'AEEA et de l'ASSE réclament un réinvestissement «majeur» en éducation, une réduction graduelle des droits qui s'appliquerait aussi aux étudiants étrangers et la gratuité scolaire.

Ils soutiennent que le dégel contribue à accroître les inégalités en pénalisant les étudiants les moins riches et que les compensations apportées au programme de prêts et bourses sont nettement insuffisantes pour annuler les effets pervers du dégel.

LE DEVOIR : En bref - Hausse des droits de scolarité- Édition du vendredi 19 octobre 2007

La Presse canadienne

Ottawa -- Les étudiants inscrits à des études de premier cycle dans des universités canadiennes cet automne ont subi une plus faible augmentation de leurs droits de scolarité qu'il y a un an, selon Statistique Canada.

Malgré tout, ces hausses, même modestes, font partie d'une tendance qui écarte les jeunes des études post-secondaires, selon la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE). Leurs frais de scolarité sont en moyenne 2,8 % plus élevés pour l'année

2007-08, comparativement à une hausse de 3,2 % subie en 2006.

Au cours de la dernière décennie, les hausses annuelles moyennes ont été de 4,3 %. Les étudiants de premier cycle à temps plein ont déboursé en moyenne 4524 \$ en droits de scolarité cette année par rapport à 4400 \$, un an plus tôt. Si les étudiants sont soulagés de ne pas voir les frais augmenter dramatiquement cette année, la situation est loin d'être rose, croit la présidente de la FCEE, Amanda Aziz.

LA PRESSE : Des étudiants entament la grève - Le vendredi 19 octobre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

La menace d'une grève étudiante planait depuis la rentrée: elle vient d'être mise à exécution. Les 265 étudiants en anthropologie de l'Université Laval ont voté hier à 68% en faveur d'un débrayage illimité et immédiat pour manifester

leur opposition au dégel des droits de scolarité et à la hausse des frais afférents.

Ils sont ainsi devenus les premiers à passer à l'action alors que la mobilisation reste timide ailleurs dans la province. Plusieurs associations ont adopté des mandats de grève qui entreront en vigueur

lorsque sept associations représentant 25000 étudiants auront pris la même position. Ce minimum tarde toutefois à être atteint et ne le sera certainement pas cette semaine. Hier, les élèves du cégep de Sherbrooke ont rejeté à très forte majorité une proposition de

débrayage de trois jours. Phare de la mobilisation pour la grève, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante révisera au cours des prochains jours son plan d'action.

LA PRESSE : Les plus fortes hausses au Québec et au Nouveau-Brunswick - Le vendredi 19 octobre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

Se désoler ou se consoler: les étudiants du Québec ont le choix quand ils se comparent à leurs camarades des autres provinces. Cette année encore, les études universitaires coûteront nettement moins cher au Québec que partout ailleurs au Canada. Mais c'est ici que Statistique Canada a constaté l'une des hausses les plus importantes des droits de scolarité et des frais afférents pour 2007-2008.

Avec le dégel des droits de scolarité, une année d'études au baccalauréat coûtera en moyenne 2025\$ aux étudiants québécois, contre 4524\$ dans le reste du Canada. Il s'agit d'une hausse de 4,8% par rapport à l'an dernier, presque deux fois supérieure à celle mesurée, en pourcentage, par Statistique Canada pour l'ensemble du pays. Seul le Nouveau-Brunswick connaît une majoration aussi forte, alors que les droits ont même baissé de près de 10% à l'Île-du-Prince-Édouard et de 8,5% en Nouvelle-Écosse.

Conséquence directe du dégel, le Québec se distingue à plus d'un niveau cette année. À la maîtrise et au doctorat, la hausse atteint 3,8% alors qu'elle dépasse tout juste 1% en moyenne au pays.

Cette fois encore, le Nouveau-Brunswick est en tête du palmarès avec une poussée de 4,2%.

Toutefois, c'est surtout la facture reliée aux frais afférents qui retient le plus l'attention des étudiants. Ces frais obligatoires ont augmenté de 10% au pays cette année, et de plus de 25% au Québec où ils sont passés de 558\$ à 698\$, dépassant désormais la moyenne nationale.

«La hausse des frais force les étudiants à s'endetter davantage. Elle peut diminuer leur capacité à terminer leur programme et à participer pleinement à l'économie une fois leur diplôme obtenu (...) et mettra sans doute un frein aux aspirations des étudiants actuels et futurs», a dénoncé hier Zach Churchill, directeur de l'alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE). L'ACAE demande au gouvernement de mettre sur pied une stratégie nationale pour favoriser l'accès aux études postsecondaires, tandis que les Fédérations étudiantes universitaires et collégiales du Québec réclament l'adoption d'une loi pour freiner l'inflation des frais afférents. Le ministère de l'Éducation doit publier cet automne les résultats d'une consultation publique sur la question.

MÉDIA-MATIN : Université Laval 265 étudiants se mettent en grève - Le vendredi 19 octobre 2007

Les étudiants en anthropologie de l'Université Laval n'ont pas mis de temps à sortir les pancartes, hier.

Photo - Léopold Rousseau

CÉDRIC BÉLANGER

Catégoriquement opposés au dégel des frais de scolarité, les 265 étudiants en anthropologie de l'Université Laval ont déclenché une grève générale illimitée, hier matin.

Contrairement aux autres associations étudiantes en province qui ont en main des mandats de grève, l'Association des étudiantes et étudiants en anthropologie (AÉÉA) est passé à l'action à peine quelques heures après le vote de grève pris en assemblée générale, mercredi.

Les autres assemblées générales (principalement universitaires et membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante) ont choisi d'attendre que sept associations comptant au moins 25 000 étudiants aient voté pour la grève avant d'interrompre leur session. Jusqu'à maintenant, 16 000 étudiants représentant sept associations ont voté en faveur de la grève, et d'autres devraient suivre.

«Plusieurs assemblées générales (surtout collégiales) ont rejeté le mandat. Il y a beaucoup d'étudiants qui ne sont pas encore

conscients de ce que ça représente, notamment en raison de la confusion qui règne autour du dégel. Des chiffres ont été diffusés, mais ils ne sont pas très clairs», dit le porte-parole de l'AÉÉA, Moïse Marcoux-Chabot,

Ce dernier a justifié la décision de descendre immédiatement dans la rue par le besoin urgent de faire connaître les revendications étudiantes sur le campus.

En faveur de la gratuité

En plus de s'opposer au dégel des frais de scolarité et à la hausse des frais afférents, l'AÉÉA milite pour la gratuité scolaire.

«Nous considérons que la gratuité scolaire est possible, que le coût de l'éducation doit être réparti sur l'ensemble de la société. En ce moment, le gouvernement crée des baisses d'impôts de 950 millions de dollars et refile une facture plus élevée aux étudiants», dénonce M. Marcoux-Chabot.

Le porte-parole de l'AÉÉA ne croit pas que les étudiants mettent leur session en péril en faisant la grève. Il plaide que des aménagements peuvent être faits, même si le débrayage s'étire sur plus de trois semaines.



LE SOLEIL : Une première association étudiante universitaire en grève - Le vendredi 19 octobre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Une première association étudiante universitaire au Québec, celle d'anthropologie de l'Université Laval, a déclenché une grève générale illimitée hier, dans l'espoir d'entraîner d'autres militants dans sa lutte contre le dégel des frais de scolarité.

Les 265 étudiants des trois cycles en anthropologie ne se présentent plus à leurs cours depuis hier matin et ont érigé des lignes de piquetage devant chacune de leurs salles de classe.

Les examens de mi-session et les travaux devront être repris à la fin de la grève.

« On a choisi de partir en grève tout de suite plutôt que d'attendre le mouvement national afin de pouvoir se libérer de nos cours et avoir du temps libre pour informer les étudiants sur le dégel, explique Moïse Marcoux-Chabot, étudiant en troisième année et secrétaire de l'association. On espère avoir un effet stimulant sur les autres et que les gens comprennent que ce n'est pas juste un 50 \$ de plus. »

Lors de l'assemblée générale de mercredi soir, 62 étudiants ont dit oui à la grève dans une proportion de 69 %, un seuil « très satisfaisant », dit Moïse Marcoux-Chabot.

Les étudiants d'anthropologie devront décider lundi, et ensuite à tous les trois jours, s'ils poursuivent le débrayage.

Les 176 étudiants de premier cycle en philosophie ont aussi voté en faveur de la grève hier soir, dans une proportion de 60 %. Ils comptent exercer ce mandat seulement lorsque le plancher de 25 000 étudiants fixé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) sera atteint.

Leurs collègues du département d'histoire devraient se prononcer la semaine prochaine. Demain, la CADEUL, l'association qui représente tous les étudiants de premier cycle, décidera si elle appuie officiellement les associations en grève.

Le déclenchement de la grève en anthropologie n'a pas eu l'air d'émouvoir les autres étudiants installés au pavillon De Koninck.

Le débat organisé dans l'atrium au sujet du dégel et de la gratuité scolaire en a même irrité quelques-uns. « Ça me fâche de voir que l'atrium est bloqué pour 15 étudiants, tempêtait Jean-Philippe, étudiant en économie. Il y a du monde qui essaye d'étudier ici! »

Grève repoussée à l'hiver?

À l'échelle du Québec, seulement sept associations étudiantes, représentant 16 000 étudiants, ont en main des votes de grève. Il est de plus en plus probable que la grève soit repoussée à l'hiver. Les associations étudiantes membres de l'ASSE se réunissent d'ailleurs en fin de semaine à Montréal pour faire le point.

24 HEURES : Brève : Universités – Vendredi 19 octobre 2007

UNIVERSITÉS
Selon des données publiées hier par Statistics Canada, les frais de scolarité ont augmenté de 2,8 % au premier cycle universitaire, en 2007-2008, pour les étudiants à temps plein. L'an dernier, cette hausse était de 3,2 % tandis qu'elle atteignait en moyenne 4,3 % pour la dernière décennie. Ainsi, les étudiants vont déboursier 4524 \$ en frais de scolarité cette année, comparativement à 4400 \$ l'année précédente. (UCG)

THE GLOBE AND MAIL : Costs outside tuition increase dramatically : Average student pays \$663 in special fees, Statscan says - Friday, October 19, 2007

ELIZABETH CHURCH

Increases in university tuition fees slowed this year across the country, but Canadian students are seeing dramatic rises in special fees, paying hundreds of dollars or more for athletic facilities, health services and other programs, new numbers show.

The average tuition fee for full-time undergraduates rose 2.8 per cent to \$4,524 for this school year, thanks to freezes or rollbacks in some provinces, Statistics Canada said yesterday. That pace is down from the 3.2-per-cent increase reported last year and the annual average of 4.3 per cent over the past decade.

Still, special fees continued to climb by double digits in several provinces, adding an average of \$663 to the cost of education.

"This is one of the most disturbing trends in financing for postsecondary education," said Amanda Aziz, national chairperson for the Canadian Federation of Students. "More and more universities are introducing these fees for things that are basic to education. It's just another way to raise money."

The highest fees were found in Nova Scotia, where Acadia University charges students \$1,906 in addition to tuition that tops \$6,000. Most of the extra charge is a technology and computer fee. Other institutions with fees that exceed \$1,000 include McGill University in Montreal, Trent University in Peterborough, Ont., the University of Trinity College at the University of Toronto, and the University of Lethbridge in Alberta, Statscan numbers show.

Despite new rebates for provincial residents, Nova Scotia continues to have the highest undergraduate tuition fees in the country at an average \$5,878, down from \$6,422 last year. The government there has pledged to bring the cost of tuition to the national level.

The highest increases were seen in New Brunswick and Quebec, where a tuition freeze was recently ended. Both provinces saw tuition rise an average of 4.8 per cent. Even so, Quebec, which charges lower fees for students from the province, had the lowest average at \$2,025, followed by Newfoundland at \$2,633.

For students facing large loans to pay for their education, this year's more moderate increase in tuition levels was welcome news, but not enough.

"Any increase in tuition fees is very problematic for students because they are starting at such a high level," said Zach Churchill, national director of the Canadian Alliance of Student Associations. Maggie Stanley, a master's student at Dalhousie University in Halifax, says every month in school means more debt. Even with

scholarships, summer jobs and the new provincial government rebate, the 22-year-old has taken out \$35,000 in loans to cover her undergraduate and graduate education.

"It's quite painful," she said yesterday. Since she did not qualify for student loans, she has relied on a line of credit,

"It's really hard to get ahead," said Ms. Stanley, an occupational therapist who is working four days a week while she completes her master's degree.

Bonnie Patterson, president of Trent University and chair of the Association of Universities and Colleges of Canada, said the increases in fees are necessary to cover rising costs and limited improvements to government grants.

"The reality for universities is that our costs do not rise with normal inflation. If you look at the fees, they are for direct services and materials or value-added experiences that benefit students," she said.

While tuition levels continue to rise in many provinces, Ms. Patterson pointed out that so, too, has the amount of student aid and tax credits. "Since 2002, there has been a doubling of what universities themselves are putting toward student aid," she said.

Heather Munroe-Blum, principal of McGill University, which kicked off a \$750-million, five-year fundraising campaign yesterday, said the freeze on tuition in Quebec has left public universities in the province with a funding gap that was not entirely covered by government grants.

"For students in this province, they have had the privilege of a world-class education and the best value for their dollar that they will see anywhere."

AVERAGE UNDERGRADUATE TUITION FEES FOR CANADIAN FULL-TIME STUDENTS BY FACULTY

2007/2008 (current \$)	to 07/08 (% chg)
Education	3,473 3.0
Visual and performing arts, and communications tech.	4,148 3.9
Humanities	4,459 2.8
Social and behavioral science	4,156 2.8
Law	7,334 2.5
Business, management and public administration	4,271 1.8
Physical and life sciences and technology	4,467 4.6
Mathematics, computer and information science	4,700 1.1

Engineering	5,131 3.8
Architecture and related technologies	3,957 3.1
Agriculture, natural resources and conservation	3,963 2.4

Medicine	9,937 2.9
Parks, recreation, health (other than medicine) and fitness	5,099 2.1

SOURCE: STATSCAN

RADIO-CANADA / NATIONALE : Frais d'université : Diminution des hausses - Mise à jour le jeudi 18 octobre 2007 à 12 h 31

Une enquête de Statistique Canada, rendue publique jeudi, révèle qu'en moyenne les frais de scolarité ont augmenté de 2,8 % au premier cycle universitaire, en 2007-2008, pour les étudiants à plein temps.

L'an passé, la hausse était de 3,2 %, tandis qu'elle atteignait en moyenne de 4,3 % pour la dernière décennie.

Les étudiants de premier cycle ont déboursé en moyenne 4524,00 \$ en frais de scolarité en 2007-2008, comparativement à 4400,00 \$ l'année précédente

Ces frais ont augmenté dans six provinces, y compris au Québec, où ils étaient gelés depuis plus de dix ans.

C'est au Nouveau-Brunswick (4,8 %), au Québec (4,8 %) et en Ontario (4,4 %) que les hausses ont été les plus fortes.

Les frais de scolarité les plus élevés sont enregistrés en Nouvelle-Écosse, où les étudiants de premier cycle ont payé en moyenne 5878,00 \$.

Aucune surprise, les étudiants du Québec n'ont payé en moyenne que 2025,00 \$, soit moins de la moitié de la moyenne nationale.

Frais de scolarité par provinces 2007-2008

- Terre-Neuve-et-Labrador 2633,00\$
- Île-du-Prince-Édouard 4440,00 \$
- Nouvelle-Écosse 5879,00 \$
- Nouveau-Brunswick 5733,00 \$
- Québec 2025,00 \$
- Ontario 5381,00 \$
- Manitoba 3384,00 \$
- Saskatchewan 4774,00 \$
- Alberta 4964,00 \$
- Colombie-Britannique 4855,00 \$

L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Les cégépiens disent timidement non à une grève : Mandat de grève générale illimitée - Article mis en ligne le 18 octobre 2007 à 4:39



par Dominic Villeneuve

C'est par une mince majorité de 32 voix que les étudiants du cégep de Drummondville ont rejeté un mandat de grève générale pour protester contre la hausse des frais de scolarité au niveau universitaire.

Les cégépiens disent timidement non à une grève
Mandat de grève générale illimitée

Le conseil de direction de l'Association générale étudiante du cégep de Drummondville (AGECD) a échoué, hier, dans sa tentative de faire adopter par ses membres un mandat de grève générale illimitée pour protester contre le dégel des frais de scolarité à l'université.

À peine 32 voix départagent les tenants de la grève de ceux qui s'y opposent (245 contre le mandat de grève, 213 pour, 8 abstentions).

«Dans la vie, il n'y a rien de gratuit. Il est temps de prendre nos responsabilités. Moi, je travaille pour payer mes affaires. Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement me paye tout», a opiné un étudiant tout juste avant le vote.

«Je suis contente du résultat, a pour sa part affirmé Mélanie Saint-Hilaire au terme de l'assemblée. Je reste un peu froide par rapport au dégel des frais de scolarité. Je suis un peu déchirée entre les deux positions, mais je suis satisfaite du vote.»

Le mandat a donc été refusé par 53 % des membres de l'AGECD qui ont pris part au vote, ce qui a néanmoins satisfait dans les circonstances le coordonnateur général de l'Association, Simon Bertrand.

«Je suis content de la progression (de notre position) et de la participation. C'est une victoire en soi qu'autant d'étudiants soient venus se positionner. On n'a pas eu beaucoup de temps pour préparer de vote», a-t-il commenté.

«Personnellement, j'ai été agréablement surprise par un résultat aussi serré. On ne baisse pas les bras», a pour sa part commenté une porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Marie-Ève Ruel, dont font partie les membres de l'AGECD.

Des mécontents

Le déroulement de l'assemblée en a fait jaser plusieurs, Si certains ont déploré le peu de temps consacré au débat, d'autres ont décrié qu'un premier vote se soit déroulé à main levée.

«Le vote à main levée est plus simple et plus rapide, a précisé Simon Bertrand. Quelques personnes n'ont pas trouvé ça correct. Ils ont finalement eu ce qu'ils voulaient parce que c'était trop serré. Il a fallu faire un vote secret de toute façon.»

Malgré un vote négatif, l'AGECD poursuivra ses démarches pour protester contre la décision du gouvernement Charest de hausser les frais de scolarité. Son conseil de direction craint que cette augmentation ouvre la porte à d'autres subséquentes.

«L'ASSÉ milite pour la gratuité scolaire. On ne pense pas la décrocher avec cette grève, mais au moins faire des pas en ce sens. On ne peut pas laisser passer cette hausse. Une grève générale illimitée est le moyen d'action le plus important dont dispose le mouvement étudiant pour exercer un rapport de force avec le gouvernement», a lancé le coordonnateur général de l'Association étudiante avant le vote pour tenter d'influencer ses camarades.

«Des gens se sont battus pour nous avant, alors qu'on n'existait même pas. Pourquoi est-ce qu'on ne ferait pas la même chose? Pensons à l'avenir! Tant qu'on a de l'espoir, on a du pouvoir», a lancé au micro un autre étudiant favorable à la grève.

Il n'est pas impossible que les étudiants du Cégep de Drummondville aient à se repositionner sur un mandat de grève générale. En effet, un nombre suffisant de signatures a été reçu en ce sens. L'AGECD ne veut toutefois pas harceler ses membres et attendra de voir la suite des événements. Actuellement, quatre associations

ont obtenu un mandat de grève, ce qui représenterait un peu moins de 10 000 étudiants, selon l'ASSÉ.

«Je suis déçu, mais je crois en la démocratie, a lancé le coordonnateur à l'information de l'AGECD, Vincent Roy. Plus tard, je pense que les étudiants vont réaliser la situation et qu'ils auront des remords face à la décision prise aujourd'hui (mardi).»

Deux étudiants arrêtés

Une manifestation a suivie l'assemblée générale. Une cinquantaine de personnes ont quitté le cégep à destination de l'école Jean-Raimbault, où ils ont distribué des tracts en ses murs. Par la suite, l'attroupement s'est dirigé vers les bureaux du député de Drummond Sébastien Schneeberger, puis vers le centre-ville.

Les manifestants ont alors pénétré à l'intérieur de l'école Jeanne-Mance. Les deux étudiants qui portaient une bannière ont alors été arrêtés par la Sûreté du Québec, ce qui a soulevé l'ire de la foule.

«Cette manifestation a mobilisé les gens et les incite à continuer la lutte malgré un vote négatif, a expliqué Marie-Ève Ruel. Je ne pense pas que de menotter deux manifestants était nécessaire. C'était une manifestation pacifique.»

Un porte-parole de la SQ, Louis-Philippe Ruel, a expliqué que les deux jeunes ont été mis à l'amende en vertu de l'application d'un règlement municipal (avoir troublé la paix). Selon lui, les policiers n'ont pas usé d'une force abusive.

«On a un pouvoir d'arrestation et de détention. On n'est pas là pour empêcher les gens de manifester. C'est un droit légitime, mais notre travail est d'intervenir pour éviter les débordements. Règle générale, on cible les agents perturbateurs», a-t-il précisé.

L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Le dg du Cégep soulagé - Article mis en ligne le 18 octobre 2007 à 4:39

par Dominic Villeneuve

Le directeur général du Cégep de Drummondville, Normand Bernier, est catégorique : en cas de grève, ce sont toutes les activités du collège qui seront paralysées. (Photo d'archives)



Le dg du Cégep soulagé

Lorsque le rejet du mandat de grève générale par les étudiants du Cégep de Drummondville a été confirmé, mardi après-midi, le directeur général de l'établissement collégial d'enseignement, Normand Bernier, a poussé un soupir de soulagement.

C'est que lors de la dernière grève étudiante (2005), les étudiants drummondvillois avaient été parmi les premiers à quitter les salles de classe. Ici, rappelons que la grève avait duré sept semaines.

«C'est un soulagement, en effet, a commenté M. Bernier, ne se cachant pas pour dire qu'il est en désaccord avec la position soutenue par

l'Association générale étudiante du cégep de Drummondville (AGECD). Les étudiants ont besoin de faire leur session comme il faut.»

Contrairement à il y a deux ans, la direction du collège et les membres du conseil d'administration ne sont cette fois pas

sympathiques aux revendications étudiantes. En effet, la direction de l'établissement ne croit pas que la hausse des frais de scolarité prévue à l'université, l'équivalent de 50 \$ par session dit-elle, entraînera une diminution de l'accessibilité aux études supérieures.

«Ce ne sont pas les frais de scolarité qui sont si élevés, a-t-il soulevé. Ils sont encore très modestes par rapport à ce qui se passe dans les autres provinces. Ce qui fait plutôt augmenter l'endettement des étudiants, c'est tout ce qui encoure les études à l'extérieur de son milieu (transport, hébergement, alimentation, etc.).»

Dans ses commentaires, Normand Bernier a été clair sur un point : la tentative de l'AGECD de rallier le plus grand nombre d'étudiants possible en faisant miroiter qu'en cas de grève, les activités socioculturelles et les stages pourraient se poursuivre à l'intérieur du cégep, est un faux débat.

«Il n'en est pas question, a-t-il déclaré sur un ton catégorique. La dernière fois, les étudiants avaient sympathie de la direction et du conseil d'administration. Pas cette fois-ci. On n'offrira pas de soutien; de toute façon, la loi nous interdit de faire quelque entente que ce soit. C'est tout le collège qui fonctionne, ou rien du tout.»

Une résolution en ce sens avait été adoptée par l'assemblée générale étudiante afin de priver le gouvernement du Québec d'un pouvoir d'intimidation lors d'éventuelles négociations.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais de scolarité : Grève générale illimitée - Mise à jour le jeudi 18 octobre 2007 à 9 h 53

Les 265 étudiants en anthropologie de l'Université Laval sont en grève générale illimitée, à compter de jeudi.

Ces derniers ont voté à 68 % pour ce moyen de pression afin de revendiquer, d'une part, un réinvestissement majeur en éducation et, d'autre part, le gel des frais de scolarité et des frais afférents.

Bien que d'autres groupes étudiants du Québec, tous membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), aient également envisagé l'idée de déclencher la grève, l'association des étudiants en anthropologie est la première à passer des intentions aux actes. Elle souhaite d'ailleurs que les autres associations emboîtent le pas.

Frais de scolarité universitaires
2007-2008

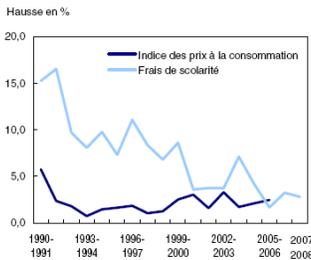
Les étudiants inscrits à des études de premier cycle à des universités canadiennes cet automne ont subi une plus faible augmentation de leurs frais de scolarité qu'il y a un an.

Les étudiants canadiens inscrits à temps plein à des programmes de premier cycle paient en moyenne des frais de scolarité 2,8 % plus élevés pour l'année universitaire 2007-2008, comparativement à une hausse de 3,2 % pour l'année précédente, et à des hausses annuelles moyennes de 4,3 % pour la dernière décennie.

Les étudiants canadiens de premier cycle à temps plein ont déboursé en moyenne 4 524 \$ en frais de scolarité pour l'année universitaire 2007-2008, en hausse comparativement à 4 400 \$ un an plus tôt. En 1998-1999, ils avaient payé en moyenne 3 064 \$ et, en 1988-1989, 1 185 \$.

Au cours des années 1990, les frais de scolarité des étudiants du premier cycle ont augmenté à un taux annuel moyen de plus de 9,6 %. Depuis 2000, les hausses ont ralenti pour se fixer en moyenne à 3,8 %.

Taux de croissance des frais de scolarité des étudiants de premier cycle par rapport à l'inflation



Note: Indice des prix à la consommation annualisé par les moyennes de septembre à août.

Les étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles à temps plein ont déboursé en moyenne 5 447 \$ en frais de scolarité pour l'année universitaire

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance des étudiants à temps plein dans les universités et collèges qui confèrent des grades (FSSUC), mise en œuvre entre avril et juin 2007 pour recueillir des données sur les frais de scolarité pour 2007-2008, a subi d'importantes modifications.

L'univers de l'enquête est passé de près de 60 établissements dans les années précédentes à 102 établissements cette année. De plus, les programmes sont classés selon une nouvelle classification, soit la Classification des programmes d'enseignement (CPE).

Cette nouvelle classification est maintenant appliquée par toutes les enquêtes auprès des établissements d'enseignement postsecondaire de même que par le Recensement de la population. Elle permet d'utiliser les données plus récentes et plus précises des effectifs universitaires, qui se basent aussi sur la CPE, pour le calcul des frais de scolarité pondérés. Enfin, les données sur les frais de scolarité par matière payés par les étudiants de deuxième et troisième cycles sont maintenant aussi détaillées que celles des étudiants de premier cycle.

Ces modifications ont une incidence minimale sur la comparabilité interprovinciale des données sur les frais de scolarité. Toutefois, elles ont une influence sur la comparabilité des données sur les frais de scolarité entre les programmes d'études. Compte tenu du changement de classification, il est impossible de produire des moyennes pondérées des frais de scolarité payés de la même façon qu'on le faisait dans les années précédentes.

Dans certains cas (médecine, éducation et quelques autres, par exemple), puisque la classification est demeurée la même, le nombre d'établissements répondants est le seul facteur influant sur la comparabilité des moyennes pondérées avec celles des années précédentes.

Dans d'autres cas (comme les arts et les sciences), la catégorie n'existe plus, et les frais de scolarité des programmes classés sous cette catégorie sont maintenant susceptibles de figurer sous deux ou trois catégories différentes. Il n'est pas possible de faire une correspondance entre les nouvelles catégories et celles qui étaient utilisées dans les années précédentes.

Tous les frais sont toujours déclarés en dollars courants.

Les données présentées représentent uniquement une partie de l'ensemble des coûts engagés pour fréquenter l'université. La FSSUC est une enquête administrative dont le fardeau de réponse et les besoins en ressources sont minimaux. Une telle enquête ne peut présenter qu'une partie du coût réel total qu'exige une éducation universitaire. De plus, les données du présent communiqué ne tiennent pas compte de l'aide financière fournie aux étudiants.

2007-2008, en hausse comparativement à 5 387 \$ un an plus tôt.

Cette situation reflète les mesures gouvernementales visant à limiter les hausses des frais de scolarité. Même avec des hausses limitées, les frais de scolarité assumés par les étudiants de premier cycle à temps plein ont augmenté en moyenne plus rapidement que le taux général d'inflation mesuré

par l'Indice des prix à la consommation. Cependant, depuis 2001-2002, les deux taux d'augmentation sont plus près.

Hausses des frais de scolarité dans six provinces

Les frais de scolarité pour l'année universitaire 2007-2008 doivent absorber les étudiants de premier cycle à temps plein ont augmenté dans six provinces, y compris au Québec où le gel des frais de scolarité qui existait depuis plus d'une décennie a été levé plus tôt cette année.

Les plus fortes augmentations sont survenues au Nouveau-Brunswick et au Québec, où les frais ont progressé de 4,8 %, ainsi qu'en Ontario, où ils ont monté de 4,4 %.

Les frais ont diminué dans deux provinces, soit à l'Île-du-Prince-Édouard (-9,8 %) et en Nouvelle-Écosse (-8,5 %). Ils sont demeurés à peu près inchangés à Terre-Neuve-et-Labrador et en Saskatchewan.

Même s'ils ont nettement reculé, les frais de scolarité les plus élevés ont encore une fois été enregistrés en Nouvelle-Écosse, où les étudiants de premier cycle ont payé en moyenne 5 878 \$.

Même après l'abolition du gel des frais, les étudiants du Québec n'ont payé en moyenne que 2 025 \$, soit moins de la moitié de la moyenne nationale. Les frais sont également sous la moyenne nationale dans trois autres provinces, à savoir Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et la Manitoba.

Fait à souligner, au Québec et en Nouvelle-Écosse, le barème des frais de scolarité est différent à l'égard des non-résidents et des résidents. Le calcul des moyennes pondérées tient compte de cette distinction.

Les frais de scolarité des étudiants de deuxième et troisième cycles à temps plein au Canada ont augmenté à un taux moins rapide que pour les étudiants de premier cycle cette année. En 2007-2008, les étudiants canadiens de deuxième et troisième cycles à temps plein ont déboursé en moyenne 5 447 \$ en frais de scolarité, en hausse de 1,1 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation représente moins de la moitié de l'augmentation des frais des étudiants de premier cycle.

Les frais de scolarité des domaines professionnels demeurent toujours les plus élevés

Les plus fortes hausses des frais de scolarité des étudiants de premier cycle à temps plein cet automne comparativement à l'année universitaire 2006-2007 ont été observées en sciences physiques et de la vie, et technologies (+4,6 %), en arts visuels et d'interprétation,

et technologie des communications (+3,9 %) et en génie (+3,8 %).

Les étudiants de premier cycle en médecine paient en moyenne les frais de scolarité les plus élevés, soit 9 937 \$, ce qui représente 2,9 % de plus que l'année précédente. Les étudiants en droit ont subi une hausse de 2,5 % qui a fait passer leurs frais de scolarité moyens à 7 334 \$.

Ce sont les étudiants canadiens à temps plein des programmes de deuxième et troisième cycles dans le domaine des affaires, de la gestion et de l'administration publique (13 702 \$) et de la médecine (7 168 \$) qui ont payé les frais de scolarité les plus élevés.

Les plus fortes augmentations des frais de scolarité pour les programmes de deuxième et troisième cycles par rapport à 2006-2007 sont survenues dans les sciences humaines (+3,7 %), les sciences sociales et de comportements (+3,7 %) et en architecture et technologies connexes (+3,5 %).

Il faut également souligner que la matière prélevant les frais de scolarité les plus élevés (en l'occurrence les affaires, la gestion et l'administration publique) est également la seule qui a affiché une diminution par rapport à l'année précédente.

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein par faculté

	2006-2007	2007-2008	2006-2007 à 2007-2008	variation en %
Education	3 373	3 473	100	3,0
Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications	3 991	4 148	155	3,9
Sciences humaines	4 596	4 759	163	3,5
Sciences sociales et de comportements	4 041	4 156	115	2,8
Droit	7 155	7 334	179	2,5
Commerce, gestion et administration publique	4 195	4 271	76	1,8
Sciences physiques et de la vie, et technologies	4 270	4 467	197	4,6
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	4 650	4 700	50	1,1
Génie	4 943	5 131	188	3,8
Architecture et services connexes	3 839	3 957	118	3,1
Agriculture, ressources naturelles et conservation	3 890	3 963	73	1,9
Médecine	9 659	9 937	278	2,9
Santé (sauf médecine), parcs, récréation et conditionnement physique	4 906	5 099	193	3,9

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein par faculté

	2006-2007	2007-2008	2006-2007 à 2007-2008	variation en %
Education	4 627	4 684	57	1,2
Arts visuels et d'interprétation, et technologies des communications	3 679	3 726	47	1,3
Sciences humaines	3 531	3 650	119	3,4
Sciences sociales et de comportements	3 579	3 711	132	3,7
Droit	3 272	3 323	51	1,6
Commerce, gestion et administration publique	14 879	13 702	-1 177	-7,9
Sciences physiques et de la vie, et technologies	4 104	4 215	111	2,7
Mathématiques, informatique et sciences de l'information	4 129	4 216	87	2,1
Génie	4 221	4 340	119	2,8
Architecture et services connexes	4 153	4 297	144	3,5
Agriculture, ressources naturelles et conservation	2 830	2 884	54	1,9
Médecine	6 976	7 168	192	2,8
Santé (sauf médecine), parcs, récréation et conditionnement physique	4 649	4 689	40	0,9

Les étudiants étrangers déboursent également plus

Les étudiants étrangers de premier cycle à temps plein ont aussi fait face à des augmentations de leurs frais de scolarité cet automne. À l'échelle nationale, ces étudiants ont déboursé 4,5 % de plus qu'il y a un an.

Les frais de scolarité moyens des étudiants étrangers de premier cycle à temps plein se sont établis à 13 985 \$, soit plus de trois fois ceux que doivent payer les étudiants canadiens.

Les frais de scolarité des étudiants étrangers ont monté dans toutes les provinces, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse.

Les augmentations s'échelonnent de 6,2 % au Québec et 5,6 % en Saskatchewan à 1,7 % au Manitoba et à 0,2 % à Terre-Neuve-et-Labrador.

Hausses des frais obligatoires supplémentaires

Le groupe de services compris dans les frais obligatoires supplémentaires varie d'un établissement à l'autre et peut aussi fluctuer dans le temps. Habituellement, de tels services comprennent les loisirs et l'athlétisme, les services de santé aux étudiants, l'association étudiante et d'autres frais qui s'appliquent aux étudiants canadiens à temps plein.

Les frais obligatoires supplémentaires échappent en général aux politiques provinciales régissant les frais de scolarité.

Les frais obligatoires supplémentaires des étudiants de premier cycle représentent 12,8 % de l'ensemble des frais qu'un étudiant doit payer à son établissement. Cette proportion était de 10,7 % en 1998-1999. À l'échelle nationale, les frais supplémentaires cet automne ont augmenté de 10,0 % par rapport à l'année précédente.

En moyenne, les étudiants ont déboursé 663 \$ en frais obligatoires supplémentaires pour l'année universitaire 2007-2008, en hausse comparativement à 603 \$ l'an dernier.

C'est en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard qu'on trouve les frais obligatoires supplémentaires les plus élevés; les moins élevés sont enregistrés au Nouveau-Brunswick. L'augmentation la plus prononcée à ce titre est survenue en Nouvelle-Écosse, suivie de celle du Québec.

Les frais obligatoires supplémentaires sont demeurés stables à Terre-Neuve-et-Labrador.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3123.

Des données sont également disponibles sur le coût de l'hébergement en campus.

Pour commander des données, pour obtenir des renseignements généraux ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441.

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein

	2006-2007	2007-2008	2006-2007 à 2007-2008	variation en %
Canada	4 406	4 524	118	2,8
Terre-Neuve-et-Labrador	2 633	2 633	0	0,0
Île-du-Prince-Édouard	4 920	4 440	-480	-9,8
Nouvelle-Écosse	4 422	5 878	1 456	33,2
Nouveau-Brunswick	3 470	3 753	283	8,1
Québec	1 932	2 025	93	4,8
Ontario	5 155	5 291	136	2,6
Manitoba	3 219	3 384	165	5,1
Saskatchewan	4 774	4 774	0	0,0
Alberta	4 763	4 964	201	4,2
Colombie-Britannique	4 740	4 855	115	2,4

Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles inscrits à temps plein

	2006-2007	2007-2008	2006-2007 à 2007-2008	variation en %
Canada	5 387	5 447	60	1,1
Terre-Neuve-et-Labrador	2 096	2 096	0	0,0
Île-du-Prince-Édouard	2 669	2 750	81	3,0
Nouvelle-Écosse	8 054	7 598	-456	-5,7
Nouveau-Brunswick	4 570	5 178	608	13,3
Québec	2 059	2 107	48	2,3
Ontario	8 400	8 835	435	5,2
Manitoba	4 626	4 926	300	6,5
Saskatchewan	2 837	2 837	0	0,0
Alberta	5 460	5 385	-75	-1,4
Colombie-Britannique	5 605	5 716	111	2,0

Moyenne des autres frais obligatoires des étudiants canadiens inscrits à temps plein

	2006-2007	2007-2008	2006-2007 à 2007-2008	variation en %
Canada	692	663	-29	-4,2
Terre-Neuve-et-Labrador	476	476	0	0,0
Île-du-Prince-Édouard	728	737	9	1,2
Nouvelle-Écosse	700	952	252	36,0
Nouveau-Brunswick	328	331	3	0,9
Québec	558	696	138	24,7
Ontario	689	701	12	1,7
Manitoba	480	490	10	2,1
Saskatchewan	455	525	70	15,4
Alberta	578	563	-15	-2,6
Colombie-Britannique	493	470	-23	-4,7



La Presse Canadienne, Ottawa

Les étudiants inscrits à des études de premier cycle dans des universités canadiennes, cet automne, ont subi une plus faible augmentation de leurs frais de scolarité qu'il y a un an.

Leurs frais de scolarité sont en moyenne 2,8 pour cent plus élevés pour l'année 2007-2008, comparativement à une hausse de 3,2 pour cent subie en 2006.

Au cours de la dernière décennie, les hausses annuelles moyennes ont été de 4,3 pour cent.

Les étudiants de premier cycle à temps plein ont déboursé en moyenne 4524 \$ en frais de scolarité cette année par rapport à 4400 \$, un an plus tôt.

Au cours des années 1990, les frais de scolarité ont augmenté à un taux annuel moyen de plus de 9,6 pour cent. Depuis 2000, les hausses ont ralenti pour se fixer en moyenne à 3,8 pour cent.

L'Enquête sur les frais de scolarité et de subsistance des étudiants à temps plein dans les universités et collèges a été réalisée entre avril et juin 2007. Elle a porté sur un total de 102 établissements.

Les plus fortes augmentations ont été enregistrées au Nouveau-Brunswick et au Québec, où les frais ont progressé de 4,8 pour cent, ainsi qu'en Ontario, où ils ont monté de 4,4 pour cent.

Les frais ont diminué dans deux provinces, soit à l'Île-du-Prince-Édouard de 9,8 pour cent, et en Nouvelle-Écosse, de 8,5 pour cent.

Même après l'abolition du gel des frais, les étudiants du Québec n'ont payé en moyenne que 2025 \$, soit moins de la moitié de la moyenne nationale. Les frais sont également sous la moyenne nationale dans trois autres provinces, à savoir Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et le Manitoba.

LE DEVOIR : Les étudiants veulent un droit de veto sur toute hausse des frais afférents - Édition du jeudi 18 octobre 2007

Alexandre Shields

Les frais afférents «imposés unilatéralement» par les universités à leurs étudiants constituent un frein à l'accessibilité des études supérieures et portent atteinte au droit à l'éducation, selon la Centrale des syndicats du Québec et les fédérations étudiantes.

Dans leur réponse à la consultation électronique portant sur l'encadrement des frais institutionnels dans les universités, récemment organisée par le ministère de l'Éducation, ils réclament donc rien de moins qu'une loi-cadre pour «garantir l'accessibilité des études supérieures». Et, pour être efficace, cette législation devrait couvrir les droits de scolarité et inclure les frais institutionnels obligatoires dans les cégeps et les universités.

Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, dit souhaiter qu'on garantisse ainsi qu'«aucune hausse de frais afférents ne puisse entrer en vigueur sans avoir eu l'accord des étudiants». Il soutient aussi que les frais afférents ont bondi de près de 300 % dans les universités québécoises depuis 1994. Ces hausses auraient gonflé la facture totale de l'étudiant de près de 20 %. Ces frais sont la plupart du temps réclamés pour payer certains services offerts par les établissements, par exemple les activités sportives.

«Nous déplorons le manque de transparence actuel dans l'établissement des frais institutionnels et exigeons que le gouvernement mette fin au pouvoir unilatéral d'imposition que possèdent les administrations universitaires», a ajouté M. Brady. Selon lui, les

universités «s'en servent tout simplement pour poignarder les étudiants dans le dos».

Manque d'argent

Par ailleurs, la Centrale des syndicats du Québec et les fédérations étudiantes pressent le gouvernement de «prévoir la mise en place de mesures financières favorisant l'accessibilité des études supérieures et la bonification de celles qui existent dans l'objectif d'éliminer tout frein à la poursuite des études supérieures». Il est inacceptable, soulignent-ils à titre d'exemple, que les frais afférents ne soient toujours pas admissibles à titre de dépenses dans le calcul de l'aide financière aux études.

Dénonçant de nouveau le dégel des frais de scolarité, ils considèrent que la bonification de l'aide financière aux études n'en amène en rien les effets, «car elle implique une hausse de l'endettement pour la majorité des étudiants, qui ne sont admissibles qu'à des prêts seulement».

Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, a d'ailleurs affirmé que les libéraux font fausse route s'ils croient résoudre de cette façon les problèmes de sous-financement du réseau postsecondaire. «Le financement public de l'enseignement supérieur est partie prenante de la mission même de l'État, est-il besoin de rappeler au gouvernement. Ce n'est pas la hausse des droits de scolarité ou la hausse des frais afférents qui régleront les problèmes.»

LE NOUVELLISTE : Une marche pour dénoncer le dégel des droits de scolarité - Le jeudi 18 octobre 2007

Martin Lafrenière, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Les étudiants du Cégep de Trois-Rivières demandent à l'Action démocratique du Québec de s'opposer officiellement à la volonté gouvernementale de dégeler les droits de scolarité.

Plus de 70 étudiants ont pris part hier après-midi à une marche qui les a conduits jusqu'au bureau de Sébastien Proulx, le député adéquate de Trois-Rivières. Par cette manifestation, les étudiants veulent s'assurer que l'ADQ concrétise son refus du dégel en opposition véritable à l'Assemblée nationale.

"On veut que l'ADQ amène une commission parlementaire itinérante, car on le sait qu'il y a un sous-financement", déclare Sonia Palato, responsable des affaires externes de l'Association générale des étudiants et étudiantes du collège trifluvien qui a remis un document de revendications au bureau du député Proulx.

Mme Palato estime que la tenue d'une telle commission permettrait aux gens de s'exprimer sur le sujet et de soumettre des

pistes de solution. Car selon Geneviève Bond-Roussel, la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, le dégel est loin d'être une façon efficace d'améliorer le financement des études postsecondaires.

"Il manque 400 millions au niveau universitaire et 305 millions au niveau collégial. Le dégel va rapporter 15 millions de dollars par année pendant cinq ans. Ça fait 75 millions. Ce n'est pas une solution. Et en plus, ça accentue l'endettement des étudiants", commente Mme Bond-Roussel, qui propose au gouvernement québécois d'utiliser les transferts fédéraux pour le secteur de l'éducation postsecondaire.

L'AGE du Cégep de Trois-Rivières vient de voter contre la tenue d'une grève pour protester contre ce dégel. Pour l'instant, on préfère organiser différents moyens de pression qui vont aller en s'accroissant.

CNW : FECQ : Rassemblement étudiant - Dégel des frais de scolarité - Les étudiants interpellent l'ADQ au sujet du dégel - Mercredi 17 octobre 2007, à 13h56

TROIS-RIVIERES, QC, le 17 oct. /CNW Telbec/ - Cet après-midi, des étudiants de plusieurs cégeps et universités, de même que des représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), se sont regroupés pour répondre à l'appel de l'Association générale des étudiants du Cégep de Trois-Rivières (AGECTR) et sont venus interpellier l'opposition officielle sur le sujet du dégel des frais de scolarité. Dès 14h30, les étudiants se sont déplacés du Cégep de Trois-Rivières jusqu'au bureau de Sébastien Proulx, leader parlementaire de l'opposition et député de Trois-Rivières, afin de demander à l'ADQ d'intervenir pour dénoncer le dégel tel qu'imposé par Jean Charest.

La hausse des frais de scolarité pèsera lourd sur les épaules des étudiants, sans pour autant garantir la qualité de l'éducation. Qui plus est, en refusant une réelle bonification de l'Aide financière aux études, le gouvernement freine l'accès aux études supérieures aux étudiants les plus pauvres ainsi qu'à ceux de la classe moyenne. "Le gouvernement fait porter aux étudiants le poids d'un réinvestissement nécessaire, mais qu'ils n'ont pas les moyens de supporter", a affirmé madame Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ.

Rappelons que durant la campagne électorale, l'ADQ avait reconnu que le dégel proposé par Jean Charest n'était pas acceptable.

Maintenant que la session parlementaire québécoise commence, les étudiants demandent à l'ADQ de passer de la parole aux actes et de dénoncer la mesure mise en place par le gouvernement libéral. "Nous attendons de l'opposition, et de notre député en particulier, de faire leur travail et de s'opposer à cette mesure", a demandé Sonia Palato, responsable aux affaires externes de l'AGECTR.

Actuellement, les étudiants de partout au Québec, tant dans les cégeps que dans les universités, se mobilisent afin de faire face à une augmentation des frais de scolarité qui ne règle en rien les problèmes de l'enseignement supérieur. L'incapacité du gouvernement à garantir l'accessibilité et la qualité de l'enseignement postsecondaire doit être dénoncée et un processus afin de trouver des solutions durables doit être engagé. Il est impératif que l'Action démocratique du Québec prenne son rôle d'opposition au sérieux en manifestant son désaccord face à ce dégel et en prenant les devants en proposant en Chambre la mise sur pied d'une commission parlementaire itinérante destinée à trouver des solutions aux problématiques du réseau postsecondaire.

Renseignements: Mathieu Poulin, attaché de presse, FECQ. Cellulaire: (514) 622-8179

CNW : Conseil général de la CSQ - La FEUQ, la FECQ et la CSQ présentent leurs recommandations sur l'encadrement des frais afférents dans les universités - Mercredi 17 octobre, à 10h56

MONTREAL, le 17 oct. /CNW Telbec/ - La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ont profité du Conseil général de la CSQ pour faire état des principales recommandations transmises à la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, dans le cadre de la consultation électronique sur l'encadrement des frais afférents dans les universités. De plus, ils ont dénoncé conjointement le sous-financement postsecondaire et ont réclamé une loi-cadre sur l'accessibilité aux études supérieures.

"Nous considérons que les frais afférents imposés unilatéralement représentent un frein à l'accessibilité aux études supérieures et portent atteinte au droit à l'éducation", ont affirmé les présidences de la CSQ, de la FEUQ et de la FECQ.

Une loi-cadre pour garantir l'accessibilité

La CSQ, la FEUQ et la FECQ recommandent l'adoption d'une loi-cadre dont l'objectif principal serait de garantir l'accessibilité aux études postsecondaires à toutes et à tous, sans distinction du milieu géographique, socioéconomique et culturel. "Nous déplorons le manque de transparence actuel dans l'établissement des frais institutionnels et exigeons que le gouvernement mette fin au pouvoir unilatéral d'imposition que possèdent les administrations universitaires", de dire Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ.

Cette loi-cadre doit couvrir les droits de scolarité et inclure les frais institutionnels obligatoires dans les cégeps et les universités. Rappelons que les frais institutionnels obligatoires ont grimpé de près de 300 % dans les universités québécoises depuis 1994. Ces augmentations ont causé une hausse de la facture totale de l'étudiant de près de 20 %. Le gouvernement doit prévoir la mise en place de mesures financières favorisant l'accessibilité aux études supérieures et la bonification de celles qui existent dans l'objectif d'éliminer tout frein à la poursuite des études supérieures. Il est inacceptable, par exemple, que les frais afférents ne soient toujours pas admissibles comme dépenses dans le calcul de l'aide financière aux études.

L'accessibilité aux études postsecondaires : un droit !

Les organisations considèrent qu'une bonification de l'aide financière aux études pour compenser les hausses des droits de scolarité

né n'est pas une solution car elle implique une hausse de l'endettement pour la majorité des étudiants, qui ne sont admissibles qu'à des prêts seulement.

"Le financement public de l'enseignement supérieur est partie prenante de la mission même de l'État, est-il besoin de rappeler au gouvernement. Ce n'est pas la hausse des droits de scolarité ou la hausse des frais afférents qui régleront les problèmes de sous-financement de l'enseignement supérieur", de dire le président de la CSQ, Réjean Parent.

Un processus démocratique insatisfaisant

Par ailleurs, les organisations ne peuvent passer sous silence le processus même de consultation autour de cet important sujet au cœur duquel se situent les enjeux de l'accessibilité même aux études postsecondaires. "La méthode électronique de consultation retenue par la ministre ne fait aucune place au débat public. Il aurait été de loin souhaitable qu'il y ait une commission parlementaire itinérante dotée d'un mandat plus large; ce qui aurait ainsi démontré une réelle volonté gouvernementale de garantir l'accessibilité à toutes et à tous aux études postsecondaires et de trouver une solution durable au sous-financement chronique de l'enseignement supérieur", de dire Geneviève Bond Roussel, présidente de la FECQ.

En terminant, la CSQ, la FEUQ et la FECQ rappellent à la ministre Courchesne qu'ils sont toujours en désaccord avec le dégel des droits de scolarité auquel le gouvernement a procédé au printemps dernier. "Invoquer les faibles coûts des droits de scolarité universitaire au Québec en comparaison de ceux des autres provinces pour justifier le dégel ne peut tenir la route. Le financement public est essentiel à la réalisation de la mission publique de l'éducation portée par l'ensemble des établissements du Québec, tous ordres d'enseignement confondus, et doit garantir l'accessibilité aux études postsecondaires", ont-ils conclu.

Profil de la CSQ, de la FEUQ et de la FECQ

La Centrale des syndicats du Québec représente près de 155 000 membres principalement en éducation. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) représentent ensemble près de 160 000 étudiants au Québec.

Renseignements:

Marjolaine Perreault, attachée de presse CSQ, Tél. cell.: (514) 235-5082;

Dany St-Jean, attaché de presse FEUQ, tél. cell.: (514) 212-5457; Mathieu Poulin, attaché de presse FECQ, tél. cell.: (514) 622-8179

LE DEVOIR : Abolir les droits de scolarité est faisable, selon une étude de l'IRIS - Édition du mercredi 17 octobre 2007

Clairandree Cauchy

Les étudiants fourbissent leur argumentaire pour démontrer le caractère réaliste de l'abolition des droits de scolarité. Une étude menée par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) et commanditée par la Société des étudiants de l'université McGill (SSMU) présente des scénarios pour financer le réinvestissement dans l'enseignement postsecondaire et l'instauration de la gratuité scolaire.

Selon l'IRIS, il en coûterait 1,22 milliard par année pour pallier le sous-financement chronique des cégeps et des universités (que les deux réseaux estiment respectivement à 305 millions et à 315 millions) ainsi que pour remplacer les droits de scolarité et les frais afférents par des fonds publics (600 millions).

L'annulation des baisses d'impôt de 950 millions et l'imposition de la totalité des gains en capital, plutôt que de la moitié comme c'est le cas actuellement, permettraient à l'État québécois d'injecter immédiatement ces sommes dans l'enseignement postsecondaire.

Autres scénarios

Le think thank progressiste propose également deux autres scénarios qui permettraient de régler immédiatement le sous-financement des cégeps et des universités et d'abolir progressivement les droits de scolarité, soit sur une période de cinq ou dix ans.

Outre l'imposition des gains en capital, ces hypothèses font appel à une augmentation des taux d'imposition des contribuables les mieux nantis de l'ordre de 1,4 à 2 % et à une hausse de la taxe

sur le capital des banques, que le gouvernement libéral s'est plutôt engagé à abolir progressivement.

«Il est possible d'abolir les tarifs et de régler le sous-financement sans pour autant augmenter le fardeau fiscal des plus démunis et de la classe moyenne», plaide le chercheur Philippe Hurteau, de l'IRIS.

Ce dernier souligne que, par le passé, les hausses des droits de scolarité s'étaient traduites par un désengagement de l'État dans le financement des universités, au profit des individus. Ainsi, en 1988, pour chaque dollar payé par les étudiants pour l'enseignement postsecondaire, l'État québécois investissait 16 dollars, et ce rapport était d'un pour 7,5 en 2002. Il cite par ailleurs une récente étude américaine montrant qu'une hausse des droits de scolarité de 1000 dollars entraîne une diminution de la fréquentation scolaire de 19 % chez les moins nantis.

Le groupe de recherche reconnaît toutefois que ses propositions ne s'inscrivent pas tout à fait dans l'air du temps, alors qu'aucun des trois partis à l'Assemblée nationale ne semble disposé à même envisager la gratuité scolaire, privilégiant plutôt, à des degrés divers, une hausse des droits. «On ne s'attend pas à ce que Jean Charest nous invite à le conseiller. Mais il y a des groupes qui luttent pour ces revendications. On ne se voit pas comme des chercheurs objectifs. On peut au moins chiffrer la politique, ce qui rend l'option plus envisageable», explique M. Hurteau.

Des assemblées de grève, pour lutter contre le dégel des droits et réclamer la gratuité scolaire, se tiendront d'ailleurs cette semaine dans une dizaine d'associations étudiantes au Québec.

LE DEVOIR : En bref - Non à la grève - Édition du mercredi 17 octobre 2007

Les étudiants des cégeps Maisonneuve et Drummondville ont rejeté en chœur le recours à la grève générale illimitée lors de leurs assemblées générales respectives.

C'est dans une proportion de 53 % que les étudiants du cégep Drummondville, affiliés à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), ont voté contre la grève. Au collège Maisonneuve, les quelque 2500 étudiants ont rejeté non seulement l'idée d'une grève générale, mais aussi celle d'une grève de trois jours, et même d'une journée. Plusieurs autres assemblées générales sont prévues dans les cégeps et les universités aujourd'hui et

demain. Leur issue pourrait être déterminante sur la tenue d'une grève cet automne. Les étudiants de l'association du module de sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais ont cependant opté pour la grève, avec une faible majorité de 53 %, ce qui vient s'ajouter à trois associations facultaires de l'Université du Québec à Montréal. «On fera l'état des lieux lors du congrès en fin de semaine et on discutera du plan d'action. Les débats vont avoir lieu à ce moment», a déclaré hier le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais.

LA PRESSE : En bref : grève étudiante : deux cégeps disent non - Mercredi 17 octobre 2007

EN BRIEF

Grève étudiante : deux cégeps disent non

Les étudiants en faveur d'une grève générale pour protester contre la hausse des droits de scolarité ont essuyé deux revers importants dans les cégeps de Maisonneuve et de Drummondville se sont sol-dées par des votes défavorables au débrayage. Ces résultats risquent de compromettre sérieusement la tenue d'une grève à l'automne, qui ne pourra être lancée officiellement qu'au moment où sept associations regroupant 25 000 étudiants auront adopté des mandats de grève. Plusieurs autres consultations auront lieu au cours des prochains jours, notamment dans les cégeps de Sherbrooke, Saint-Laurent et Marie-Victorin.

Violaine Bailly

JOURNAL DE MONTRÉAL : Dégel des frais de scolarité : des étudiants opposés à la grève - Mercredi 17 octobre 2007, à 9h16

Jean-Philippe Pineault

Les étudiants semblent plus divisés que jamais sur l'idée d'une grève à l'automne, au point où une association étudiante de

l'UQAM affirme même avoir été forcée d'appuyer le mouvement contre son gré.

Les étudiants en droit sont en furie. Même si leur regroupement a obtenu le mandat de ses membres de défendre une position



contre la grève, l'Association facultaire des étudiants de sciences politiques et droit (AFESPED), qui chapeaute leur organisation, a refusé de les entendre.

«On a présenté deux motions pour se dissocier de leurs moyens de pression, mais ça a été refusé», dénonce Julien Beauchamp-Laliberté, coordonnateur aux Affaires sociales de l'Association des étudiants en droit.

«On dirait qu'ils veulent le plus de gens possible, alors ils embarquent tout le monde qu'ils peuvent prendre», déplore-t-il.

Christian Dumont, coordonnateur de l'AFESPED, réfute ces accusations. «On n'essaie pas d'imposer ça», dit ce dernier, qui juge que la décision de l'Association des étudiants en droit de ne pas appuyer la grève n'enlève pas aux membres la possibilité de se prononcer individuellement.

Appuis fragiles à la grève

Plusieurs associations étudiantes doivent se prononcer sur la grève cette semaine, pour s'opposer au dégel des frais de scolarité et revendiquer la gratuité scolaire.

À l'UQAM, trois associations ont accepté ce moyen de pression ultime avec des appuis fragiles variant de 50,2 à 62%.

Généralement les premiers à débrayer, les élèves du Cégep du Vieux-Montréal ont décidé de ne pas se joindre au mouvement de contestation, il y a deux semaines.

L'idée d'une grève générale illimitée semble de plus en plus être sur le respirateur artificiel, selon Élisabeth Banville, vice-présidente exécutive de l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. «Je pense qu'il n'y aura pas de grève cet automne. J'ai l'impression que le mouvement s'essouffle», dit-elle.

LA TRIBUNE : Cégep de Drummond: grève évitée de justesse - Le mardi 16 octobre 2007

Jean-Pierre Boisvert , La Tribune, DRUMMONDVILLE

C'est par une faible majorité de 30 voix que les 400 étudiants présents à l'assemblée générale de mardi midi au Cégep de Drummondville, ont rejeté la proposition d'une grève générale contre la hausse des droits de scolarité.

Réunis dans le gymnase de l'institution, ces étudiants, représentant moins du quart des quelque 2000 inscrits au Cégep de Drummondville, ont mis du temps à débattre des procédures avant d'arriver au vote proprement dit qui a été demandé avec la question préalable, coupant court aux discussions.

«Même si le mouvement d'une grève est déclenché au niveau provincial par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante,

nous ne sommes pas tenus de suivre, notre assemblée locale étant souveraine», a indiqué Vincent Roy, coordonnateur de l'Association générale du Cégep de Drummondville.

Mais, selon lui, si une pétition rassemblant les noms de 2 % de la population étudiante du Cégep, une autre assemblée pourrait être convoquée, amenant les étudiants à se prononcer de nouveau.

«Ce qui est dommage, m'ont dit plusieurs, c'est que le vote a été demandé alors que les discussions n'étaient pas complétées. Une assemblée générale, ça doit aussi servir à faire circuler les informations et à en débattre», a affirmé M. Roy.

LA PRESSE : Gratuité et financement accru du réseau sont possibles - Le mardi 16 octobre 2007

Violaine Ballivy , La Presse

Permettre à tous les Québécois d'étudier gratuitement au collégial et à l'université coûterait 4\$ par semaine en moyenne aux contribuables. Le prix d'un sac de quatre litres de lait environ. Déterminé à prouver que la gratuité scolaire ne relève pas de l'utopie, un groupe de recherche a publié hier une étude proposant trois scénarios au gouvernement Charest pour abolir d'ici 10 ans les droits de scolarité tout en assurant un meilleur financement de l'enseignement supérieur.

Au total, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) demande à Québec de réinjecter 1,22 milliard de dollars, la moitié pour effacer tous les frais liés à l'inscription au collégial ou à l'université (incluant les droits afférents, les droits d'inscription, etc.) et l'autre pour combler le sous-financement de 625 millions estimé par la Fédération des cégeps et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Première hypothèse: le gouvernement règle la question immédiatement en annulant la baisse d'impôts de 950 millions de dollars consentie dans le dernier budget, puis en haussant de 50% à 100% l'imposition des gains en capitaux. Québec pourrait même dégager un surplus de 76 millions.

Les deuxième et troisième hypothèses proposent de s'attaquer cette année au problème du sous-financement du réseau, mais d'échelonner soit sur cinq ans, soit sur 10 ans la suppression complète des droits de scolarité. Les 625 millions requis pour régler le sous-financement seraient déboursés par Québec. Le reste, puisé en partie dans les poches des institutions financières en majorant la taxe sur le capital.

Dans tous les cas, assurent les auteurs de l'étude, les coûts de cette opération «gratuité» seraient répartis équitablement dans la population. «On dit souvent que l'abolition des droits de scolarité,

c'est une subvention déguisée aux plus riches. C'est faux puisque le régime d'imposition est progressif au Québec», explique Philippe Hurteau. Une famille avec un revenu d'environ 40 000\$ verrait ainsi ses impôts augmenter d'environ 135\$, comparativement à 2270\$ pour une famille gagnant 150 000\$.

Commandée par l'association des étudiants de l'Université McGill, qui prône la gratuité, cette étude arrive à point nommé pour les étudiants opposés au dégel des droits de scolarité alors que des votes de grève auront lieu sur plusieurs campus cette semaine.

L'IRIS leur donne des munitions en affirmant que, de manière générale, la poussée des frais assumés par les étudiants ne profite pas aux systèmes d'éducation puisqu'elle s'accompagnerait d'un désengagement de l'État. Le financement des universités par Québec est passé de 87% à 71% depuis le dernier dégel en 1988.

L'IRIS trace aussi un lien direct entre les coûts d'une année scolaire et la fréquentation: chaque hausse de 1000\$ provoquerait un recul de 19% du nombre d'étudiants issus des classes les plus défavorisées de la population.

«La dimension financière n'est pas la plus importante quand vient le temps de choisir d'aller ou non à l'université, mais on sait que, quand on augmente le prix d'un produit de consommation, la demande baisse. L'éducation ne fait pas exception et le Québec n'est pas en position de se permettre une baisse de ses taux de diplomation», remarque Nicolas Marceau, professeur d'Économie à l'UQAM. Mais s'il craint que le dégel amorcé cette année s'accompagne d'une baisse de la fréquentation universitaire, la gratuité proposée hier ne lui semble toutefois «ni faisable ni souhaitable».

Selon M. Marceau, le Québec devrait plutôt miser sur l'indexation des droits et une meilleure répartition des subventions entre les universités pour assurer l'accessibilité et améliorer la qualité du réseau d'enseignement supérieur de la province.

LA PRESSE : Grève étudiante: ça passe ou ça casse cette semaine - Le mardi 16 octobre 2007

Violaine Ballivy, La Presse



Cette semaine sera cruciale pour le déclenchement de la grève étudiante contre la hausse des droits de scolarité. Des consultations auront lieu dans plusieurs universités et cégeps au cours des prochains jours, de sorte que les étudiants pourraient débrayer massivement dès lundi prochain.

Au cours des derniers jours, trois associations représentant 11 000 étudiants ont voté en assemblée générale des mandats de grève qui entreront en vigueur dès qu'au moins sept associations regroupant 25 000 étudiants auront adopté des positions similaires. Or, quelque 30 000 étudiants de sept associations devront répondre à la question fatidique d'ici jeudi et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui pilote du mouvement de grève, est confiante qu'une majorité diront «oui».

Cuisant revers

«La mobilisation est mieux organisée maintenant», observe Guillaume Fortin, porte-parole de l'ASSÉ. La mobilisation étudiante a essuyé un cuisant revers il y a deux semaines lorsque le cégep du Vieux-Montréal, d'ordinaire aux premières loges des débrayages, a préféré les classes à la rue.

«Cette semaine, les résultats seront différents puisque ce sont surtout les étudiants d'associations membres de l'ASSÉ qui auront à se prononcer, ce qui n'était pas le cas depuis le début de l'automne. On sent que la vague de fond est en train de changer.»

Si ces prédictions se confirment et que le seuil est atteint jeudi, de nouvelles assemblées générales seront organisées dès lundi pour activer les mandats de grève flottants. «Ce ne sera plus qu'une formalité», assure Guillaume Fortin, qui annonce un «effet boule de neige» par la suite. «Il y aura beaucoup d'effervescence les campus, les étudiants vont se sentir beaucoup plus concernés par le combat que l'on mène contre le gouvernement.»

À l'inverse, si l'ASSÉ s'avère incapable d'atteindre ses objectifs d'ici la fin de la semaine, c'est toute la stratégie du mouvement qui ferait l'objet d'une remise en question.

L'ASSÉ envisagera de reporter la grève après Noël, une option qui a déjà fait l'objet de discussions au cours des dernières semaines. «C'est une possibilité qu'il faudra aborder», a reconnu hier Guillaume Fortin. Le prochain congrès de l'ASSÉ aura lieu samedi et dimanche prochains.

LE NOUVELLISTE : Pas de grève au Cégep de Trois-Rivières - Mardi 16 octobre 2007

Trois-Rivières - (CL) - Les étudiants du Cégep de Trois-Rivières ont exclu le recours à la grève cet automne pour protester contre le dégel des frais de scolarité. Le vote tenu la semaine dernière préconise plutôt une escalade des moyens de pression.

L'Association générale des étudiants du Cégep de Trois-Rivières (AGECTR) a comptabilisé mardi dernier le vote des 800 participants à sa première assemblée générale, qui se sont prononcés à 62 % contre le recours à la grève.

L'association trifluvienne, membre de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), va donc à contre-courant de la position préconisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) qui souhaite une grève générale. L'ASSÉ représente sept associations et plus de 25 000 étudiants, mais n'est pas liée au Cégep de Trois-Rivières.

MÉTRO : La gratuité scolaire encore suggérée – Mardi 16 octobre 2007

La gratuité scolaire encore suggérée

MATHIAS MARCHAL
marchalm@metronouvelles.com

ÉDUCATION. L'abolition des frais de scolarité serait une solution viable financièrement et socialement plus équitable, d'après des chercheurs qui proposent aussi des solutions à la crise du sous-financement de l'éducation postsecondaire.

Selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) dont l'étude était publiée hier, la gratuité scolaire et le refinancement des universités et des cégeps coûteraient 1,2 G\$ par année à l'État.

Impôts et taxes

Pour financer immédiatement cette politique, les chercheurs suggèrent deux mesures. D'abord, annuler les baisses d'impôts provinciales promises dans le pro-

Deuxième essai

L'IRIS avait déjà déposé une étude similaire en janvier. Elle avait été écartée par le ministère de l'Éducation qui contestait les chiffres et s'interrogeait sur l'indépendance de l'étude, parce qu'elle était payée par une association étudiante qui prône la gratuité scolaire.

chain budget et aussi, augmenter la taxe sur les gains en capital. Seulement 50 % de ces gains sont taxables actuellement.

Mais ils proposent aussi deux scénarios sur cinq et dix ans pour l'application de cette politique. «Si on étale, ces mesures, elles représentent une modeste augmentation annuelle de 0,3 % et 0,2 % du budget de l'État», soutient Philippe Hurteau, co-rédacteur de l'étude avec Marc Daoud. L'augmentation de la taxe sur le capital pour les institutions financières et l'élévation du taux d'imposition

des plus nantis permettraient de dégager des fonds additionnels.

Chute des inscriptions?

Les deux chercheurs dénoncent la hausse des frais de scolarité (1 000 \$ sur cinq ans) décidée par le gouvernement. «Par le passé, la marge dégagée par la hausse des frais de scolarité n'a pas été utilisée pour refinancer l'éducation, mais pour permettre à l'État de se retirer de ce secteur», dénonce Marc Daoud, qui craint que cette hausse n'entraîne une chute des inscriptions chez les moins bien nantis.

CYBERPRESSE : IRIS préconise l'abolition des frais de scolarité - Le lundi 15 octobre 2007

La Presse Canadienne
Montréal

L'Institut de recherches et d'informations socio-économiques (IRIS) a publié lundi [une étude proposant des](#)

[scénarios pour régler le sous-financement de l'éducation postsecondaire tout en préconisant l'abolition des frais de scolarité.](#)

Trois scénarios de financement sont étudiés dans le document de l'IRIS. Un premier scénario propose d'annuler les dernières baisses d'impôts provinciales tout en augmentant la taxe sur les gains en capital dans le prochain budget.

Les deux autres options envisagent la mise en place de ces mesures en cinq ou dix ans.

Selon IRIS, ces mesures n'auraient pas d'impact négatif sur la santé financière du Québec. Étalées sur cinq et dix ans, elles représenteraient respectivement une modeste augmentation annuelle de 0,3 pour cent et 0,2 pour cent du budget de l'État.

CNW : IRIS-Trois scénarios viables pour régler le sous-financement universitaire et réaliser la gratuité scolaire – Lundi 15 octobre, à 11h35

MONTREAL, le 15 oct. /CNW Telbec/ - Philippe Hurteau et Marc Daoud, chercheurs à l'Institut de recherches et d'informations socio-économiques (IRIS) ont publié aujourd'hui [une étude proposant des scénarios pour régler le sous-financement de l'éducation postsecondaire tout en assurant l'accès universel aux études à travers l'abolition des frais de scolarité](#). Cette étude souligne également que la hausse des frais de scolarité dissimule un désengagement systématique de l'Etat en éducation.

Trois scénarios de financement sont étudiés dans le document de l'IRIS.

Un premier scénario propose d'éliminer le sous-financement de l'éducation postsecondaire tout en éliminant les frais de scolarité lors du prochain budget en annulant les dernières baisses d'impôts provinciales et en augmentant la taxe sur les gains en capital. Les deux autres options envisagent la mise en place de ces mesures en cinq ou dix ans. Ces scénarios proposent aussi de taxer pleinement les gains en capital, d'augmenter la taxe sur le capital des institutions financières et d'augmenter légèrement le pourcentage de taxation du dernier pallier d'imposition des particuliers.

"Ces mesures n'auraient pas d'impact négatif sur la santé financière du Québec. Étalées sur cinq et dix ans, elles représentent respectivement une modeste augmentation annuelle de 0,3% et

0,2% du budget de l'Etat. De plus, comme ces mesures sont appliquées progressivement, elles n'auraient pas d'effets néfastes sur les entreprises et les contribuables qu'elles touchent" a affirmé Philippe Hurteau, chercheur pour l'IRIS.

L'étude de l'IRIS examine aussi la thèse soutenant que l'augmentation des frais de scolarité servirait au refinancement du système d'éducation postsecondaire. "Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les exemples québécois, ontariens et britanniques démontrent que la hausse des frais de scolarité dissimule un transfert de la responsabilité du financement de l'éducation de l'Etat vers les individus. En effet, au Québec, avant le dégel de 1989 pour chaque dollar versé par les étudiants, le gouvernement en versait 16\$; après le dégel, ce montant a été réduit à 7\$. La marge dégagée par la hausse des frais de scolarité n'est pas utilisée pour refinancer l'éducation, mais bien pour permettre à l'Etat de se retirer de ce secteur" décrit Marc Daoud, chercheur pour l'IRIS.

L'IRIS, un institut de recherche sans but lucratif, indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. L'institut produit des recherches, des brochures et des dépliants sur les grands enjeux socio-économiques de l'heure (fiscalité, pauvreté, mondialisation, privatisations, etc.).

Renseignements: Bertrand Schepper-Valiquette, (514) 206-6733

SOGEECOM : deux vidéos sur la grève générale illimitée, sur You Tube – Samedi 13 octobre 2007

[Marianita Hamel, Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ](#)
[Xavier Lafrance, porte-parole de la CASSÉE en 2005](#)

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Enseignement collégial : La récréation est finie, les cloches sonnent - Mise à jour le vendredi 12 octobre 2007 à 15 h 54

La Coalition-Cegep a organisé, vendredi midi, une manifestation sous le thème « la récréation est finie, les cloches sonnent » pour demander au gouvernement du Québec de mettre un terme au sous-financement qui afflige les établissements collégiaux. Une centaine de militants se sont réunis devant l'édifice du Parlement à Québec.

La coalition exige, au nom des 150 000 jeunes qui fréquentent le réseau collégial au Québec, de recevoir, comme par le passé, 40 % des sommes réinvesties en enseignement supérieur. Le gouvernement a minoré ce financement à 25 % dans son dernier budget.

Le manque à gagner est de 305 millions de dollars. Ainsi, les étudiants, les parents comme les enseignants s'inquiètent pour la qualité des services du réseau collégial.

Les toits qui coulent, le matériel informatique désuet, l'incapacité d'offrir de nouveaux services adaptés aux besoins actuels en éducation ou encore les interminables listes d'attente pour rencontrer un conseiller d'orientation ou un psychologue, constituent autant de raisons invoquées par les manifestants pour justifier leur requête.

La coalition présentera ses revendications mardi prochain lors d'une rencontre avec la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

CNW : COALITION-CEGEP : Madame la ministre de l'Education : la récréation est finie, les cloches sonnent ! – Vendredi 12 octobre, 11h33

MONTREAL, le 12 oct. /CNW Telbec/ - Aujourd'hui, devant l'Assemblée nationale, de 11 h 30 à 12 h 30, les membres de la Coalition-cégeps manifestent pour dénoncer le sous-financement des cégeps et demander à la ministre de l'Éducation que 40 % de tout réinvestissement en enseignement supérieur leur soit affecté.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne ayant accepté de rencontrer une délégation de la Coalition-cégeps, celle-ci lui remettra en main propre la Déclaration qui a été adoptée par de nombreux conseils d'administration de cégeps partout au Québec au cours de la dernière année, déclaration réclamant un important réinvestissement dans le réseau.

À la veille de la rentrée parlementaire, les membres de la Coalition-cégeps estiment primordial de porter à l'attention de la ministre, encore une fois, les problèmes reliés au sous-financement des cégeps. Alors qu'il fête ses quarante ans à l'automne 2007, le réseau des cégeps est toujours aux prises avec d'importantes insuffisances financières qui compromettent la réalisation de sa mission dans toutes les régions du Québec. La Coalition-cégeps demande à la ministre de remédier à la situation et de s'assurer que le financement des cégeps soit à la hauteur de leurs besoins réels. À cet effet, la Coalition-cégeps demande au gouvernement

québécois de s'engager à injecter dans le réseau des cégeps 40 % de tout réinvestissement en enseignement supérieur. Cette proportion n'est pas le fruit du hasard. Avec plus de 150 000 étudiantes et étudiants, le réseau des cégeps, porte d'entrée des études supérieures, regroupe 40 % de l'ensemble des inscriptions à l'enseignement postsecondaire. Avec un budget de 1,6 milliard de dollars, le réseau des cégeps recueille 40 % du budget québécois consacré à l'enseignement supérieur. Sans grande surprise, on constatera que la part des budgets de l'enseignement postsecondaire dévolue historiquement au réseau des cégeps a toujours été de 40 %.

En qualité de ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la Coalition-cégeps soutient que madame Michelle Courchesne doit s'engager résolument pour le développement du réseau collégial.

La Coalition-cégeps est composée des organisations suivantes :

- La Fédération des associations de parents des cégeps du Québec (FAP).

Les organisations étudiantes :

- La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ),
- l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).

Les organisations syndicales du personnel de soutien :

- la Fédération des employées et employés des services publics (FEESP-CSN),
- la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ)

- et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ).

Les organisations du personnel professionnel :

- la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ)
- et le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Les organisations syndicales du personnel enseignant :

- le Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ),
- la Fédération autonome du collégial (FAC)
- la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ)
- et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN).

Renseignements:

- Nicole Landry, Fédération des associations de parents, (418) 643-1335;
- Guy-Aume Descôteaux, FECQ, (514) 396-3320;
- Marie-Eve Ruel, ASSE, (514) 390-0110;
- Ginette Bussièrès, SCFP-FTQ, (514) 384-9681;
- Pierre Cohen-Bacrie, SPGQ, (450) 975-6470;
- France Désaulniers, FNEEQ (CSN) et FEESP (CSN), (514) 219-2947;
- Guy Desmarais, FAC, (514) 943-9561;
- Gabriel Danis, FEC-CSQ, FPSES-CSQ et FPPC-CSQ, (514) 235-5082;
- Luc Perron, SPEQ, (514) 525-7979

Source: Coalition-cégeps

ACCES LAURENTIDES : Dans la rue contre le dégel!: Grève en vue, par Éric Olivier Dallard - Vendredi 12 octobre 2007

Mon père m'a déclaré lorsque j'avais 11 ans: «Les études, c'est ce qui compte dans la vie.»

Puis mon père m'a offert d'aller au privé. J'y suis resté toute ma vie académique. Mon père ne m'a jamais payé mes études malgré qu'il en avait les moyens financiers. Il m'a appris une chose: le travail. Et j'ai travaillé sur la terre comme les Mexicains, et à l'usine comme un ouvrier. Je me suis endetté. J'ai appris le sens des responsabilités et de l'engagement. Et pendant ce temps, les étudiants de philosopher sur une grève...

Les étudiants du cégep de Saint-Jérôme et du collège Lionel-Groulx pourraient bien se retrouver en grève illimitée au cours des prochaines semaines... C'est que la semaine prochaine aura lieu un gros travail de mobilisation au sein de certaines associations d'étudiants à travers le Québec. Mobilisation dans l'intention de tenir des assemblées générales aux niveaux local, régional et provincial et déboucher ainsi sur un appel à la grève le 24 octobre. Parmi les revendications de ces mouvements à venir, le tarissement des fonds publics alloués aux études ayant mené à une proposition de dégel des frais de scolarité. Un dossier à suivre, dont nous vous présentons une première face cette semaine: la position étudiante.

Pour Youri Couture, vice-président de l'Association générale étudiante du cégep de Saint-Jérôme (AGES) et militant de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), une des centrales syndicales étudiantes du Québec, bien que le dégel des frais de scolarité soit l'argument clé de la grève à venir, comme il l'a été depuis plus d'un an, il vient s'ajouter au sommet d'une liste de doléances qui sont au cœur des préoccupations des étudiants: «Il faut rappeler que les étudiant(e)s doivent payer d'autres frais, par exemple les frais afférents qui ne sont soumis à aucun contrôle gouvernemental et que les universités et cégeps ne se gênent pas pour augmenter à leur gré, ponctue Youri Couture. Ici à St-Jérôme, comme ailleurs, le cégep trouve n'importe quelle raison pour imposer de nouveaux frais à la population étudiante, que l'on pense aux frais de récupération d'horaire, des prix en hausse des vignettes de stationnement ou des frais administratifs pour certains documents.» La grève estudiantine à Saint Jérôme s'accompagnera de diverses manifestations, piquets de grève

devant le Cégep, occupations d'édifices gouvernementaux et délégation importante en route vers les lieux de concentration tels que Montréal. Grèves et manifestations demandent organisation, investissement de temps et concertation entre les diverses associations et syndicats. Malgré cela, ces moyens restent les seuls qui permettent de sensibiliser la population générale et étudiante aux obstacles qui existent pour accéder à l'éducation post-secondaire. Ils constituent également les outils les plus «frappants» pour faire passer le message aux institutions dirigeantes: «En fait, la grève générale illimitée n'est pas le moyen préféré des associations étudiantes, concède Youri Couture. Il y a eu ce qu'il convient d'appeler une escalade des moyens de pression et ce depuis plus d'un an. Des moyens de pression tels qu'un ultimatum le 3 novembre 000 signatures le 6 décembre 2006, 2006, la remise d'une pétition de 10 500 personnes le 29 une manifestation à Montréal rassemblant environ 3 mars 2007 et une rencontre avec la ministre de l'éducation Michèle Courchesne le 4 mai 2007. Tout cela sans réponse de la part du gouvernement». Il faut se rappeler qu'en 2005, le mouvement national avait duré 6 semaines (5 semaines à Saint Jérôme), la plus longue grève du milieu étudiant. En marge des soucis budgétaires des étudiants, l'action des associations s'oriente vers des dossiers qui préoccupent la relève de notre société: l'émancipation féminine – au Cégep, une demande a été faite pour que tout document comporte aussi le genre féminin – et la fin du patriarcat, la lutte contre l'impérialisme ou la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques ainsi que le soutien aux parents étudiants – souvent monoparentaux – par la mise en fonction d'un projet Bébé-études. À moyen ou long terme, le mouvement étudiant vise l'abolition pure et simple des frais de scolarité. La comparaison faite avec d'autres pays ou d'autres provinces démontre qu'un dégel des frais ne ferait qu'augmenter la disparité des classes sociales, les moins nantis étant lésés par des budgets d'études trop lourds. En janvier 2007, des chercheurs de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) on fait paraître une étude intitulée «Tarification de l'éducation postsecondaire ou gratuite scolaire?» démontrant que le dégel des frais de scolarité ne constitue qu'un aspect d'une crise en éducation et une défection des pouvoirs publics en la matière.

Se basant sur des modèles d'éducation, comme la Grande Bretagne ou l'Ontario, les chercheurs démontrent que l'augmentation des frais décourage bon nombre d'étudiants potentiels. «La gratuité scolaire représente 550 millions, explique Youri Couture, cela équivaut à un peu moins de 1% du budget du gouvernement du Québec et 13% de ce que l'on verse au budget militaire du fédé-

ral. Dans cette perspective, on peut dès lors constater qu'il s'agit d'un choix de société: il faut définir nos priorités.» Lors d'un mouvement de grève précédent, une étudiante en théâtre s'était déguisée en rumeur qui court. Elle arpente les couloirs du Cégep, lançant son slogan «Il paraît que la gratuité est possible!» Rumeur à suivre.

LE DEVOIR : En bref - Mandats de grève à l'UQAM - Édition du vendredi 12 octobre 2007

Trois des sept associations étudiantes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont maintenant un mandat de grève générale illimitée en poche.

Les membres de l'Association facultaire des étudiants en sciences politiques et droit (AFESPED) ont voté hier en faveur de ce moyen de pression en assemblée générale, dans une proportion de 60 %. «On vient de relancer le "momentum", l'esprit redevient plus positif, après le rejet de la grève au Vieux-Montréal», affirme le coordonnateur de l'AFESPED, Christian Dumont. Mercredi, les étudiants en lettres, langue et communications ont eux aussi opté pour la grève, mais au terme d'un vote très serré de 50 % et des pous-

sières. Au début du mois, les étudiants de sciences humaines avaient eux aussi voté en faveur d'une grève. Le mandat s'exercera lorsque sept associations à travers le Québec, totalisant 25 000 étudiants, seront prêtes à déclencher une grève. Les étudiants de neuf autres associations, dont une majorité collégiales, se prononceront la semaine prochaine sur la pertinence de recourir à la grève pour s'opposer au dégel des droits de scolarité et revendiquer la gratuité scolaire. «Les deux mandats obtenus à l'UQAM vont avoir un effet positif sur les votes qui seront tenus la semaine prochaine», croit M. Dumont.

CYBERPRESSE : Un meilleur financement du réseau collégial est réclamé - Le vendredi 12 octobre 2007

Presse Canadienne, Québec

Moins d'une centaine de manifestants de la Coalition-cégeps ont plaidé pour un réinvestissement dans les établissements collégiaux, à midi, devant le parlement de Québec.

La coalition, qui regroupe des fédérations de parents et d'étudiants, ainsi que des syndicats d'employés, réclame que 40 pour

cent du prochain réinvestissement en éducation postsecondaire soit consacré aux cégeps.

Une porte-parole du groupe, Marie Racine, a indiqué que la coalition craint que les cégeps ne récoltent pas leur juste part, rappelant que lors des derniers transferts fédéraux en éducation postsecondaires, les cégeps n'ont reçu que 25 pour cent des montants touchés par Québec.

RADIO-CANADA / MONTREAL : Droits de scolarité : Un autre vote pour la grève à l'UQAM - Mise à jour le jeudi 11 octobre 2007 à 15 h 16

Une deuxième association étudiante de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a voté mercredi en faveur d'une grève générale illimitée pour protester contre la hausse des droits de scolarité et pour la gratuité scolaire.

L'Association des étudiants de langues et communication de l'UQAM a voté à 50,3 % en faveur d'un mandat de grève.

C'est la deuxième association de l'UQAM, après celle des étudiants des sciences humaines, à se prononcer pour la grève.

Les étudiants de sciences politiques et de droit de la même université doivent se prononcer à ce sujet vendredi.

Des étudiants de l'Université de Montréal ont profité la semaine dernière du passage du premier ministre Charest à HEC Montréal pour exprimer à nouveau leur opposition à la hausse des droits de scolarité.

THE GAZETTE: It's time for a new attitude on universities: McGill principal: 'Gap' in funding. Number of grads, not enrolment, should be focus, Munroe-Blum argues - Wednesday, October 10, 2007

PEGGY CURRAN, The Gazette

It's time the Quebec government put as much effort into making sure students graduate from university as it does getting them to enrol, McGill University principal Heather Munroe-Blum said yesterday.

As McGill prepares to roll out a major fundraising campaign next week, Munroe-Blum said Quebec is in "urgent need" of a new culture that places a higher premium both on post-secondary education and on the philanthropy required to pay for it.

Meeting with The Gazette's editorial board yesterday, Munroe-Blum said Quebec lags well behind Ontario in the percentage of students who attend university and complete degrees.

Part of the blame, she said, lies with Quebec's funding system, which for too long has enshrined low tuition fees without providing the financial support the poorest students need to cover the cost of food and rent and stay in school.

"We have a gap of about

\$400 million compared with the average of funding in Canada per student by province," Munroe-Blum said.

"It's not because the Quebec government doesn't invest effectively. It's because we don't have the other sources other provinces have" - namely, added revenue from higher tuition and private benefactors.

But Munroe-Blum also worries Quebec hasn't done enough to ensure the values of accessible, quality education bear fruit.

"Part of the problem is that Quebecers sometimes think showing up at university is the end goal," she said. "Our system as a whole has a disproportionate emphasis on so many people being in a classroom vs. the end result. I think we've got to shift that emphasis."

Universities also have a role to play in delivering the goods academically, she said.

"There is a strong correlation between time to degree completion and future success. Someone ought to have their eye on the ball of how long it should be taking."

Munroe-Blum said her heart sank when she heard the provincial Liberal government would raise tuition by a mere \$100 a year. Still, it's a start.

"Symbols count," she said.

Over the last decade, Quebec has introduced modest initiatives to encourage gifts to hospitals and universities. McGill's principal can't help but take a wistful glance at Ontario, however, where an ambitious matching-grant program has boosted endowments at schools as different as the University of Toronto, the University of Waterloo and Nipissing University.

"What it means is that you don't have to be rich to create philanthropy," Munroe-Blum said. McGill already has the biggest endowment fund among Quebec universities. Munroe-Blum said that's no reason it should be punished or exempted from a matching-grant formula. "Why would you want to kneecap an institution instead of encouraging McGill to do what it does well?"

LE DEVOIR : Cap sur la grève des étudiants : Malgré quelques revers, l'ASSE entend poursuivre son travail de mobilisation - Édition du mardi 09 octobre 2007

Lisa-Marie Gervais

Le revers provoqué par le rejet du mandat de grève au Cégep du Vieux-Montréal n'y changera rien... L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) entend toujours poursuivre son travail de mobilisation vers une grève générale illimitée. C'est du moins ce que les délégations représentant les différentes associations membres ont décidé de faire à l'issue du Congrès de l'ASSE qui s'est tenu en fin de semaine.

«On va maintenir le cap. L'idée, c'est d'intensifier la mobilisation et le travail sur le terrain», a affirmé le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais. «On ne peut pas ignorer le vote "contre" du Cégep du Vieux-Montréal et c'est pourquoi on va continuer notre mobilisation», a dit M. Gendron-Blais en regrettant que cette association étudiante collégiale ait rejeté la grève car elle songeait à joindre la coalition nationale. «Il va falloir travailler fort, le contexte n'est pas favorable. Plusieurs administrations locales des diverses associations étudiantes nous mettent des bâtons dans les roues», a-t-il indiqué. Plusieurs d'entre elles n'auraient pas autorisé la tenue du Congrès de l'ASSE en leurs murs. M. Gendron-Blais

s'est toutefois réjoui de l'appui de l'Assemblée facultaire des étudiants en sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM).

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on ne s'étonne guère de ce lent départ de campagne. «En 2004-2005, la campagne contre les coupures avait duré un an avant que le gouvernement finisse par reculer. Là, on est encore au début, a souligné le président Jean-Patrick Brady. Ce qui est important, c'est que les étudiants continuent ces moyens de pression», a-t-il noté en affirmant qu'il y aura «d'autres coups d'éclat» prochainement. Selon lui, le signal reçu de la part des étudiants est une gradation des moyens de pression et non pas une grève. «Mais si on a des débats sur les moyens, ça veut au moins dire qu'on s'entend sur la question de fond», a soutenu M. Brady.

Au total, 15 associations se prononceront sur un mandat de grève d'ici le 23 octobre. Sans avoir de date butoir, l'ASSE, qui s'est fixé un plancher de sept associations étudiantes représentant 25 000 étudiants comme condition au déclenchement de la grève, refera le point le 20 octobre prochain.

LA PRESSE : La grève étudiante n'est pas à nos portes - Le dimanche 07 octobre 2007

Catherine Handfield, La Presse

Le scénario de la grève générale du printemps 2005 ne semble pas prêt de se reproduire. Une autre association étudiante s'est prononcée contre un débrayage pour l'automne, vendredi soir.

L'Association étudiante du secteur des sciences de l'Université du Québec à Montréal, l'une des sept associations facultaires de l'établissement, a dit non à 62% à une grève générale illimitée après une consultation qui avait lieu toute la semaine.

Et lundi, c'était le très militant cégep du Vieux-Montréal - qu'on a vu par le passé faire la grève contre la guerre en Irak, entre autres - qui a refusé à 59% de protester contre le dégel des droits de scolarité.

Ni les 3200 étudiants en sciences de l'UQAM, ni les 7000 cégépiens du Vieux ne sont donc intéressés à suivre le mouvement lancé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), un syndicat étudiant au même titre que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Recul du militantisme étudiant? L'ASSÉ refuse de prendre ce dernier résultat comme une défaite. «L'association de l'UQAM n'est pas un de nos membres, souligne Hubert Gendron-Blais, secrétaire aux communications. Il n'y a donc pas eu de mobilisation de notre part.»

En effet, en plus des 16 associations chapeautées par l'ASSÉ, quelques indépendantes avaient aussi prévu un vote sur la grève

entre la fin septembre et la fin octobre, dont les deux qui ont dit «non» cette semaine.

Jusqu'à présent, seulement une association de l'ASSÉ s'est prononcée. L'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM a adopté à 62% un mandat de grève générale illimitée le 27 septembre.

Le débrayage aurait lieu si sept des 16 associations chapeautées par l'ASSÉ (et au moins 25 000 de leurs 40 000 étudiants) répondaient par l'affirmative d'ici le 23 octobre. Sinon, seules ces associations se mettraient en grève.

Contrairement à la FEUQ, l'ASSÉ exige du gouvernement provincial la gratuité scolaire, mais également une amélioration des ressources et services en éducation postsecondaire et un meilleur service de garderie dans les cégeps et universités.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, affirme suivre la situation de près. «Ce que je crois comprendre, c'est que plusieurs n'obtiennent pas le mandat de grève. Mais je comprends aussi que plusieurs assemblées se tiennent la semaine prochaine.» Mercredi et jeudi, deux autres des sept associations facultaires de l'UQAM passeront au vote.

«Je souhaite que les étudiants aillent à leurs cours et puissent suivre leurs cours», a poursuivi Michelle Courchesne, réitérant que les droits de scolarité au Québec sont les plus faibles au pays.

LA PRESSE : Billet : Dépassée, la grève?, par Pierre Légaré - Le dimanche 07 octobre 2007

Salut les jeunes vieux, je m'adresse à vous autres, l'Association des étudiants en sciences humaines de l'UQAM.

Maudit que je vous trouve vieux. Vous n'avez pas le droit d'être déjà vieux. Moi, oui, pas vous-autres.

Sur votre plan de grève générale, je vais vous donner mon opinion de vieux: c'est pas bon pour personne, à commencer par vous autres. Un, c'est dépassé depuis à peu près 40 ans. Deux, c'est

inapproprié dans votre contexte et trois, elle va vous coûter plus cher qu'elle ne va vous rapporter. Pas payant.

Regardons froidement la dernière grève que vous avez faite. Le but en était de soutenir le tiers d'entre vous autres qui doivent s'endetter pour étudier. Quel en a été le résultat? La prolongation de leur session, ce qui leur a entraîné des frais de subsistance supplémentaires, donc un endettement supplémentaire. Pas payant.

La grève, il faut que ça reste la stratégie par défaut, l'affrontement forcé qu'on n'a pu éviter après avoir épuisé tous les autres moyens d'en arriver à une entente. Une grève, ça ne fait que des perdants, souvent même surtout ceux qui la font plutôt que ceux qu'elle est censée mettre à genoux. Pour un travailleur, une semaine de grève équivaut à une perte de revenus annuels de 2%. Ça ne prend pas une bien grosse calculatrice pour se rendre compte que quand tu te tapes trois semaines de grève pour obtenir une augmentation de 3%, t'as perdu 3%. Et c'est sans compter le climat pourri qui t'attend pour toute l'année qui suit ton retour au travail. Pas payant.

Vaut mieux rechercher une entente. Si possible, une entente gagnant-gagnant. C'est moins excitant à première vue, moins spectaculaire à court terme, ça ne passe pas à la télé, mais c'est plus payant et c'est plus durable.

Vous êtes à l'université, à quelques mois de faire votre entrée dans la vraie vie. Vous occupez le siège idéal, au milieu dans la rangée d'en avant, pour réfléchir, remettre en question, réinventer, proposer quelque chose de mieux que ce que vous observez. Il y a moyen d'en faire un trip dont vous allez encore vous vanter quand vous aurez des petits-enfants, sans pénaliser davantage ceux d'entre-vous qui sont déjà mal pris.

Démarrez un laboratoire d'idées sur votre campus, un think tank. Faites-en un laboratoire permanent. Vous n'avez même pas à sécher de cours pour le faire fonctionner: la Révolution Orange en Ukraine, - c'était quand même tout un contrat - ça s'est fait par les soirs et les fins de semaine. Vous le saviez?

Vous êtes les premiers concernés par le financement de nos universités. Le trip de ce labo? Faire de vous des interlocuteurs permanents d'avant-garde, des proposeurs allumés, innovateurs, plutôt que d'éternels quémandeurs. Vous devez être tannés, me semble? Profitez d'un atout que vous n'aurez plus une fois sortis de l'université: votre liberté de totale remise en question des diverses facettes d'un système qui ne vous a pas encore bouffés,

casés et rendus dépendants de lui, comme les vieilles cloches dont je suis.

Tiens, si ça vous allume, je vous garroche deux idées tout croches. La première. Je connais un étudiant qui aurait le temps et le cœur, et maudiquement le goût, de travailler quelques heures par semaine mais, m'a-t-il expliqué, il se ferait ainsi couper une partie de l'aide financière qu'il reçoit. Ça se peut-tu!

Personnellement, je ne vois pas du tout ce qu'il y a de mal à laisser travailler quelqu'un qui veut travailler, qui va payer des taxes sur tout ce qu'il achètera avec l'argent ainsi gagné, ou même à le laisser épargner cet argent pour rembourser plus rapidement ses dettes d'études.

On peut-tu repenser ça?

La deuxième. On abolit les bourses. Ne paniquez pas tout de suite: on est dans notre labo pour tester des hypothèses d'ententes gagnant-gagnant.

On propose plutôt qu'un étudiant qui termine son cours avec une moyenne donnée, voie sa dette transformée en bourse dans une proportion équivalente.

En clair, tu finis avec une moyenne de 65%? Il y a 65% de ta dette d'études qui est transformée en bourse, tu n'as plus que 35% de celle-ci à rembourser. À 75% de moyenne, tu ne dois plus que 25% et à 85%, ce n'est plus que 15%.

Les bollés paresseux ne sont pas plus avantagés que les piocheux studieux, ça vient rappeler à ceux qui buissonnent pendant 10 ans pour terminer un bac de trois ans que le buissonnage a un prix et, la bourse qu'on a abolie quelques lignes plus haut, vous la voyez? Elle est revenue, même augmentée, sauf qu'elle est maintenant attribuée au mérite, un mérite mesurable et mesuré.

Gagnant-gagnant. Payant.

Deux idées sur lesquelles faire du pouce.

Le pouce, c'est gratos. Pas le métro que vous devrez prendre pour aller parader dans la rue.

LA PRESSE : Forum : Petit traité sur «les éteignoirs» : rarement pédagogique, souvent moralisateur et sans nuance, le discours « noniste » ne vise pas à convaincre, mais à inquiéter, ou même à effrayer, par Marc Simard, La Presse - Le samedi 06 octobre 2007

L'auteur enseigne l'histoire au Collège François-Xavier-Garneau. Ce texte est extrait de son livre *Les éteignoirs - Essai sur le nonisme et l'anticapitalisme au Québec*, publié aux Éditions Voix Parallèles. L'ouvrage sera en librairie la semaine prochaine.

Le climat idéologique actuel est, comme le déplorent plusieurs politiciens, entrepreneurs et penseurs, plutôt morose et confine à l'immobilisme, comme le montrent les débats acrimonieux qui s'élevèrent au sujet de chaque projet de développement et les difficultés énormes que rencontrent les promoteurs et les gouvernements depuis plusieurs années déjà.

Dans leur combat contre les projets de développement ou au nom de certains principes comme le gel des frais ou des tarifs, les éteignoirs disposent d'une panoplie d'armes qui leur confèrent souvent une importance disproportionnée par rapport à leur poids réel au sein de l'opinion publique: parmi celles-ci, les plus importantes sont la pétition, la manifestation, l'appel à la population par le biais des médias, les injonctions (et non les requêtes) aux gouvernements et la demande de moratoire.

Qui d'entre vous n'a jamais signé une pétition sans l'avoir lue ou même sans en connaître la teneur? Jadis geste solennel impliquant une requête aux pouvoirs publics, la pétition est devenue si fréquente et si banale que nous ne lui accordons pratiquement plus aucune importance.

Elle fait pourtant partie de tous les combats sociaux (elle en est souvent l'acte fondateur) et la plupart d'entre nous en signent plusieurs par année. Rarement par conviction, mais plus souvent par conformisme, rectitude ou peur de déplaire.

Malgré sa dévaluation et le fait que son poids politique est désormais inférieur à son poids en papier (ou même en «k» ou en «gig»), elle est restée un incontournable moyen de manifester son

opposition et constitue une des armes (émoussée, cela va sans dire) de l'arsenal des éteignoirs.

Opposition «citoyenne»

La manifestation constitue le point d'orgue de tout mouvement d'opposition «citoyenne» et provoque chez certains «nonistes» un état extatique. Certains pros n'en manqueraient pas une et font parfois des milliers de kilomètres (sans doute à pied ou à vélo pour ne pas contribuer à l'effet de serre) pour pouvoir dire qu'ils «y étaient».

Malgré sa prétention à constituer un moyen de pression face aux pouvoirs publics ou contre les promoteurs, elle est en fait un rituel religieux. Elle commence toujours par une procession, qui comporte des incantations contre le mal («Mort à l'Amérique»; «À bas le profit») et les suppôts de Satan («Bush au pilori!»), des répons («So-so-so, solidarité»), des mantras («Le peuple uni ne sera jamais vaincu») et parfois des chants sacrés (*L'Internationale*, *Le temps des cerises* ou *Quand les hommes vivront d'amour*, par exemple).

Elle porte aussi en elle la possibilité de sacrifices humains, certains de ses participants s'exposant volontairement au poivre de Cayenne et aux gaz lacrymogènes, recherchant l'arrestation musclée ou se faisant infliger des scarifications ou des hématomes (évidemment dus à la «brutalité policière») qu'ils exhiberont ensuite devant leurs coreligionnaires comme des preuves de leur immolation pour le bien et la justice.

Elle est aussi l'occasion d'une purification ou même d'un exorcisme, le manifestant démontrant à la face (médiatisée) du monde qu'il a expulsé le mal de sa personne et qu'il a renoncé à Lucifer, à ses pompes et à ses oeuvres.

Elle a bien sûr ses martyrs, tombés au combat pour la cause, sanctifiés et élevés au rang d'icônes. Mais elle est surtout, comme

les rites de toutes les confessions, une façon pour les élus de se reconnaître entre eux et de se distinguer des infidèles, le moment privilégié où communient les apôtres et les prosélytes de la bonne parole.

Tenue jadis sur le mode «enragé», elle a pris depuis une quinzaine d'années un visage festif (avec ses horripilants tambours) et clownesque (avec ses masques et ses déguisements) qui détourne

l'attention de la variété des motifs de ses participants (des corporatistes et des protectionnistes aux bien-pensants en passant par les anarchistes) et de son potentiel de violence, qu'aucun de ses organisateurs ne daigne condamner sous prétexte de démocratie, de liberté, de participation citoyenne et d'union contre le mal et le danger. (...)

LE DEVOIR : Éditorial : Double dégel, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du vendredi 05 octobre 2007

Après être descendus par milliers dans la rue en 2005 pour des bourses de 103 millions de dollars converties en prêts, les étudiants ont maintenant du mal à protester contre la hausse des droits de scolarité. À côté de ce dégel qui laisse plutôt indifférent trône une flambée des frais afférents qui mériterait quelques coups de semonce.

Il est désormais hasardeux de prédire un «automne chaud» dans les universités et les collèges. À la surprise générale, même le baroudeur Cégep du Vieux-Montréal a voté cette semaine contre le recours à la grève générale. Les étudiants ont parlé: la hausse des droits de scolarité de 30 % en cinq ans n'est pas un motif suffisant pour sécher les cours.

Stupeur et consternation: en lançant la ronde des votes de grève au «Cégep du Vieux», on avait stratégiquement rêvé de transmettre l'impulsion contestataire aux autres. C'est raté.

Aux yeux de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), le vote de ce collège devait contribuer à atteindre le plancher nécessaire pour lancer la grève générale illimitée (sept associations étudiantes comptant 25 000 étudiants). Les deux prochaines semaines seront cruciales pour l'ASSE, qui conteste le dégel mais revendique du même souffle une fantaisiste gratuité scolaire: la tenue de plusieurs votes de grève servira à vérifier de quel bois se chauffent les étudiants.

Pendant ce temps, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et son pendant collégial, la FECQ, dénoncent aussi le dégel mais fourbissent d'autres armes pour mobiliser les troupes; elles comptent notamment talonner les députés libéraux. Cette semaine, l'arrivée de 200 étudiants déguisés en clowns sur le parterre de HEC Montréal a forcé le premier ministre Jean Charest à se cloîtrer dans un local une heure durant, reportant d'autant son allocution.

Même si rien ne garantit qu'il soulèvera l'indignation, ce manège a l'avantage de ne pas affaiblir les troupes et de garder en réserve les munitions de grève en vue d'un moment opportun.

Mais pourquoi cet apparent manque de ferveur étudiantin? Parce qu'il est encore tôt et que ceux qui avaient imaginé voir serpenter un cortège de manifestants gueulards dès les premiers jours de septembre ont fantasmé sur une utopique révolution. Peut-être

aussi parce que la graine de révolte semée en 2005 a épuisé une bonne partie des forces, qui se souviennent avec amertume du système de reprise des cours imposé pour récupérer les nombreux jours de grève. Peut-être enfin parce que la cause d'alors -- un irrévérencieux transfert de bourses en prêts sorti du chapeau gouvernemental tel un lapin miteux -- revêtait un caractère odieux qu'un habile et lent dégel des droits de scolarité ne porte pas.

Il y a pourtant, en périphérie de la hausse des droits, une cause explosive: celle des frais afférents, à propos de laquelle la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, mène actuellement une consultation. Depuis 1994, année du gel des droits, les universités pratiquent une augmentation moyenne de 17 % par année de ces droits «autres», magnifique fourre-tout qui comprend tout et n'importe quoi.

Entre McGill et sa lourde facture de 1097 \$ exigés en 2006-07 et les 206 \$ demandés par l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, les universités du Québec exigent en moyenne 657 \$ de frais afférents. Au Canada, la même année, cette moyenne s'élevait à 619 \$.

En 2003 déjà, les libéraux avaient promis une loi-cadre pour stopper l'escalade insensée de ces frais parallèles. La FEUQ en avait fait un cheval de bataille qu'elle avait laissé tomber à la faveur d'un brouillard politique. La consultation de la ministre et la promesse gouvernementale d'encadrer ces frais ne sont pas superflues. Elles devraient permettre de limiter l'appétit de certaines universités qui pratiquent ainsi un double dégel par la petite porte d'en arrière.

Depuis 2002, les collèges, de concert avec leur fédération étudiante et le ministère, ont fixé certains plafonds pour éviter la démesure. Voilà un modèle invitant.

La hausse des droits de scolarité et l'augmentation galopante des frais afférents mènent à un constat banal: le besoin pressant d'argent neuf dans la cour de l'enseignement supérieur. À cet égard, afin de nourrir la voracité des universités, Québec doit vite préciser comment seront répartis les transferts fédéraux -- 188 des 800 millions promis en 2008-09 -- en plus de circonscrire ce double dégel pratiqué en douce.

LA PRESSE : Les universités sauvées par les études à temps partiel - Le vendredi 05 octobre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

Les étudiants privilégient de plus en plus les études à temps partiel à l'université. Pour la première fois depuis 10 ans, le nombre d'étudiants inscrits à temps plein est en baisse aussi bien au baccalauréat qu'à la maîtrise et au doctorat.

La croissance du nombre d'inscriptions dans les universités repose donc entièrement cette année sur la hausse constante du nombre d'étudiants à temps partiel. L'augmentation est particulièrement importante aux deuxième et troisième cycles, où elle atteint respectivement 8% et 7,6%.

Au total, les universités accueilleront ainsi cet automne un peu plus de 250 000 étudiants, un gain de 0,6% par rapport à 2006.

La situation varie toutefois beaucoup d'un établissement à l'autre. L'Estrie concentre à la fois les pires et certains des meilleurs résultats. L'Université Bishop a perdu 13% de sa clientèle étudiante cette année, alors que celle de l'Université de Sherbrooke a fait un bond de 5%. Les trois universités francophones les plus populaires du Québec - l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'UQAM - déplorent toutes des baisses d'effectifs.

Enfin, les données dévoilées hier confirment une tendance observée depuis le début des années 90: la féminisation des classes universitaires.

Les femmes comptent désormais pour 57,8% des effectifs totaux. Elles ne sont minoritaires qu'au doctorat.

LA TRIBUNE : Inscriptions: l'UdeS domine au Québec - Le vendredi 05 octobre 2007

Albert Bérubé, La Tribune, Sherbrooke

L'Université de Sherbrooke domine une fois de plus le Québec avec la plus forte hausse du nombre d'inscriptions d'étudiants cet automne, soit 5,3 %, mais le portrait est beaucoup moins rose pour l'université Bishop's, qui enregistre une perte de clientèle de 13 %, soit la pire au Québec.

La hausse d'inscriptions à l'UdeS est marquée à tous les cycles, soit 4,7 % au premier cycle, 5,2 % au deuxième, et 16 % au troisième, selon les données dévoilées jeudi par la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec.

Selon les statistiques de fréquentation compilées chaque automne, l'effectif étudiant de l'UdeS a augmenté de 24 % en six ans, passant de 15 733 en 2002 à 18 518 en 2006, puis à 19 506 en 2007.

L'université anglophone sherbrookoise Bishop's accuse de son côté une perte de clientèle inquiétante de 13 %. Elle ne compte plus que 2254 étudiants cet automne, dont 1816 à temps plein et 438 à temps partiel. À l'automne 2006, elle en avait 2101 à temps plein et 495 à temps partiel.

Le recteur de l'UdeS, Bruno-Marie Béchar, est évidemment très heureux de la hausse de clientèle. «Notre leadership en matière de régime coopératif alternant travail et études, le libre accès au transport en commun urbain, notre approche humaine et notre capacité d'innovation expliquent notamment cet engouement».

«Nous attirons des étudiants de partout au Québec, puisque 80 % d'entre eux proviennent de l'extérieur de l'Estrie», souligne le recteur. Selon lui, «il y a du rattrapage à faire au Québec» et il y a encore place à la croissance. «À population égale, on forme deux fois moins de diplômés universitaires qu'en Suisse, qu'en Belgique», dans un monde où pourtant «les emplois sont de plus en plus spécialisés».

L'UdeS s'est taillé une réputation enviable. L'automne dernier, une étude du quotidien *Globe and Mail* auprès des étudiants universitaires révélait que l'UdeS était la mieux cotée au pays, pour une troisième année de suite. Le classement de la revue *Maclean's* allait dans le même sens.

Le porte-parole de Bishop's, David McBride, a rappelé à *La Tribune* que l'université s'attendait à une baisse et qu'elle étudiait des mesures de redressement.

«On est en train de faire un examen de tous nos programmes académiques, précise-t-il, et on élabore une stratégie de recrutement». Le site Internet de l'université sera actualisé fin décembre début janvier pour être plus attrayant, et le recrutement se poursuivra. «On va travailler au Québec dans les cégeps. Aussi, il y a une croissance d'étudiants en Ontario».

À l'heure actuelle, fait remarquer M. McBride, «environ 55 % des étudiants de Bishop's viennent de l'extérieur du Québec».

CYBERPRESSE : Légère hausse des inscriptions dans les universités - Le jeudi 04 octobre 2007

Rollande Parent, La Presse Canadienne, Montréal

Le nombre d'étudiants inscrits à temps plein et à temps partiel dans les 18 établissements universitaires québécois, au trimestre d'automne 2007, est en hausse de 0,6 pour cent par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier et totalise 257 801 inscriptions.

La situation est cependant très variable d'un établissement à l'autre. Deux institutions se démarquent: l'Université de Sherbrooke dont le nombre d'inscriptions a fait un bond important et, à l'inverse, l'Université Bishop où des diminutions marquées ont été enregistrées.

Pour l'automne 2007, le Québec compte un total de 168 651 étudiants universitaires à temps plein et 89 150 à temps partiel, révèlent les données préliminaires sur les inscriptions rendues publiques jeudi par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec.

Toutefois, pour la première fois depuis dix ans, la clientèle étudiante inscrite à temps plein connaît un léger recul, de deux pour cent, attribuable en grande partie aux étudiants de deuxième cycle. Pour ce qui est des inscriptions à temps partiel, une hausse de 2,1 pour cent est observée qui se manifeste surtout au deuxième cycle (de 8 pour cent) et au troisième cycle (de 7,4 pour cent).

Autre élément à souligner: les femmes dominent aux inscriptions. Elles comptent cette année pour 57,8 pour cent des effectifs totaux, dont 56,2 pour cent à temps plein et 60,8 pour cent à temps partiel.

L'Université de Sherbrooke enregistre une croissance de 4,7 pour cent des inscriptions au premier cycle, de 5,2 pour cent au deuxième cycle et de 16 pour cent au troisième cycle. Le recteur Bruno-Marie Béchar a fait remarquer, dans un communiqué, que non seulement le pouvoir d'attraction de l'Université de Sherbrooke se poursuit, mais que celle-ci est «la plus québécoise des universités» du fait que 80 pour cent des étudiants proviennent de l'extérieur de l'Estrie.

À l'Université Bishop, on enregistre des baisses de 12,98 pour cent du nombre d'inscriptions au premier cycle et de 19,2 pour cent au deuxième cycle. Il est probable que la grève survenue dans cette institution à compter du 28 juin dernier, suivie d'un lock-out le 26 juillet, a eu un effet négatif sur les inscriptions, d'autant plus que la reprise normale des activités n'est survenue que quelques jours avant la mi-août.

Du côté de l'École nationale de l'administration publique (ENAP), les étudiants affluent. Ils sont plus nombreux de 7,7 pour cent au deuxième cycle et de 25 pour cent au troisième cycle. À l'École de technologie supérieure (ETS), il y a une augmentation de 16,4 pour cent du nombre d'étudiants au troisième cycle, tandis qu'à Polytechnique la croissance pour ce niveau d'études est de 10,3 pour cent.

Finalement dans le réseau de l'Université du Québec, la hausse enregistrée au premier cycle se situe à 0,4 pour cent, celle au deuxième cycle à 3,8 pour cent tandis que le troisième cycle attire 5,4 pour cent de plus d'étudiants que l'automne dernier.

MÉTRO : Vote de grève au cégep du Vieux-Montréal : les étudiants disent non à 59% - jeudi 04 octobre 2007

Vote de grève au cégep du Vieux-Montréal

Les étudiants disent non à 59 %

ÉDUCATION. Les étudiants du cégep du Vieux-Montréal ont décidé à 59 % de ne pas ouvrir le bal d'une éventuelle grève générale cet automne.

Traditionnellement très militants, quelque 1 300 étudiants ont participé à l'assemblée, cette semaine.

Les étudiants du cégep du Vieux-Montréal figurent parmi les premiers à se pro-

noncer sur un mandat de grève générale illimitée, pour dénoncer la hausse des droits de scolarité et revendiquer la gratuité scolaire.

De l'aveu même du responsable général de l'association étudiante, François Forcier, on espérait qu'un vote favorable donnerait une impulsion à d'autres cégeps et universités.

LA PRESSE CANADIENNE



Non à la grève au Cégep du Vieux-Montréal

Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont voté à 59 % contre le recours à une grève illimitée cet automne afin de protester contre la hausse des frais de scolarité comme l'avait annoncé en mars dernier le gouvernement Charest.

Pour les cinq prochaines années, les étudiants devront déboursier 100 \$ de plus chaque année en frais de scolarité. Il s'agit d'une augmentation de 30 %.

Le résultat du vote des étudiants du Cégep du Vieux-Montréal a déçu le responsable de l'Association Générale Étudiante du Cégep, François Forcier. « Les étudiants se souvenaient de la grève générale de 2005 qui visait essentiellement à dénoncer la suppression l'année précédente de 103 millions \$ au régime de prêts et bourses. Cette grève avait duré deux mois avec comme conséquence d'allonger la session du printemps », croit-il.

De plus, plusieurs étudiants n'avaient pas obtenu la remise de ce montant dans le programme d'aide financière aux études. M. Forcier croit qu'un vote favora-

ble aurait donné une impulsion à d'autres cégeps et universités qui sont appelés à voter d'ici la mi-octobre.

Toutefois, le militant étudiant souligne que ses membres pourraient être invités à reconsidérer leur position si d'autres institutions d'enseignement optent pour la grève au cours des prochaines semaines. À l'heure actuelle, seule l'Assemblée facultaire des étudiants en sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal a en poche un mandat de grève, adopté jeudi dernier avec une majorité de 62 pour cent sur près de 700 membres présents à la fin de la réunion. Une semaine plus tôt, les étudiants de l'Université du Québec en Outaouais avaient quant à eux rejeté une proposition similaire. (Presse canadienne/ICG)



Les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal n'ont pas l'intention d'adhérer au mouvement de débravants. - photo Archives



RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : Non à une grève - Mise à jour le mercredi 3 octobre 2007 à 11 h 09

Les étudiants de Cégep du Vieux-Montréal ont voté à 59 % contre le recours à une grève illimitée cet automne afin de protester contre la hausse des droits de scolarité annoncée en mars dernier par le gouvernement Charest et de réclamer la gratuité scolaire.

C'est que les étudiants devront déboursier annuellement 100 \$ de plus en frais de scolarité au cours des cinq prochaines années. Une augmentation de 30 % au total.

Environ 1300 étudiants réunis en assemblée générale, soit 20 % de la population étudiante de l'établissement collégial, se sont prononcés.

Le responsable général de l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM), François Forcier, est déçu du résultat du vote.

Selon lui, les cégepiens ont en mémoire la grève générale de 2005 qui visait principalement à dénoncer la suppression l'année précédente de 103 millions au régime de prêts et bourses. Elle avait duré deux mois avec comme conséquence d'allonger leur session du printemps. De plus, les étudiants n'avaient pas obtenu la remise de ce montant dans le programme d'aide financière aux études.

M. Forcier croit que les membres de l'AGECVM pourraient changer leur fusil d'épaule dans les prochaines semaines si d'autres établissements décident de déclencher la grève.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : L'automne étudiant se refroidit - Le combatif Cégep du Vieux-Montréal rejette le recours à la grève générale - Édition du mercredi 03 octobre 2007

Clairandrée Cauchy

Photo: Jacques Nadeau

Terreau fertile au militantisme étudiant s'il en est un, le cégep du Vieux-Montréal n'ouvrira pas le bal d'une éventuelle grève générale cet automne. La campagne de mobilisation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) est à peine lancée qu'elle semble déjà avoir du plomb dans l'aile. L'assemblée générale des étudiants du cégep du Vieux-Montréal a rejeté lundi, dans une proportion de 59 %, l'idée de déclencher une grève générale illimitée lorsque sept associations étudiantes réunissant plus de 25 000 étudiants seront prêtes à la faire. Quelque 1300 étudiants participaient à l'assemblée, soit environ 20 % de la population étudiante.

Ce n'est pas un hasard si le cégep du centre-ville, traditionnellement très militant, figure parmi les premiers à se prononcer sur un mandat de grève générale illimitée, pour dénoncer la hausse des droits de scolarité de 30 % en cinq ans et revendiquer la gratuité scolaire. De l'aveu même du responsable général de l'association étudiante, François Forcier, on espérait qu'un vote favorable donnerait une impulsion à d'autres cégeps et universités appelés à voter d'ici la mi-octobre.

« Quand on est les premiers à porter le drapeau, c'est peut-être plus difficile, cela a pu faire peur à certains », est forcé de constater M. Forcier, conscient que le message qui sera probablement décodé sur les autres campus risque de se résumer à « même le Vieux-Montréal ne part pas en grève ».



Ce n'est peut-être que partie remise, estime cependant le militant étudiant. Il souligne que ses membres pourraient être invités à reconsidérer leur position si d'autres institutions d'enseignement optent pour la grève au cours des prochaines semaines. Si ce n'est pas cet automne, ce sera peut-être à l'hiver. « Lors de la dernière grève, en 2005, la mobilisation avait commencé à l'automne

[contre les compressions dans l'aide financière] pour continuer à l'hiver», poursuit M. Forcier.

Il constate que plusieurs cégépiens se rappellent encore la dernière grève générale de 2005, qui leur a valu une fin de session intense et une déception pour ceux qui espéraient obtenir davantage que la remise des 103 millions coupés dans l'aide financière. Une deuxième assemblée générale, celle du cégep de Trois-Rivières, a rejeté hier l'idée de faire une grève. Dans une proportion de 61 %, les étudiants ont refusé de déclencher un boycottage des cours si la grève venait à décoller dans sept autres cégeps. «On a senti que les gens n'étaient pas prêts à faire la grève maintenant, mais qu'ils ne l'excluaient pas. Il considèrent qu'il faut une escalade des moyens de pression», explique la responsable des affaires socio-politiques à l'association étudiante, Gabrielle Caron-Bouchard. Précisons que cette association est membre de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) qui, contrairement à l'ASSE, ne prône pas une grève étudiante pour l'automne. Pour l'heure, seule l'Assemblée facultaire des étudiants en sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal a en poche un mandat de grève, adopté jeudi dernier avec une majorité de 62 % sur près de 700 membres présents à la fin de la réunion. Une semaine plus tôt, les étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) avaient quant à eux rejeté une proposition similaire.

L'ASSE garde le cap

Ce résultat a eu l'effet d'une «douche froide» sur les militants de l'ASSE, qui prennent cependant soin de préciser que l'association étudiante du Vieux-Montréal n'est pas membre de l'association nationale, mais plutôt sympathisante. «On prend cela comme un signal», note le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais, précisant cependant que la composition de la population étudiante du cégep est en pleine mutation, ce qui contribuerait à faire mentir sa réputation. M. Gendron-Blais ajoute que le résultat au Vieux-Montréal a donné un coup de fouet aux troupes et que des militants, dont plusieurs provenant de l'AFESH-UQAM qui a voté en faveur de la grève, redoubleront d'ardeur au cours des prochains jours pour faire la promotion de ce moyen de pression sur les différents campus.

Un congrès de l'ASSE est prévu en fin de semaine pour faire le point sur la mobilisation. «S'il y avait y avoir un quelconque changement par rapport à la stratégie, cela se déciderait au congrès», fait valoir M. Gendron-Blais.

Plusieurs assemblées générales et consultations référendaires sur la grève devraient se tenir au cours des deux prochaines semaines. Ce sera notamment le cas dans trois associations de l'UQAM, où à la problématique de la hausse des droits de scolarité s'ajoute celle de la situation financière précaire de l'établissement.

De la compagnie pour Jean Charest

Ce peu d'engouement pour la grève ne signifie pas pour autant que c'est le calme plat sur le front étudiant. Environ 200 étudiants membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont perturbé hier la tenue d'une conférence de Jean Charest à l'École des Hautes études commerciales (HEC), forçant le premier ministre à retarder de plus d'une heure son allocution sur les relations intergénérationnelles.

Ces derniers, dont plusieurs étaient déguisés en clowns, dénonçaient la hausse des droits de scolarité et réclamaient un réinvestissement dans l'enseignement post-secondaire. «C'est aberrant de voir que ce gouvernement n'a pas de vision pour la jeunesse. On baisse les impôts et on augmente les frais pour l'université, les garderies, etc. Cela n'aide pas les jeunes ni la classe moyenne», soutient le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady.

Il promet que les ministres du gouvernement libéral auront de la compagnie lorsqu'ils s'aventureront sur les différents campus. «On va les suivre quand ils ne s'y attendent pas et on va les interpeller. [...] Tous les membres du gouvernement qui font fi des demandes des jeunes devront comprendre qu'ils sont minoritaires et que, pour revenir au pouvoir, ils n'auront pas d'autre choix que d'en tenir compte», poursuit M. Brady.

Le président de la FEUQ ne s'étonne pas outre mesure du peu de succès récolté jusqu'à présent par l'ASSE dans sa campagne pour une grève automnale. «C'est clair que les étudiants sont contre toute augmentation des droits de scolarité. Ils veulent prendre une session pour exercer une gradation des moyens de pression. Si Jean Charest continue d'être arrogant et refuse de les écouter, à l'hiver, quelques mois avant les élections, il devra revoir son plan d'action», affirme M. Brady.

CYBERPRESSE : Le Cégep du Vieux-Montréal rejette la grève générale - Le mercredi 03 octobre 2007

La Presse Canadienne, Montréal

Le militantisme étudiant a subi un recul ces jours-ci, les étudiants du cégep du Vieux-Montréal ayant décidé à 59 pour cent de ne pas ouvrir le bal d'une éventuelle grève générale cet automne.

Quelque 1300 étudiants participaient à l'assemblée, cette semaine, soit environ 20 pour cent de la population étudiante de ce collège du centre-ville, traditionnellement très militant.

Les étudiants du cégep du Vieux-Montréal figurent parmi les premiers à se prononcer sur un mandat de grève générale illimitée, pour dénoncer la hausse des droits de scolarité de 30 pour cent en cinq ans et revendiquer la gratuité scolaire. De l'aveu même du responsable général de l'association étudiante, François Forcier, on espérait qu'un vote favorable donnerait une impulsion à d'autres cégeps et universités appelés à voter d'ici la mi-octobre.

Toutefois, le militant étudiant souligne que ses membres pourraient être invités à reconsidérer leur position si d'autres institu-

tions d'enseignement optent pour la grève au cours des prochaines semaines.

Il constate que plusieurs cégépiens se rappellent encore la dernière grève générale de 2005, qui leur a valu une fin de session intense et une déception pour ceux qui espéraient obtenir davantage que la remise des 103 millions \$ coupés dans l'aide financière.

Une deuxième assemblée générale, celle du cégep de Trois-Rivières, a rejeté mardi l'idée de faire une grève.

Pour l'heure, seule l'Assemblée facultaire des étudiants en sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal a en poche un mandat de grève, adopté jeudi dernier avec une majorité de 62 pour cent sur près de 700 membres présents à la fin de la réunion. Une semaine plus tôt, les étudiants de l'Université du Québec en Outaouais avaient quant à eux rejeté une proposition similaire.

HEC Une manifestation étudiante perturbe un discours de Jean Charest



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©
Le passage de Jean Charest à l'École des hautes études commerciales de Montréal a attiré quelque 200 étudiants hier, venus manifester bruyamment leur opposition à la hausse de 500\$ sur cinq ans des droits de scolarité. Le carré de tissu rouge épinglé sur l'épaule – symbole de l'endettement étudiant – et la parole acide, les étudiants ont tenté sans succès d'interrompre le discours prononcé par le premier ministre à l'occasion d'un colloque sur les relations intergénérationnelles. Les étudiants promettent de multiplier les actions du genre au cours des prochaines semaines. À ce jour, une seule association a voté en faveur de la grève, mais d'autres auront à se prononcer cette semaine.

LA PRESSE : Nouveau pavillon et nouveaux programmes à John Abbott - Le mercredi 03 octobre 2007

Éric Clément, La Presse

Le cégep anglophone John Abbott vient de lancer un appel d'offres pour son nouveau pavillon des sciences et des technologies de la santé qui sera construit l'an prochain sur son campus de Sainte-Anne-de-Bellevue: un projet de 32 millions qui permettra d'enseigner la production bio-pharmaceutique, un programme jusqu'à présent jamais offert par un collège au Québec, a appris *La Presse*.

Le collège vient de publier une demande de candidature pour trouver un architecte qui préparera les plans et devis requis pour la construction du pavillon au coût de 25 millions, tandis que les équipements coûteront sept millions. L'édifice de 10 000 m², qui sera érigé au printemps prochain en s'inspirant de la certification LEED (bâtiment vert), incorporera des salles de classes et des laboratoires scientifiques.

Les sciences sont une spécialité du cégep: 20% des collégiens sont inscrits en sciences. Mais si le collège avait besoin de nouveaux laboratoires, il proposera aussi et surtout de nouveaux programmes dans ce pavillon.

John Abbott va en effet y enseigner un programme inédit en production bio-pharmaceutique. «Il n'existe actuellement aucun programme dans les cégeps pour les besoins de l'industrie pharmaceutique au niveau de la production, dit le directeur général du cégep, Keith W. Henderson. On a développé ce programme de toutes pièces avec notre collègue frère de l'Ouest-de-l'Île, Gérald-Godin. Le ministère a reconnu la nécessité de ce programme et en a autorisé l'existence.»

Le pavillon accueillera aussi le programme de soins infirmiers, populaire au cégep John Abbott, et un nouveau programme de soins pré-hospitaliers d'urgence. «C'est un programme de techniques ambulancières nouvelle vague formant des gens qui ont par la suite la possibilité de poser des actes par délégation médicale, comme cela existe ailleurs, dit M. Henderson. Pour l'instant, ce programme n'existe qu'au cégep de Sainte-Foy et au cégep Ahuntsic.»

Le collège va autofinancer la construction grâce à la vente récente de deux terrains qu'il possédait depuis des années à Pointe-Claire et qu'il a cédés pour 31,5 millions. Québec participera au financement des programmes et de l'équipement du pavillon. Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) annoncera prochainement une bonne nouvelle pour John Abbott. En effet, contrairement à d'autres cégeps, le collège a vu son nombre d'élèves augmenter sensiblement ces dernières années, atteignant plus de 5600 personnes à temps plein.

Du coup, le «devis scolaire» de 4500 élèves, la capacité théorique du collège utilisée comme référence depuis 1996 pour le financer, est largement dépassé et, à la demande répétée de M. Henderson, il sera bientôt révisé par Québec, ce qui apportera des fonds supplémentaires.

Environ 17% des élèves du cégep anglophone sont de langue maternelle française. Quelque 65% viennent de l'ouest de l'île de Montréal.

Violaine Ballivy, La Presse

On parle de plus en plus souvent mandarin dans les couloirs de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Un groupe de 25 étudiants chinois ne comprenant pas un mot de français a franchi des milliers de kilomètres pour venir suivre un baccalauréat... à Rouyn-Noranda! Un choix peut-être surprenant mais de moins en moins rare: les universités québécoises situées en région ont la cote à l'étranger.

Depuis deux ans, le nombre d'étrangers inscrits à Rouyn-Noranda a fait un bon spectaculaire de 83%. Les toutes dernières statistiques compilées par le réseau Université du Québec (UQ) révèlent que, depuis 2005, les étrangers sont plus nombreux dans huit de ses neuf établissements et que la croissance s'accroît étonnamment au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Montréal. L'Université du Québec à Chicoutimi compte 37% de plus d'étrangers qu'en 2005. Celle de Rimouski: 33%. Seule celle en Outaouais, près d'Ottawa, connaît une situation inverse.

Bien sûr, en chiffres absolus, la hausse apparaît riquiqui: elle ne représente que 44 étudiants à Rouyn-Noranda. Cela suffit toutefois à faire le bonheur des administrateurs de l'Université. Ils peuvent maintenant se vanter de compter 12% d'étrangers, un pourcentage comparable à celui de l'Université Concordia, souvent qualifiée de l'une des plus cosmopolites du Québec.

En région, cet afflux d'étudiants étrangers permet de maintenir certains programmes qui devraient autrement être abolis, faute d'un nombre suffisant d'inscriptions. «Sans eux, notre clientèle serait probablement en baisse puisque la population de Rouyn-Noranda est stable», constate Denis Martel, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche de l'UQAT. Au lieu de cela, le nombre d'étudiant croît d'environ 5% par année depuis 2002, si bien qu'il y a désormais une pénurie de logements à Rouyn Noranda.

L'UQAT a même dû mettre la population à contribution et posté sur son site Internet une petite annonce demandant à des familles d'accepter d'héberger des étudiants. Pas moins de 125 personnes ont proposé d'accueillir les 25 étudiants chinois à leur arrivée l'an dernier.

«Cela a changé la composition sociale de façon très intéressante. Toute la région s'est mobilisée pour les accueillir», note Daniel Coderre, vice-président de l'enseignement et de la recherche de l'UQ. Le succès est tel qu'en septembre prochain, ce ne sont pas 25, mais 50 nouveaux étudiants chinois que l'on prévoit accueillir pour les trois années de leur baccalauréat en multimédias. «C'est une chance exceptionnelle pour les Québécois de s'ouvrir sur le monde et d'être mieux préparés à la réalité d'aujourd'hui», note M. Coderre.

Intérêt économique

Il faut dire aussi que, au cours des prochains mois, les étudiants étrangers représenteront un intérêt économique accru aux yeux des universités. Les étrangers paient des droits de scolarité nettement plus élevés que les Québécois (environ 11 000\$ par année comparativement à 3000\$), un écart que les universités étaient tenues jusqu'à cette année de renvoyer à Québec en totalité.

Or, les règles ont changé. Le ministère de l'Éducation permet depuis septembre aux universités qui le désirent de hausser de 10% au maximum les droits de scolarité des étudiants étrangers, une somme qu'elles pourront conserver. «Le jeu est dangereux. Les universités qui haussent les droits de scolarité pourraient être frappées par une baisse de clientèle à la prochaine rentrée», observe Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. À ce jour, aucune université ne s'est prévalu de ce droit, mais plus d'une l'envisage sérieusement.

MANIF | FRAIS DE SCOLARITÉ

Charest se dérobe

PC | Quelques 200 membres de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) ont été incapables de se faire entendre par Jean Charest, hier midi.

Les étudiants manifestaient pour dénoncer l'inefficacité, selon eux, du dégel des frais de scolarité comme moyen de régler le sous-financement des universités.

Selon le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Jean-Patrick Brady, Jean Charest a retardé

son allocation d'une heure, au colloque «Face-à-face des générations» des HEC, pour éviter les manifestants. M. Brady considère que ce geste en dit long sur le courage politique du premier ministre.

Selon la secrétaire générale de la FAECUM, Julie Duchard, la hausse des frais de scolarité aura comme conséquence d'augmenter l'endettement de plus de 30 pour cent des étudiants universitaires bénéficiaires de l'aide financière. Elle précise que le premier ministre le sait et que cette décision unilatérale ne pourra que provoquer un face-à-face avec sa génération.



Des étudiants chahutent Charest

Un groupe d'étudiants manifestant contre le dégel des droits de scolarité a retardé une allocation du premier ministre Jean Charest hier à HEC Montréal.

P706

Discours de Jean Charest à HEC Montréal

200 étudiants jouent les troubles-fêtes

MARIE-EVE SHAFER
shafere@mtrou.quebec.com

Éducation Environ 200 étudiants ont perturbé hier midi le discours qu'a prononcé le premier ministre Jean Charest à HEC Montréal. Les membres de la Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM) ont manifesté pour dénoncer l'inefficacité, selon eux, du dégel des droits de scolarité pour régler le sous-financement des universités.

Augmenter l'endettement Selon la secrétaire générale de la FAECUM, Julie Bouchard, la hausse des frais de scolarité aura comme conséquence d'augmenter l'endettement de plus de 30% des étudiants universitaires bénéficiaires de l'aide financière. «Si on avait pu lui parler, on lui aurait demandé s'il a un plan pour améliorer la qualité de vie des jeunes ou



Les manifestants dénoncent le dégel des droits de scolarité et ses conséquences sur les étudiants.

s'il met de côté les jeunes pour s'attaquer à un électeur plus susceptible de voter libéral», a déclaré le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Jean-

Patrick Brady.

Il s'agissait de la première action-surprise des étudiants membres de la FEUQ. D'autres surviendront au cours du mois d'octobre, selon

M. Brady. «Pour ce qui est de la greve, quand on va sur le terrain, les étudiants nous demandent d'attendre un peu, a-t-il ajouté.

AVEC LA PRESSE CANADIENNE

24 HEURES : Les étudiants dénoncent Charest – Mercredi 03 octobre 2007

Les étudiants dénoncent Charest

Quelque 200 membres de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal ont été incapables de se faire entendre par Jean Charest, hier midi. Ils ont manifesté devant les HEC pour dénoncer l'inefficacité, selon eux, du dégel des frais de scolarité comme moyen de régler le sous-financement des universités. Selon le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec Jean-Patrick Brady, Jean Charest a retardé son allocution d'une heure, au colloque «Face-à-face des générations» des HEC, pour éviter les manifestants. M. Brady considère que ce geste en dit long sur le courage politique du premier ministre.

Selon la secrétaire générale de la FAECUM, Julie Bouchard, la hausse des frais de scolarité aura comme conséquence d'augmenter l'endettement de plus de 30 pour cent des étudiants universitaires bénéficiaires de l'aide financière. Elle précise que le premier ministre le sait et que cette décision unilatérale ne pourra que provoquer un face-à-face avec sa génération. (Presse canadienne)

CYBERPRESSE : Frais de scolarité: des étudiants dénoncent Charest - Le mardi 02 octobre 2007

Sylvain Larocque, Presse Canadienne, Montréal

Quelque 200 étudiants auront réussi mardi à retarder d'une heure le discours du premier ministre Jean Charest à HEC-Montréal, mais pas à le confronter directement.

M. Charest prenait part au colloque «Face à face des générations», dans le cadre du centième anniversaire de l'institution universitaire.

Pendant plus d'une heure, les manifestants ont scandé des slogans à l'entrée de l'atrium où avait lieu l'événement. Peu après 12h30, ils ont quitté dans l'ordre après que le service de sécurité leur eut demandé de sortir de l'édifice.

Sous la houlette de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), ils réclamaient le retour au gel des droits de scolarité. Plus tôt cette année, le gouvernement Charest les a plutôt augmentés, pour la première fois depuis 1994.

Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, a déploré que personne du gouvernement ne soit venu s'adresser aux protestataires.

«Alors qu'il y a des étudiants qui sont là pour lui parler d'équité intergénérationnelle, M. Charest décide, lui, que ça ne vaut pas la

peine de parler à des jeunes, mais bien plus à une élite d'affaires», a lancé M. Brady.

Déséquilibre fiscal

Dans son allocution, le premier ministre a à peine évoqué la manifestation, préférant vanter les réalisations de son gouvernement.

Au sujet du déséquilibre fiscal, Jean Charest a assuré qu'il s'agissait d'un «dossier qui est à peu près réglé» depuis le budget fédéral de mars dernier.

Même s'il se trouvait dans une institution d'enseignement, il n'a pas cru bon de mentionner que les provinces réclamaient toujours plus d'un milliard de dollars par année d'Ottawa pour l'éducation post-secondaire. Mais selon son entourage, la demande est tou-

jours valide et Québec espère que les conservateurs y répondront dans le prochain budget fédéral.

La ministre québécoise des Finances, Monique Jérôme-Forget, a discuté de la question avec son homologue fédéral, Jim Flaherty, lors d'une rencontre le mois dernier.

Selon la secrétaire générale de la FAECUM, Julie Bouchard, la hausse des droits de scolarité aura pour conséquence d'augmenter l'endettement de plus de 30 pour cent des étudiants universitaires bénéficiaires de l'aide financière.

La FEUQ représente 120 000 membres regroupés au sein de 15 associations étudiantes.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Dégel des droits de scolarité : Charest interpellé - Mise à jour le mardi 2 octobre 2007 à 15 h 38

Le premier ministre, Jean Charest, a été interpellé mardi à Montréal par des membres de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM). Les étudiants avaient organisé une manifestation devant l'édifice des HEC où le premier ministre participait au colloque « Face-à-face des générations ».

Les étudiants voulaient ainsi exprimer leur opposition au dégel des droits de scolarité, un moyen choisi par le gouvernement pour pallier le sous-financement des universités.

La secrétaire générale de la FAECUM, Julie Bouchard, estime que la hausse des droits de scolarité causera une augmentation de

30 % de l'endettement des étudiants universitaires bénéficiaires de l'aide financière.

Elle soutient que le premier ministre n'ignore pas ces conséquences et ajoute que cette décision unilatérale du gouvernement risque de provoquer un face-à-face avec sa génération.

Pour sa part, Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), affirme que les étudiants ne resteront pas passifs face au « charcutage libéral de l'éducation ».

La FEUQ compte quelque 120 000 membres regroupés autour de 15 associations étudiantes.

TQS.CA : Frais de scolarité: des étudiants dénoncent Charest - Le mardi 02 octobre 2007

La Presse Canadienne, Montréal

Des membres de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) ont voulu se faire entendre par Jean Charest, mardi midi.

Les étudiants ont manifesté pour dénoncer l'inefficacité, selon eux, du dégel des frais de scolarité comme moyen de régler le sous-financement des universités.

Jean Charest participait au colloque «Face-à-face des générations» aux HEC.

Selon le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Jean-Patrick Brady, Jean Charest a retardé son allocution d'une heure, au colloque "Face-à-face des générations" des HEC, pour éviter les manifestants. M. Brady considère que ce geste en dit long sur le courage politique du premier ministre

Selon la secrétaire générale de la FAECUM, Julie Bouchard, la hausse des frais de scolarité aura comme conséquence d'augmenter l'endettement de plus de 30 pour cent des étudiants universitaires bénéficiaires de l'aide financière. Elle précise que le premier ministre le sait et que cette décision unilatérale ne pourra que provoquer un face-à-face avec sa génération.

Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), reproche à Jean Charest d'avoir choisi de ne s'adresser qu'à l'élite des affaires lors du colloque. Selon le président de la FEUQ, les étudiants ne resteront plus silencieux devant le «charcutage libéral de l'éducation».

La FEUQ représente 120 000 membres regroupés sous 15 associations étudiantes.

LE SOLEIL : Droits de scolarité : le mouvement étudiant se prépare à la grève - Le mardi 02 octobre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Le mouvement étudiant chemine lentement — mais sûrement, disent-ils — vers la grève pour s'opposer au dégel des droits de scolarité. Une première association étudiante, à l'UQAM, a voté en faveur du débrayage. Une quinzaine d'autres, un peu partout au Québec, se prononceront d'ici le 23 octobre.

Les 40 000 étudiants membres de la radicale Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) diront vraisemblablement oui à la grève générale illimitée d'ici l'Halloween. Reste à voir avec quel enthousiasme.

À Québec, l'association des étudiants d'anthropologie de l'Université Laval, qui vient de s'affilier à l'ASSE, tente de rallier les 17 associations qui, comme elle, disent prôner la gratuité scolaire.

Le pavillon De Koninck a déjà pris les couleurs du mouvement étudiant. Plusieurs activités sont organisées cette semaine par le comité de mobilisation pour la grève à l'Université Laval.

L'association d'anthropologie et ses 260 membres prendra son vote de grève le 10 octobre. L'autre partenaire de l'ASSE dans la région de Québec, l'association du cégep F.-X.-Garneau et ses 6000 étudiants, se prononcera à la fin octobre.

Les membres de l'ASSE ont convenu de ne déclencher la grève que lorsque sera atteint un seuil minimal de sept associations représentant au moins 25 000 étudiants.

Divisé en trois coalitions

La Fédération étudiante universitaires (FEUQ) plus modérée, mais comptant 120 000 membres, en est encore aux moyens de pression légers. Ce qui ne l'empêchera pas de manifester ce midi à Montréal pour dénoncer la présence de Jean Charest au colloque du 100e anniversaire de l'École des Hautes Études commerciales.

Déjà divisé, le mouvement étudiant voit naître une troisième coalition, pro-gel des frais de scolarité, formée d'associations indépendantes, comme la CADEUL de l'Université Laval et l'association de McGill, qui comptent à elles deux pas moins de 50 000 membres.

Mandat de grève à l'UQAM

Les étudiants revendiquent la gratuité scolaire

CATHERINE HANDFIELD

L'automne promet d'être chaud dans les cégeps et universités du Québec. Un mois après la rentrée, une première association étudiante s'est prononcée en faveur de la grève générale illimitée.

L'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) de l'UQAM, l'une des sept de l'établissement et probablement l'une des plus militan-

tes au Québec, a voté à 62 % en faveur de la grève, jeudi.

Mais les 5260 étudiants qu'elle représente ne délaisseront pas leurs cours dès lundi prochain. Ils attendront plutôt que les 15 autres associations chapeautées par leur syndicat, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), se prononcent sur la question.

Ce qui devrait être fait d'ici la fin d'octobre. Si sept d'entre elles (représentant au moins 25 000

des 40 000 étudiants) répondent par l'affirmative, la grève générale illimitée sera déclenchée pour les étudiants représentés par ces associations.

«Le message est clair: nous sommes plus que déterminés à partir en grève pour la gratuité scolaire. Que le gouvernement se le tienne pour dit», a averti le secrétaire à la coordination de l'AFESH, Alexandre Leduc.

Contrairement à la Fédération étudiante universitaire du Québec

(la plus importante), l'ASSE n'en a pas seulement contre la hausse des droits de scolarité de 100\$ par an. Pour elle, c'est la gratuité scolaire et rien d'autre. Elle exige également une amélioration des ressources et services en éducation postsecondaire ainsi qu'un meilleur service de garderie dans les cégeps et universités.

«Nous retournerons en classe quand le gouvernement acceptera nos revendications», a poursuivi M. Leduc.

Outre l'ASSE, d'autres associations étudiantes indépendantes ont voté pour un mandat de consultation en vue d'une grève. Quatre autres des sept associations facultaires de l'UQAM et les militants des cégeps du Vieux-Montréal et de Maisonneuve pourraient bien participer au mouvement.

Les étudiants du secteur des sciences de l'UQAM passeront au vote lundi, tandis que le cégep du Vieux-Montréal tranchera mercredi.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Hausse des droits de scolarité : un premier vote de grève à l'UQAM – Samedi 29 septembre 2007

HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ

Un premier vote de grève à l'UQAM

(PC) | Une première association étudiante universitaire s'est prononcée en faveur de la grève générale illimitée, pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Ce n'est cependant qu'à 62 pour cent que le mandat de grève a été accordé, au cours d'une assemblée générale des étudiants membres de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM.

Ce mandat de grève ne sera toutefois exercé que si au moins sept associations étudiantes — membres ou non de l'ASSE — représentant 25 000 étudiants adoptent un tel mandat.

Le gouvernement de Jean Charest a imposé une hausse des droits de scolarité de 100 \$ par an, et ce, pendant cinq ans. Il s'agira en bout de ligne d'une augmentation de 30 pour cent de ces frais.

RADIO-CANADA / MONTREAL : Hausse des frais de scolarité : L'UQAM part le bal... - Mise à jour le vendredi 28 septembre 2007 à 16 h 59

Le premier vote de grève générale illimitée pour protester contre la hausse des frais de scolarité provient de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Le mandat de grève a toutefois été accordé à seulement 62 % par les étudiants de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM lors d'un scrutin tenu en assemblée générale. En plus d'être issu d'une faible majorité, le mandat de grève est conditionnel au débrayage d'au moins 7 autres associations représentant au moins 25 000 étudiants.

Membre de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), l'association de l'UQAM a donné le coup d'envoi à ce mouvement de protestation que les étudiants promettent depuis que le gouvernement du Québec a annoncé le dégel des frais de scolarité.

D'autres assemblées sont prévues au cours des prochains jours. Les étudiants du secteur des sciences de l'UQAM se réunissent le 1er octobre et les élèves du Cégep du Vieux-Montréal feront de même le 3 octobre.

L'ASSE, qui regroupe plusieurs associations collégiales, avait prévu lancer un vaste débrayage le 15 octobre prochain, mais la date est encore sujette à changement. En plus de protester contre la hausse des frais de scolarité, l'ASSE réclame la gratuité scolaire.

Un mouvement divisé

La contestation étudiante est toutefois encore fragmentaire puisque la plus importante association étudiante, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), tente de trouver d'autres moyens de protester contre les hausses des frais. Sans exclure un recours à la grève, la FEUQ prévoit procéder de façon plus progressive. L'association amorcera sa campagne de protestation par des midis-causeries et des appels aux députés. La FEUQ représente 120 000 étudiants dans les universités du Québec alors que l'ASSE compte 40 000 membres principalement dans des cégeps.

Le gouvernement de Jean Charest a imposé une hausse annuelle de 100 \$ des frais de scolarité pour les 5 prochaines années. Une augmentation de 30 % à terme. Mais, les étudiants soutiennent que ces hausses, conjuguées aux augmentations des frais

afférents (photocopies, informatique, relevés, etc.) imposés par les établissements d'enseignement, gonflent leur facture au-delà de 30 %.

CYBERPRESSE / TQS.CA : Un premier vote de grève illimitée à l'UQAM - Le vendredi 28 sept 2007

Lia Lévesque, La Presse Canadienne
Montréal

Une première association étudiante universitaire s'est prononcée en faveur de la grève générale illimitée, pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Ce n'est cependant qu'à 62 pour cent que le mandat de grève a été accordé, au cours d'une assemblée générale des étudiants membres de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM.

«C'est un vote qui brise la glace. C'est comme une onde de choc. Là, dans toutes les autres assemblées générales qu'il va y avoir, les gens vont se référer à ce vote de grève-là. Et ça montre clairement que le mouvement est lancé et que c'est du sérieux», a opiné en entrevue Hubert Gendron-Blais, secrétaire aux communications de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).

Ce mandat de grève ne sera toutefois exercé que si au moins sept associations étudiantes - membres ou non de l'ASSE - représentant 25 000 étudiants adoptent un tel mandat, a précisé M. Gendron-Blais.

D'autres assemblées étudiantes sont d'ailleurs prévues le 1er octobre, pour le secteur des sciences de l'UQAM, et le 3 octobre, pour le Cégep du Vieux Montréal.

L'ASSE a évoqué jusqu'ici une grève générale qui serait déclenchée le 15 octobre, mais la date peut encore varier, a noté M. Gendron-Blais.

En plus de s'opposer à la hausse des droits de scolarité à l'université, l'ASSE réclame la gratuité scolaire à tous les niveaux. Le gouvernement de Jean Charest a imposé une hausse des droits de scolarité de 100 \$ par an, et ce, pendant cinq ans. Il s'agira en bout de ligne d'une augmentation de 30 pour cent de ces frais.

Mais les étudiants font valoir qu'ils subissent également une hausse des frais afférents, ces frais imposés par l'institution d'enseignement pour toutes sortes de raisons telles que les photocopies, l'informatique ou les relevés.

Autres étudiants

Le plus important regroupement d'associations étudiantes universitaires, la FEUQ, n'est toutefois pas rendu aux mandats de grève comme l'ASSE.

En entrevue, son président Jean-Patrick Brady a expliqué que des assemblées étudiantes se tenaient bel et bien, mais, pour l'instant, elles réitérent le refus de la hausse des droits de scolarité. Ces assemblées essaient de trouver d'autres solutions pour protester, n'entrevoiant la grève que comme dernier recours.

Certaines assemblées adoptent un plan d'action mais, pour le moment, celui-ci prévoit des «midis-causeries», des appels aux députés et des moyens de pression plus progressifs.

«Pour les prochaines semaines, pour nous, on ne voit pas encore les assemblées générales prendre position là-dessus (la grève). Mais il n'y a rien qui empêche, tout dépendant comment va la campagne, que, d'ici les prochaines semaines, il y ait certaines questions qui se posent sur la grève, à tout le moins pour quelques journées de grève», a commenté M. Brady.

Le ton pourrait donc durcir aussi à la Fédération étudiante universitaire du Québec, mais plus tard dans la session. «Tout dépendra de l'attitude du gouvernement. Si M. Charest est toujours aussi arrogant dans ses réponses, ce n'est pas impossible que les étudiants changent d'idée», a commenté M. Brady.

La FEUQ représente 120 000 étudiants dans les universités du Québec.

L'ASSE compte 40 000 étudiants, principalement dans les cégeps.

ASSÉ : Grève étudiante : premier mandat pour une chaude lutte à l'automne - Vendredi, 28 septembre 2007

Montréal, le 28 septembre 2007 – Un premier vote de grève a eu lieu hier à l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM.

Réuni-e-s en assemblée générale aujourd'hui, 27 septembre, les membres de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM) ont adopté à 62 % un mandat de grève générale illimitée.

La proposition adoptée est la suivante :

Que l'AFESH-UQAM se dote d'un mandat de grève générale illimitée qui sera effectif lorsqu'une assemblée générale de déclenchement de grève constatera au moins 7 associations représentant 25 000 membres se soient dotées d'un même mandat sur la base des conditions d'entrée dans la coalition de l'ASSÉ.

Que les stages et les cours préparatoires aux stages ne soient pas perturbés lors de la durée de la grève générale illimitée.

Pour : 430 (62 %)
Contre : 251 (36 %)
Abstention : 11 (2 %)

Marquant le début de la lutte pour une éducation gratuite de qualité, l'AFESH-UQAM (5 260 membres) est résolument engagée à partir en grève générale illimitée cet automne. D'ici le 23 octobre, 15 associations étudiantes se prononceront pour joindre le mouvement lancé par l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) qui a fixé, lors de son dernier Congrès, un plancher de 7 associations étudiantes représentant 25 000 étudiants et étudiantes comme condition au déclenchement de la grève. Chaque association décide des modalités quant au déclenchement.

Cette première prise de position formelle pour la grève générale illimitée à l'automne marque la volonté des étudiants et étudiantes de s'opposer à la hausse des frais imposée par les libéraux. « Le message est clair : nous sommes plus que déterminé-e-s à partir en grève pour la gratuité scolaire. Que le gouvernement se le tienne pour dit ! » avertit Alexandre Leduc, Secrétaire à la coordination de l'AFESH-UQAM.

Il n'est pas surprenant de voir une association étudiante de l'UQAM ouvrir la marche pour lutter contre le désengagement de l'État en éducation post-secondaire. « La classe politique n'a plus de vision de l'éducation, la direction de l'UQAM s'aplatventrit face à la ministre, c'est maintenant l'occasion qui est offerte à notre génération de montrer à la société québécoise que nous tenons à nos institutions publiques de qualité » s'insurge Alexandre Leduc. Les autres associations étudiantes de l'UQAM tiendront aussi des consultations sur la question lors de prochaines semaines, alors que professeur-e-s et employé-e-s de soutien ont déjà manifesté leur volonté préserver la mission sociale de l'université.

Au niveau de la mobilisation étudiante, une manifestation régionale a eu lieu hier à Sherbrooke pour clore la semaine régionale d'action du Sud-Est, montrant que la marche vers la grève est bel et bien entamée. De plus, mercredi dernier, l'Association des étudiantes et étudiants en anthropologie de l'Université Laval (AÉÉA-UL) a choisi de joindre l'association nationale, portant à seize le nombre d'associations membre de l'organisation (dont six membres universitaires).

Les consultations prévues au cours des prochaines semaines témoignent des convictions des étudiantes et étudiants à défendre l'éducation. « Le moyen d'action qu'est la grève générale illimitée



est aujourd'hui celui que nous avons choisi pour contrer les attaques au droit fondamental qu'est l'éducation. Nous serons présents et présentes dans toutes les associations qui décideront de consulter leurs membres sur les revendications et la grève proposés par l'ASSÉ » déclare Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications de l'ASSÉ

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

Consultations sur la grève générale illimitée (d'ici le 23 octobre)

1er au 5 octobre

► Association étudiante du secteur des sciences de l'UQAM (AESS-UQAM)

1er octobre

► Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM)

3 octobre

► Association générale étudiante d'urbanisme de l'UQAM (AGEUR-UQAM)

10 octobre

► Association facultaire étudiante de langues et de communication de l'UQAM (AFELLC-UQAM)

► Association des étudiantes et étudiants en anthropologie de l'Université Laval (AÉÉA-UL)

11 octobre

► Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM)

15 au 18 octobre

► Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL)

16 octobre

► Association générale étudiante du Cégep de Drummondville (AGECD)

► Société générale des étudiants et étudiantes du Collège de Maisonneuve (SoGÉÉCoM)

► Association étudiante du module de sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (AEMSS-UQO)

17 octobre

► Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS)

► Syndicat étudiant du Cégep de Marie-Victorin (SECMV)

► Association étudiante du module de science politique de l'UQAM (AEMSP-UQAM)

18 octobre

► Association générale étudiant des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEFLESH)

23 octobre

► Association étudiante du Cégep de Matane (AECM)

- 30 -

Renseignements : Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications : (514) 835-2444

Porte-parole de l'AFESH-UQAM : Alexandre Leduc, Secrétaire à la coordination : (514) 969-0679

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110.

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

LE DEVOIR : UQAM: un premier mandat de grève donné sans enthousiasme - Édition du vendredi 28 septembre 2007

Clairandree Cauchy

Le premier mandat de grève voté par une association étudiante est plutôt timoré. L'Association facultaire des étudiants de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH) a voté en faveur de la grève dans une proportion de 62 %, au terme d'une assemblée générale qui a duré près de six heures.

C'est la première association membre de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui mène une campagne pour une grève cet automne, à se prononcer. Plusieurs autres assemblées devraient suivre d'ici la mi-octobre. Une grève sera déclenchée seulement si sept associations, représentant plus de 25 000 étudiants, optent pour ce moyen d'action.

Des quelque 1100 étudiants présents au début, répartis dans deux salles, seulement 692 ont enregistré leur vote en début de soirée. L'ambivalence était palpable dans l'assemblée. Si la très large majorité des étudiants intervenant au micro endossaient les positions en faveur de la gratuité scolaire, d'un réinvestissement dans

l'éducation et plus particulièrement à l'UQAM, plusieurs mettaient en doute la pertinence d'une grève générale illimitée cet automne.

«S'il y a une grève et que le gouvernement laisse pourrir la situation en refusant de discuter, a-t-on pensé à la démobilitation étudiante qui s'ensuivra?», a lancé un étudiant.

Véronique Toutant a quant à elle fait valoir que la fébrilité n'était pas au rendez-vous. «Vous voyez dans cette salle, comme à l'université et dans la population en général, les gens ne sont pas prêts pour une grève.»

Des étudiants convaincus de la pertinence de la grève ont rétorqué qu'on ne pouvait attendre patiemment que l'air du temps soit favorable à la grève. «Un momentum, cela ne se sort pas de nulle part, cela se crée par des personnes qui veulent se battre pour une chose», a répliqué Andréanne Cossette-Viens. Force est de constater que la salle lui a donné raison.

Le porte-parole de l'AFESH, Alexandre Trudel, s'est quant à lui montré plutôt satisfait du vote, y voyant un premier pas vers une mobilisation plus large.

LE NOUVELLISTE : Nouveau président à l'AGÉ - Le vendredi 28 septembre 2007

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Le vice-président sortant aux affaires internes, Jonathan Fortier, a été élu hier, avec une confortable avance, à la présidence de l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières au terme d'un scrutin auquel seulement 11,01 % de 10 000 étudiants ont participé, soit 1101 répondants. Ce dernier a remporté 35 % du scrutin contre 27 % pour Jonathan Leblanc, et 12 % pour Kevin Marshall, ses deux adversaires.

C'est malgré tout une hausse de 4 % du taux de participation par rapport au dernier scrutin de l'AGÉ, signale le directeur général des élections, Jean-Benoit Turcotti.

Jonathan Fortier remplace ainsi Benoit Langlois qui avait démissionné de son poste avec fracas, en août dernier, pour protester contre ce qu'il a qualifié de "politicaillerie" au sein des associations

étudiantes du Québec dans les dossiers de la hausse des frais afférents et du dégel des frais de scolarité.

Dans le contexte, l'AGÉ avait décidé de tenir des élections générales sur tous les postes, cet automne.

Malgré cela, l'AGÉ a essuyé un désintérêt massif, il y a quelques jours, alors qu'à peine une centaine d'étudiants se sont présentés à son assemblée générale annuelle.

Le nouveau conseil d'administration de l'association étudiante aura du pain sur la planche, car plusieurs questions de gestion et d'administration sont en problème actuellement dans son organisation. La dernière année financière s'est soldée par des pertes d'exploitation du bar "1012" et du comptoir de services, tous deux sensés générer des revenus pour l'association. Quant aux revenus de la Chasse-Galerie (qui compte pour 50 % des produits de l'AGÉ), ils sont eux aussi sur une pente descendante.

Dans ce contexte difficile où il y a peu d'intérêt, le nouveau conseil d'administration devra aussi tenir une consultation sur les règlements généraux et déterminer avec quelle association étudiante provinciale l'AGÉ de l'UQTR entend s'associer. Le poste de vice-présidence aux affaires académiques, cycle supérieur, a été remporté par David Hounsounon. La vice-présidence aux affaires académiques, premier cycle, sera représentée par

Philip Hunsdale. François de Flore a été élu à la vice-présidence aux affaires socio-culturelles tandis qu'Alexandre Gauthier a remporté la vice-présidence aux affaires externes. Hanaëlle Huyez a décroché la vice-présidence aux communications et Jean-Philippe Ranger, la vice-présidence aux finances et développement. Marin Bellemare a pour sa part été élu au secrétariat général.

LA TRIBUNE : Frais de scolarité: les étudiants manifestent - Le jeudi 27 septembre 2007

Claude Plante, La Tribune, SHERBROOKE

Comme ils l'avaient promis, des étudiants sherbrookoïses ont entrepris une marche à Sherbrooke pour manifester contre la hausse des frais de scolarité universitaires décrétée en juin par le gouvernement Charest.

Jeudi après-midi, un groupe est parti du Cégep de Sherbrooke et un autre de l'Université de Sherbrooke. Le but était de converger vers le bureau du premier ministre et député de Sherbrooke Jean Charest, sur la rue King Ouest.

Selon les estimations du Service de police de Sherbrooke, les manifestants seraient au nombre d'une centaine.

Rappelons que cette manifestation d'associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke et du Cégep de Sherbrooke se veut un coup de semonce.

Celles-ci menacent de tenir une grève générale nationale illimitée à la mi-octobre, en raison de la hausse de 50 \$ des frais de scolarité universitaires par session.

LA PRESSE: Concordia rembourse ses étudiants étrangers - Le mercredi 26 septembre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

L'Université Concordia est allée trop vite en haussant les droits de scolarité de ses étudiants étrangers avant même d'avoir reçu le feu vert de son conseil d'administration.

La proposition n'a pas été approuvée tel que prévu. L'Université doit rembourser plusieurs dizaines de milliers de dollars facturés en trop à des centaines d'étudiants étrangers.

Les plans de l'Université Concordia ont été chamboulés la semaine dernière par la démission-surprise du recteur Claude Lajeunesse, au tout début de la réunion mensuelle du conseil d'administration. La rencontre a été interrompue sans que la proposition de hausser de 10 % les droits de scolarité des étudiants étrangers ait pu être entérinée par la direction. Or, l'augmentation avait déjà été inscrite sur les relevés envoyés à la fin du mois d'août. Elle avait été payée par bon nombre des 4500 étudiants étrangers du campus montréalais, la date limite pour s'en acquitter sans pénalité étant fixée au 30 septembre.

«Tous les étudiants qui ont déjà payé seront remboursés», a confirmé hier à *La Presse* Christine Mota, porte-parole de l'établissement. La somme déboursée en surplus - jusqu'à 500\$ pour un étudiant à temps complet - sera déduite à la prochaine inscription. Ceux qui le désirent pourront également demander à être remboursés en argent dès maintenant.

«C'est une très bonne nouvelle pour les étudiants, mais c'est malheureux de voir à quel point le dossier a été mal géré. Des erreurs graves ont été commises», a dénoncé Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Les sommes versées en trop n'ont pas été chiffrées par l'université hier. Au total, un peu plus de 300 000\$ auraient dû être recueillis d'ici la fin du mois, une fois tous les comptes réglés.

Un sursis de courte durée

Le sursis accordé au budget des étudiants pourrait d'ailleurs être de très courte durée. L'Université n'a pas renoncé à revoir ses tarifs, et la proposition sera de nouveau à l'ordre du jour du conseil d'administration le 18 octobre prochain.

«Deux avenues sont envisageables. Le comité des finances peut soit proposer à nouveau de hausser les frais pour le semestre d'automne (dans ce cas, il faudra envoyer de nouvelles factures aux étudiants), soit proposer que la hausse ne s'applique qu'à partir de la session d'hiver», a précisé Mme Mota.

Dans les deux cas, aucune consultation des étudiants n'est prévue, une situation que ces derniers dénoncent. «C'est un manque grave de transparence et de considération de la part de la direction», critique M. Brady.

Ces deux scénarios vont aussi à l'encontre d'un avis du comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études. Le CCAFE a recommandé aux universités d'attendre un an, soit septembre 2008, avant de profiter de la permission qui leur a été accordée par le ministère de l'Éducation de hausser d'au maximum 10% les droits de scolarité des étudiants étrangers. Annoncée tardivement, à la fin du mois de juin, «cette nouvelle mesure risque en effet de mettre en péril le budget serré d'un certain nombre de ces étudiants», craint le CCAFE.

À ce jour, Concordia est la seule à avoir entrepris des démarches en ce sens. Elle compte pouvoir bonifier son budget annuel d'un peu plus de 640 000\$.

LA PRESSE : La hausse des droits de scolarité refroidit les étudiants étrangers - Le mardi 25 septembre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

La cote de popularité du français auprès des étudiants étrangers est mise à l'épreuve. Les inscriptions ont chuté dans au moins deux universités cet automne, alors qu'un programme du ministère de l'Éducation destiné expressément à promouvoir la culture québécoise d'expression française vient d'être aboli.

L'Université de Montréal compte cet automne 87 étudiants étrangers de moins que l'an dernier dans ses classes de français. Jean-Marc Boudrias, doyen de la faculté de l'éducation permanente, y voit une conséquence directe de la décision du ministère de l'Éducation de mettre un terme à un programme qui permettait à tous les étudiants étrangers de payer les mêmes droits de scolarité que les Québécois pour se consacrer à l'apprentissage du français.

Le prix d'un cours de trois crédits est ainsi passé de quelque 260\$ en 2006-2007 à 1170\$ cette année. Seuls les étudiants inscrits à un programme de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat pourront continuer à bénéficier du tarif réduit et ce, pour un maximum de quatre cours de français.

«La plupart des étudiants étaient déjà inscrits quand la hausse a été annoncée publiquement. Plusieurs d'entre eux ne se réinscrivent pas à l'hiver», prévoit M. Boudrias. Il estime que la faculté d'Éducation permanente sera privée de revenus de près de 500 000\$ cette année. L'Université Laval aurait perdu cette année 21 étudiants pour les mêmes raisons, une baisse équivalant au quart des élèves ayant bénéficié l'an dernier du programme. «L'impact sera plus fort à la session d'été», craint Line Grisé, adjointe du vice-recteur aux études.



Promotion du français

«Le rayonnement du français et de la culture québécoise va en souffrir», soutient Pierre Lincourt, président de l'Association des écoles de français du Québec. «J'ai commencé à répandre la mauvaise nouvelle auprès de nos partenaires et la réaction est loin d'être positive», dit-il. M. Lincourt, qui dirige l'école de français de l'Université du Québec à Chicoutimi, appréhende une baisse de 20% des inscriptions l'été prochain, au profit des universités françaises. Plusieurs étudiants pourraient toutefois se tourner vers les écoles privées ou les universités McGill et Concordia dont les cours, non crédités, ne sont pas touchés par la hausse.

«Les ententes développées au fil des années pour encourager la venue des Américains et des Latino-Américains devront être complètement revues.»

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, on s'explique toutefois très mal ce mécontentement. «La révision du programme a été effectuée de pair avec tous les recteurs», assure Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre. «Il a été décidé que les sommes seraient mieux utilisées si elles étaient consacrées à des programmes plus généraux.» Le quota des bourses offertes à la discrétion des universités aux étudiants étrangers de deuxième et troisième cycles, peu importe le champ d'études, a ainsi été augmenté.

24 HEURES : Vers une grève générale – Vendredi 21 septembre 2007

Vers une grève générale

En ce début d'année scolaire, les collégiens et les universitaires ont la mèche courte. Ils ont envoyé un message bien clair au gouvernement du Québec en sortant massivement dans la rue pour réclamer une éducation accessible, gratuite et surtout de qualité.

Cette série de moyens de pression entrepris en 2006 semble mener les étudiants vers une grève générale.

«Le moment est venu de faire comprendre au gouvernement Charest que le recul ne viendra pas de notre part : un réinvestissement public massif dans l'enseignement est la seule option acceptable», prévient Jessica Boulangier, coordonnatrice du Conseil régional de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante.

Les associations membres de l'ASSE revendiquent aussi une amélioration de la qualité des ressources et services en éducation post-secondaire libre de l'entreprise du privé, incluant l'établissement d'un système de garde public

adapté à la condition étudiante.

«La semaine d'actions régionales rotatives de Montréal qui se termine aujourd'hui démontre la détermination des étudiants à s'organiser pour contrer la baisse des frais de scolarité imposée par le gouvernement libéral», ajoute la porte-parole du CRAM.

«L'irresponsabilité de l'État québécois en matière d'éducation post-secondaire atteint un seuil inégalé. On se mobilise pour réaffirmer la nécessaire prise en charge publique des institutions d'enseignement post-secondaire. Nous ne pouvons pas pour l'irresponsabilité gouvernementale», affirme à son tour David Tremblay, porte-parole du Comité de mobilisation de l'UQAM. (JCG)



Les collégiens et universitaires sont prêts à aller jusqu'à la grève générale.

- photo Rogério Barbosa



photo Rogério Barbosa

Des centaines d'étudiants ont marché au centre-ville pour envoyer un message bien clair au gouvernement Charest concernant, entre autres, la gratuité scolaire.



- photo Rogério Barbosa

Des étudiants de plusieurs collèges et universités se mobilisent pour faire entendre leurs revendications au gouvernement du Québec.

Initiation à la mobilisation



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

TIMIDE coup d'envoi de la mobilisation étudiante contre le dégel des droits de scolarité. Quelques 200 étudiants ont manifesté hier à Montréal, à l'invitation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), pour revendiquer la gratuité scolaire, un réinvestissement en éducation et un service de garde adapté aux parents étudiants. L'ASSE espère convaincre les étudiants d'entamer une grève générale illimitée vers la mi-octobre. Plusieurs militants rencontrés hier à la place Emile-Gamelin étaient cependant très sceptiques quant au degré de mobilisation. « On ne sent pas la même effervescence qu'en 2005, quand il y avait eu une grève contre les compressions dans les prêts et bourses. Les étudiants sont plus réticents à se mobiliser », a constaté Jean-Benoît Beland, de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

LE SOLEIL : Les jeunes libéraux à l'assaut des «asso» - Le jeudi 20 septembre 2007

Simon Boivin, Le Soleil, Québec

« Fini le temps où le PQ prenait toute la place dans les associations étudiantes ! » Le nouveau président de la Commission-Jeunesse du PLQ, François Beaudry, veut multiplier les clubs politiques libéraux dans les cégeps et les universités pour mieux y diffuser la philosophie libérale.

Au fil des ans et des débats, « ce qu'on a remarqué, c'est que le PQ est très fort, très présent dans les associations étudiantes », note M. Beaudry, avocat de 24 ans.

À son avis, les jeunes libéraux ont négligé de s'approprier un espace dans les débats à l'intérieur des institutions d'enseignement qui accueillent les 16 à 25 ans. D'où son intention de faire passer, au cours de son mandat d'un an, le nombre de clubs politiques libéraux d'une demi-douzaine à 20 dans le réseau de l'éducation.

« C'est un endroit où il y a des discussions, des débats, des activités, dit le nouveau président. Je suis partisan de l'argumentation. Ce n'est pas un endoctrinement de jeunes. Il y a un militantisme qui peut être plus fort, mais l'objectif est la discussion. »

Les étudiants tentés par l'expérience auront peut-être aussi envie de s'impliquer dans les associations étudiantes, qui sont une « force politique ». Et d'y faire valoir des points de vue qui sont moins souvent défendus, présenter un autre côté de la médaille. « L'idée n'est pas de s'afficher : on est des libéraux, on prend le contrôle, poursuit M. Beaudry. On adhère à une philosophie endossée par les libéraux, on est sympathique à l'idée, on veut s'impliquer dans l'association étudiante. Je ne veux pas faire un combat. Ça se fait par le raisonnement. »

La Commission-Jeunesse du PLQ devra cibler les institutions qui autorisent les clubs politiques, ce qui n'est pas le cas partout. Elle proposera ensuite une « trousse » pour aider les intéressés à implanter un club dans l'établissement qu'ils fréquentent. Cela contient « une personne-ressource, des trucs, des astuces pour convaincre, aller discuter s'il y a un peu de résistance », énumère M. Beaudry.

« Il y avait vraiment une lacune à ce niveau-là, souligne-t-il. On n'allait pas chercher, on n'allait pas mobiliser. C'est vraiment le PQ qui était fort au niveau provincial. »

ASSÉ : Actions étudiantes à Montréal vers la grève générale illimitée - Mardi, 18 septembre 2007

Montréal, le 18 septembre 2007 – L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) accentue la marche vers la grève pour la gratuité scolaire et organise une seconde semaine d'actions régionales rotatives. La mobilisation étudiante se concentre en effet vers Montréal où des actions auront lieu toute la semaine, dont une manifestation régionale ce mercredi 19 septembre. L'escalade des moyens de pression entamée depuis octobre 2006 nous rapproche de plus en plus d'une lutte directe pour une éducation accessible, gratuite et de qualité.

La semaine d'actions régionales rotatives de Montréal marque un pas de plus dans la construction d'un mouvement de lutte étudiante pour la gratuité scolaire. Suite à la semaine d'actions dans Laval, les Laurentides et Lanaudière, le Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM) se mobilise pour une éducation gratuite, publique et de qualité. « Nous allons faire comprendre au gouvernement Charest que le recul ne viendra pas de notre part : un réinvestissement public massif est la seule option acceptable » avertie Jessyka Boulanger, coordonnatrice du CRAM. Les associations étudiantes membres de l'ASSÉ revendiquent aussi une amélioration

tion de la qualité des ressources et services en éducation post-secondaire libre de l'emprise du privé, incluant l'établissement d'un système de garde public adapté à la condition étudiante.

La semaine d'actions régionales rotatives de Montréal montre la détermination des étudiants et étudiantes à s'organiser pour contrer la hausse des frais de scolarité imposée par le gouvernement libéral. Alors que les premiers jours de la semaine sont consacrés à la mobilisation sur les campus, une manifestation régionale aura lieu ce mercredi à 14h30. Des actions symboliques locales marqueront la fin de la semaine pour rappeler au gouvernement libéral que les étudiants et étudiantes sont prêts et prêtes à lutter pour le droit universel à une éducation de qualité. La semaine prochaine sera consacrée aux actions étudiantes dans le Sud-Est ; une manifestation régionale aura lieu à cet effet le 27 septembre prochain à Sherbrooke.

L'irresponsabilité de l'État québécois en matière d'éducation post-secondaire atteint aujourd'hui un seuil inégalé : les étudiants et étudiantes se voient injustement imposer le fardeau du financement d'un système délaissé par les gouvernements successifs. Entre autres, la hausse des frais afférents à l'UQÀM n'est que la pointe de l'iceberg de l'hypocrisie gouvernementale : « Les étudiants et étudiantes se mobilisent pour réaffirmer la nécessaire prise en charge publique des institutions d'enseignement post-secondaire : nous ne paierons pas pour l'irresponsabilité gouvernementale » affirme David Tremblay, porte-parole du Comité de mobilisation de l'UQÀM.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

Actions à venir au CRAM (du 17 au 21 septembre)

Lundi 17 septembre et mardi 18 septembre

Journées de mobilisation dans les associations étudiantes locales de la région montréalaise.

Mercredi 19 septembre

Manifestation étudiante régionale pour une éducation publique de qualité.

Point de presse à l'angle des rues Berri et Ste-Catherine (coin nord-est, parc Émilie-Gamelin).

- **Contact** : Jessyka Boulanger, coordonnatrice du CRAM

Jeudi 20 septembre

Actions symboliques dans les associations étudiantes locales

Association générale étudiante de Bois-de-Boulogne (AGEBdB)

- **Contact** : Arnaud Theurillat-Cloutier, (514) 332-3000 poste 7580

Comité de mobilisation de l'UQÀM (Mob-UQÀM)

- **Contact** : David Tremblay, (514) 238-4016

Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM)

- **Contact** : Gabrielle Provost, (514) 982-0496

Société générale des étudiants et étudiantes du Collège de Maisonneuve (SOGÉÉCOM)

- **Contact** : Stéphanie Thibault, (514) 253-9898

Groupe d'action et de sensibilisation au pouvoir étudiant de McGill

- **Contact** : (514) 918-8716

Vendredi 21 septembre

Journée de mobilisation dans les associations étudiantes locales de la région montréalaise

- 30 -

Renseignements : Hubert Gendron-Blais, Ssecrétaire aux communications, (514) 835-2444

Porte-parole régionale : Jessyka Boulanger, coordonnatrice du CRAM, (514) 918-8716

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

LA PRESSE : Hausses en vue pour les étudiants étrangers - Le mardi 18 sept 2007

Violaine Ballivy, La Presse

Les étudiants étrangers de l'Université Concordia devront revoir leur budget: l'établissement souhaite hausser de quelque 1000\$ par an les droits de scolarité qui leur sont facturés. La proposition sera débattue ce matin par le conseil d'administration et, si elle est adoptée, sera appliquée aussitôt, a appris La Presse.

L'Université Concordia serait ainsi la première à profiter des modifications apportées aux règles fixant les droits de scolarité, annoncées à la fin de juin par le ministère de l'Éducation, et qui permettent aux universités de relever de 10% le prix de chaque crédit facturé à un étudiant étranger.

Si la mesure est adoptée ce matin, le coût maximal d'une année d'études à temps plein passera de quelque 11 000\$ à 12 000\$ par année au baccalauréat et à la maîtrise, et de 10 000\$ à 11 000\$ au doctorat (excluant les droits afférents).

Riche de quelque 4000 étudiants non canadiens, l'établissement montréalais prévoit que cette mesure lui permettra de recueillir 640 000\$ de plus cette année que l'an dernier.

Le changement risque toutefois de faire bien des remous dans un milieu déjà à fleur de peau. Cette hausse de 10% s'ajoutera à celle de 5% annoncée à l'été par le ministère de l'Éducation qui est apparue cet automne sur la facture de tous les étudiants étrangers au Québec.

«Les étudiants étrangers feront face à une augmentation énorme que plusieurs ne pourront pas assumer. La moitié d'entre eux éprouvait déjà des difficultés financières l'an dernier, affirme Noah Stewart, porte-parole de l'Union des étudiants de Concordia. Il y aura certainement une baisse des effectifs provenant des pays en voie de développement, qui ne pourront plus se payer des études ici.»

Étudiants non consultés

M. Stewart déplore que les étudiants n'aient pas été consultés sur le sujet par l'administration de l'Université et affirme la hausse

apparaît déjà sur certaines factures, même si la motion n'a pas encore été entérinée par le conseil d'administration.

«La décision est non seulement inacceptable, mais elle a été prise dans des conditions qui manquent totalement de transparence», a commenté hier Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Cette majoration, si elle se confirme ce matin, ira aussi à l'encontre d'un avis du comité consultatif sur l'accessibilité aux études qui a recommandé aux gestionnaires des universités d'attendre un an avant d'appliquer la hausse. «L'annonce très tardive de cette nouvelle mesure risque en effet de mettre en péril le budget serré d'un certain nombre de ces étudiants», lit-on dans un avis publié la semaine dernière par le Comité.

À Concordia, on souligne toutefois que le changement était prévisible, puisqu'il répond à une demande maintes fois répétée publiquement. «Nous réclamions depuis très longtemps la possibilité d'avoir des subventions additionnelles pour assumer les frais très importants associés à la présence d'étudiants étrangers», a indiqué à *La Presse* Christine Mota, porte-parole de l'établissement. Cette somme sera consacrée au recrutement d'étudiants à l'international et aux services déjà offerts aux étrangers sur le campus.

Moyens de pression

Les étudiants évalueront au cours des prochains jours quels moyens de pression seront fournis pour faire reculer l'Université. "Des manifestations auront certainement lieu bientôt", dit M. Stewart.

L'automne s'annonce donc chaud sur les campus: les trois grands regroupements d'associations étudiantes du Québec - la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (L'ASSE) - ont toutes entrepris des tournées nationales de mobilisation contre le dégel des droits de scolarité.

LA PRESSE AFFAIRES : Étudier au-dessus de ses moyens? – Dimanche 16 septembre 2007, à 08h55

Marc Tison

Durant son bac, Marie-Ève Brunelle a travaillé deux jours par semaine dans un restaurant.

«Je n'avais pas le choix pour boucler mes fins de mois», confie la femme de 27 ans.

Ces deux jours de travail consommaient de précieuses heures qu'elle ne pouvait consacrer à ses études.

«J'ai probablement de moins bonnes notes que celui qui vit chez ses parents, n'a pas besoin d'aide financière et ne travaille pas. Moi, j'ai du mal à atteindre les notes qui m'auraient donné droit aux bourses d'excellence. Je suis donc obligée de travailler, et c'est le cercle vicieux.»

Maintenant en dernière année de maîtrise, elle complète ses revenus avec des contrats de recherche à l'université.

Malgré tous ces efforts pour la contenir, sa dette atteindra 30 000\$ lorsqu'elle obtiendra son coûteux diplôme. Au moment d'entreprendre leur vie professionnelle, Marie-Ève et son copain devront à eux deux près de 60 000\$. Pas loin du tiers de la valeur d'une petite maison

Elle demeure optimiste - c'est dans sa nature. «Il y a toujours des façons de s'arranger, dit-elle. Mais j'ai envie d'avoir des enfants, une maison. J'ai l'impression que ces dettes retardent un peu ces projets.»

Même avec un bon salaire, «un remboursement de 400\$ par mois, c'est une grosse bouchée qui part.»

La bouchée est-elle trop grosse à avaler pour les étudiants québécois?

Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que les droits de scolarité au Québec sont dégelés pour la première fois depuis 11 ans.

Chaque automne pendant les cinq prochaines années, les droits de scolarité pour un trimestre de 15 unités, qui étaient de 834\$ l'hiver dernier, seront majorés de 49,95\$, soit un supplément de 99,90\$ par année.

Pour un bac de quatre ans entrepris cet automne, le coût supplémentaire est de 999\$. Par rapport aux droits de l'année 2006-2007, un bac de quatre ans commencé en 2011 coûtera 499\$ de plus par année, soit un supplément de 1998\$ après quatre ans.

Le programme d'aide financière aux étudiants s'y ajuste en partie. Or au Québec, pour les 48% de diplômés du premier cycle qui avaient contracté des prêts en 2006, la dette moyenne s'établissait déjà à 12 660\$.

Pour ceux du deuxième cycle, elle atteignait 14 740\$.

«Il est évident que les étudiants sont surendettés», constate Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Cet endettement est-il excessif? La difficulté est d'établir un barème: surendetté par rapport à quoi? «C'est une question subjective», exprime Ross Finnie, de l'Université d'Ottawa, qui a effectué plusieurs études sur le sujet.

«Pour la mettre en contexte, disons que c'est moins cher qu'une voiture neuve de prix raisonnable.»

Cherchons tout de même quelques réponses...

LA PRESSE AFFAIRES : Étudier et s'endetter pour les bonnes raisons- Dimanche 16 septembre 2007 - 08h52

Marc Tison

Les finances des étudiants sont farcies de dettes de consommation superflues? Préjugés, rétorque Patrick Brady, président de la FEUQ.

«On entend que les stationnements des universités sont pleins de voitures d'étudiants, donne-t-il en exemple. Les étudiants des régions doivent souvent se déplacer et revenir à la maison pour leur travail de fin de semaine.»

En effet, les étudiants québécois ne dépensent pas plus que les Canadiens pour les dépenses personnelles (181\$ par mois) ou le transport (93\$ par mois).

Au Québec, leurs dépenses totalisent 1053\$ par mois, alors qu'elles approchent ou excèdent la barre des 1600\$ dans huit des autres provinces.

Les étudiants du Québec ont les coûts les plus faibles de tout le Canada «parce que leurs droits de scolarité sont les plus bas et qu'ils paient moins cher pour se loger ou se nourrir», indique le rapport Le prix du savoir 2006-2007, qui cite ces chiffres.

Par contre, observent ses auteurs, de tous les Canadiens, les étudiants québécois sont ceux qui «obtiennent la somme de revenu la plus faible provenant des économies et de leur famille».

En effet, les études sont plus abordables au Québec qu'ailleurs au Canada ou aux États-Unis quand on ne tient compte que des droits de scolarité, des frais obligatoires et du matériel scolaire.

Frais de subsistance

Toutefois, le Québec tombe au 30e rang sur 60 - quoique encore premier au Canada - quand on considère également les frais de subsistance des étudiants qui ne résident pas chez leurs parents, la capacité financière des parents et toutes les formes d'aide disponible.

Selon l'avis d'août 2007 du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, «une partie de l'explication tient au faible revenu médian qui existe au Québec (54e rang), qui affecte la capacité de payer des parents, mais aussi au fait que le Programme de prêts et bourses ne répond pas de façon satisfaisante aux besoins non comblés.»

Chose certaine, les étudiants vivent dans la même société que leurs aînés, sont soumis aux mêmes incitations à consommer, et font appel aux mêmes outils pour y parvenir: le crédit.

Comme le fait valoir Jacques Nantel, professeur à HEC Montréal et intéressé aux questions d'endettement: «Il n'y a pas lieu de croire que l'endettement des jeunes et des étudiants a suivi une tendance différente de celle de la société.»

REVENU MENSUEL	TOTAL	EMPLOI	GOVERNEMENT	ÉCONOMIES	FAMILLE	PRIVÉ	AUTRE
Québec	1222 \$	513 \$	243 \$	205 \$	58 \$	174 \$	73 \$
Ontario	1615 \$	503 \$	403 \$	295 \$	226 \$	218 \$	71 \$

DÉPENSES MENSUELLES	TOTAL	ÉTUDES	LOGEMENT	PERSONNELLES	ALIMENTATION	TRANSPORTS	DÉTTES	AUTRES
Québec	1 053 \$	300 \$	256 \$	181 \$	167 \$	93 \$	43 \$	76 \$
Ontario	1 577 \$	625 \$	372 \$	203 \$	187 \$	122 \$	58 \$	81 \$

Note: les moyennes ne tiennent pas compte des répondants n'ayant signalé aucune dépense dans cette catégorie, ce qui explique pourquoi les totaux ne correspondent pas à la somme des catégories.

Source: Enquête sur la situation financière des étudiants du postsecondaire au Canada 2003-2004, dans Le prix du savoir 2006-2007



Le plan de match est tout autre du côté de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). «Le temps n'est plus aux mémoires et à la discussion, mais à la mobilisation. [...] On considère qu'il faut établir un rapport de force avant de négocier», tranche le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais. Réunis en congrès en fin de semaine dernière, les associations étudiantes membres de l'ASSE ont convenu qu'une grève générale illimitée sera déclenchée dès qu'un minimum de sept assemblées générales auront voté des mandats, ce qui pourrait arriver vers la mi-octobre.

La FEUQ n'écarte pas la possibilité que certains de ses membres participent également à une grève, entraînés dans le sillage du mouvement lancé par l'ASSE. «Si les étudiants décident d'y aller avec un mouvement de grève à l'automne, c'est notre devoir de représentant de les appuyer. Un mouvement de grève doit toujours provenir de la base», fait valoir le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady.

Cette perspective met l'ASSE sur les dents. L'association craint une «récupération» du mouvement de grève visant à réclamer la gratuité scolaire, un «réinvestissement dans l'éducation post-secondaire libre de l'emprise du privé» et un «système de garde public adapté aux horaires des étudiants».

Le président de la FEUQ réfute le spectre de la division du mouvement étudiant, soulignant que, au-delà des stratégies différentes, tous se rallient contre la proposition gouvernementale de hausser de 30 % les droits de scolarité.

Sur le campus de l'université Concordia, où les représentants de la FEUQ tenaient leur point de presse, quelques étudiants les ont fait mentir. «Cela peut aider à améliorer la qualité de l'enseignement. Les gens n'ont qu'à prendre un emploi pendant l'été ou à temps partiel», fait valoir Dave Morgon, étudiant en génie mécanique, qui avoue demeurer encore au domicile familial.

LA PRESSE : Éditorial : Pour la qualité, par Nathalie Collard - Le mercredi 05 septembre 2007

Les étudiants qui songent à lutter contre le dégel des droits de scolarité perdent leur temps. Le combat est perdu d'avance. Même le Parti québécois ne défend plus ce principe, c'est dire.

Plutôt que d'épuiser ses forces au nom d'une idée complètement déconnectée de la réalité, le mouvement étudiant devrait se battre corps et âme pour un principe chaque jour mis à rude épreuve: la qualité de l'éducation. S'il y a un slogan que les étudiants québécois doivent inscrire en gros crayon feutre noir sur leurs pancartes à l'automne, c'est celui-ci: «Non à la médiocrité!» Ils rallieraient beaucoup de monde, et pas seulement des étudiants.

Car la tendance à la médiocrité observée dans les écoles primaires, les cégeps et les universités est bien plus menaçante pour une société démocratique que l'augmentation somme toute mineure des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest.

S'il y a quelque chose qui mine l'avenir de l'éducation au Québec, ce n'est pas l'ajout de 100\$ par année aux droits de scolarité universitaires. Cent dollars, c'est moins de 10\$ par mois répartis sur un an. Ce qui mine le système d'éducation, ce sont les petits glissements, les petites lacunes, le nivellement par le bas. C'est lui, l'ennemi à abattre.

La médiocrité s'infiltré partout. Dans les universités qui tardent à imposer des examens de français plus sévères. Chez les professeurs qui laissent passer trop de fautes d'orthographe. Dans

les manuels scolaires qui proposent des textes lénifiants de peur de forcer les jeunes à lire des textes trop exigeants.

La médiocrité, elle se trouve aussi chez le professeur qui tourne les coins ronds sans risquer de perdre son emploi, dans les locaux inadéquats, dans les services aux étudiants qui rétrécissent comme une peau de chagrin. La médiocrité c'est la peur d'exiger, de part et d'autre.

Abandonner la lutte contre le dégel des droits de scolarité ne signifie pas qu'il faille délaissé le dossier de la situation financière des étudiants. Au contraire. Les associations étudiantes ont annoncé hier qu'elles allaient entreprendre une recherche sur les conditions de vie des étudiants. C'est une excellente idée qui permettra sans doute de déboulonner certains mythes à propos des étudiants pauvres qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. À partir de ces données, le mouvement étudiant pourra consacrer ses énergies à défendre les droits des étudiants véritablement démunis afin qu'ils puissent accéder sans discrimination aucune à l'enseignement supérieur sans pour autant s'endetter pour les 20 prochaines années. Comment? En revendiquant un meilleur système de prêts et bourses, des formes de remboursement originales (l'idée d'un impôt perçu en fonction des revenus des diplômés a déjà été proposée, il en existe d'autres), bref en faisant en sorte que l'université ne soit pas un luxe pour les pauvres et une aubaine pour les riches.

Les étudiants ont raison de vouloir sortir dans la rue. Qu'ils s'assurent seulement de le faire pour les bons motifs.

LA PRESSE : L'automne sera chaud dans les universités - Le mercredi 05 sept 2007

Ariane Lacoursière et Martin Croteau, La Presse

Les étudiants des universités du Québec manifesteront cet automne contre la hausse des droits de scolarité en vigueur depuis la rentrée. Si certaines associations se contenteront de petites mobilisations spontanées, d'autres planifient déjà une grève générale illimitée.

Après des années de gel des droits de scolarité, le gouvernement a décidé, au printemps dernier, de mettre fin à cette pratique en annonçant une hausse de 100\$ par année pour une durée de cinq ans.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), le plus important regroupement d'associations étudiantes universitaires de la province, compte contester cette hausse en organisant une grande manifestation au mois d'octobre. Pour l'instant, aucune grève générale illimitée n'est prévue. «On a toujours privilégié une gradation des moyens de pression. On veut d'abord consulter les étudiants. Parce qu'un mandat de grève, ça doit être décidé par eux», affirme le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady. Selon lui, si les étudiants manifestent clairement leur intention de faire la grève, la FEUQ pourrait aller de l'avant vers la mi-octobre. Mais pas avant. En attendant, certaines mobilisations surprises sont

aussi au programme de la FEUQ, comme des levées de cours improvisées.

Du côté de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), la campagne pour une grève générale illimitée est déjà entamée. «On sent que les étudiants sont en colère. On se dirige vers la grève», déclare le secrétaire aux communications de l'ASSÉ, Hubert Gendron-Blais. Pour donner encore plus de poids à sa campagne, l'ASSÉ invite toutes les associations étudiantes à se regrouper pour former une Coalition nationale de grève.

Cet appel pourrait intéresser différentes associations membres de la FEUQ qui veulent mener une campagne plus agressive.

Des pourparlers sont d'ailleurs en cours pour former une troisième coalition. Quatre associations de l'UQAM, celle de l'Université Laval et celle de McGill pourraient bientôt se regrouper.

La proposition intéresse même des associations affiliées à la FEUQ. Les représentants des étudiants de l'Université du Québec à Rimouski, de l'Université du Québec à Trois-Rivières et de l'Université du Québec en Outaouais ont d'ailleurs participé aux pourparlers. Un document de travail sera soumis aux étudiants membres de ces associations au cours des prochaines semaines.



Mais la FEUQ dit ne pas s'en inquiéter. «Présentement, il y a un consensus dans le mouvement étudiant. C'est qu'on est tous contre la hausse des droits de scolarité et c'est ça qui compte. On

peut travailler ensemble. Peu importe les moyens de pression, on a tous le même objectif», affirme Jean-Patrick Brady.

LE SOLEIL : Rentrée universitaire sur fond d'augmentation de droits de scolarité : la mobilisation sera laborieuse - Le mercredi 05 septembre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Le mouvement étudiant a beau parler de grève, le dégel des frais de scolarité est loin de déchaîner les passions à l'Université Laval. Les jeunes rencontrés à la rentrée semblent même accepter la hausse sans trop rouspéter...

Des apprentis psychologues aux allures de pirates. Les futurs profs de vos enfants habillés en pomme. Période d'initiation oblige, le campus de l'Université Laval avait pris un air de cirque hier, avec des milliers d'étudiants de première année participant à des jeux plus ou moins arrosés.

Le président de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), Julien du Tremblay, pour sa part, n'avait pas le goût de rire. « C'est 30 % de hausse des frais de scolarité dans cinq ans, répète-t-il. Les étudiants, ça les fâche et ils vont réagir. »

La CADEUL compte informer les étudiants des moindres détails du dégel et soutenir les associations qui choisiront de partir en grève. À en croire les résultats du petit coup de sonde mené sur le campus, la mobilisation sera laborieuse...

« Au risque de me faire des ennemis, je pense que c'est une bonne chose », lance Jean-François Pelletier, étudiant de première année en psychologie. « Par contre, j'aurais aimé une augmentation plus graduelle des frais. Sur cinq ans, c'est trop brutal. »

Maxime Lambert, étudiant en linguistique, pense que le dégel est justifié. « On ne peut pas toujours être dans les choux gras, lance-t-il. Les gens ont juste à s'acheter moins de cellulaires. »

Mélissa, qui commence sa troisième année en pharmacie, a l'impression que ceux qui se plaignent de la hausse des droits de scolarité tardent trop à compléter leurs études.

« S'ils se bottaient le cul, ça leur coûterait moins cher, affirme l'étudiante. Mes parents ne m'aident pas vraiment, mais je travaille durant l'été et durant la session aussi. J'économise, je fais attention et j'arrive. »

Il est normal que les étudiants québécois contribuent au financement, estime Jean-Michel Royer, étudiant en génie civil. « Ce n'est pas une différence de 500 \$ qui va ruiner les étudiants et, si ça peut permettre aux universités d'avoir une meilleure qualité d'enseignement, je suis pour ça », résume-t-il.

Future enseignante au primaire, Véronique Quirion n'embarquera pas dans un mouvement de grève. « À long terme, quand tu y penses, ce n'est pas grand-chose de mettre cet argent-là », estime-t-elle.

Pierre Canuel, un nouveau en psychologie, croit, lui, que la société doit investir en éducation pour lutter contre le déclin de la population avec une main-d'œuvre qualifiée. « Si on me le demande, je vais aller manifester, et la grève étudiante n'est pas une option à rejeter », affirme-t-il.

Mylenka Bédard, étudiante en communications, prédit que poussés dans une impasse budgétaire, les étudiants seront de plus en plus nombreux à choisir le travail plutôt que l'école.

MÉTRO : 1^{ère} page : Des étudiants menacent de perturber l'économie - Mercredi 05 septembre 2007

Des étudiants menacent de perturber l'économie

MARIE-EVE SHAFFER
shafferm@metronouvelles.com 

ÉDUCATION. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) se prépare à mener une grève illimitée « intensive » et « très active » à l'automne.

« On discute présentement de faire une grève plus "punchée", qui va aller vers les perturbations économiques », a déclaré hier le secrétaire aux communications de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais, en entrevue avec *Méto*.

L'organisation, qui compte environ 40 000 cégépiens et universitaires, tente de rassembler le plus d'étudiants possible pour contester la décision du gouvernement de Jean Charest de hausser de 100 \$ par année les droits de scolarité. L'ASSE revendique la gratuité scolaire à tous les niveaux d'études postsecondaires, un réinvestissement dans les ressources scolaires ainsi que l'instauration d'un service de garde public aux étudiants.

Pour le moment, l'ASSE n'entrevoit pas l'annulation du trimestre

« On espère que cette grève donnera des gains. »

Hubert Gendron-Blais

automne si la grève devait se prolonger, mais certains sont déjà prêts à perdre une demi-année de cours.

Pas de grève pour la FEUQ

De son côté, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui regroupe quelque 120 000 étudiants

universitaires, ne discute pas pour le moment de grève générale. Elle veut convaincre le gouvernement de revenir sur sa décision de hausser les droits de scolarité. « Un mouvement de grève, ça ne peut pas être décidé par un exécutif national, ça doit être fait par les étudiants mêmes », a dit hier le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady.

Une consultation des étudiants aura lieu tout au long du mois de septembre. La FEUQ privilégie plutôt une gradation des moyens de pression.

Pas de grève chez les étudiants

Le plus important regroupement d'associations étudiantes universitaires, la FEUQ, ne sort pas l'artillerie lourde pour le moment dans le but de convaincre le gouvernement de revenir sur sa décision de hausser de 100 \$ par année les droits de scolarité.

Il n'est donc pas question de grève générale illimitée pour l'instant, puisque la session universitaire ne fait que commencer, a précisé, hier, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean-Patrick Brady.

La FEUQ privilégie « une gradation des moyens de pression et là, on est au début de la session universitaire. Nous, on va carrément aller voir les étudiants. Un mouvement de grève, ça ne peut pas être décidé par un exécutif national, ça doit être fait par les étudiants. La première chose, c'est d'aller leur demander ce qu'ils pensent de la présente situation et, ensuite d'adopter des moyens de pression en conséquence », a expliqué M. Brady.

La consultation des étudiants membres d'une association affiliée à la FEUQ aura lieu tout au long du mois de septembre.

Néanmoins, une grande manifestation est déjà au menu, plus tard cet automne et, effectivement, cette journée-là, il pourra y avoir journée de grève. Certain

es associations étudiantes pourraient même décider de débrayer un peu plus longuement, après consultation de leurs membres.

Les associations étudiantes veulent ainsi protester contre la hausse des droits de scolarité de 50 \$ par semestre ou 100 \$ par année, et ce, pendant cinq ans. Cette hausse vient tout juste d'entrer en vigueur. (PC)



- photo Daniel Desmarais

En ce début d'année académique, les étudiants montrent les dents.

THE GAZETTE : Group targets tuition hikes: 'We're willing to strike': student federation - Wednesday, September 05, 2007

The Gazette

Students beginning class at Concordia University yesterday got their first lecture from a student advocacy group about the rising cost of post-secondary education.

The instruction was simple: Don't give in to higher fees.

"We are willing to strike if that is what our students want," said Katherine Boushel, a spokesperson for the Fédération étudiante universitaire du Québec, which claims a membership of about 160,000 students.

After a 13-year freeze, tuition rates at Quebec's universities are to increase \$100 each year until 2012 for Quebec residents enrolled in five classes for the fall and winter semesters.

Boushel said that added cost accounts for only a percentage of the overall price tag a university student will pay this year - a sum that had been growing in spite of frozen tuition fees.

This year, Concordia along with the Université du Québec campuses across the province joined other universities in applying a

technology charge to the student fees. At \$4 per credit, the new charge will cost a full-time student with 30 credits worth of classes \$120 for the year.

Concordia spokesperson Chris Mota defended the technology fee, saying it would go toward services like wireless Internet access across campus.

"Our students have certain information technology expectations. Meeting those expectations is a very expensive proposition," Mota said.

Quebec continues to be the most affordable province for post-secondary education, however.

With tuition and fees, the cost for one year of undergraduate studies in Quebec is about \$3,000. The Canadian average is \$4,347, according to Statistics Canada.

Boushel acknowledged that statistics like those put her group at a disadvantage when trying to mobilize students.

"It is going to be a difficult battle," she said.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Rentrée universitaire : Le dégel en toile de fond - Mise à jour le mardi 4 septembre 2007 à 17 h 12

Plus d'info

Nouvelles

[Rentrée mouvementée : La FEUQ dévoile un plan d'action visant à contrer la hausse des droits de scolarité](#)

Audio et Vidéo

[Ysabelle Bourassa s'est rendue à l'Université Laval](#)

Le trimestre d'automne s'amorce mardi à l'Université Laval avec l'arrivée de 36 000 étudiants sur le campus. La journée est consacrée à l'information et à l'orientation des nouveaux élèves. Des représentants donnent de l'information sur les ressources disponibles pour les étudiants et sur la façon de faire une demande de prêts et bourses.

La question financière est d'ailleurs au coeur de la rentrée scolaire. Le dégel des droits de scolarité autorisé par le gouvernement Charest vient d'entrer en vigueur.

La facture augmente donc de 50 \$ pour les étudiants cet automne. À l'Université Laval, les droits de scolarité pour un étudiant à temps plein au baccalauréat s'élèvent maintenant à 1098 \$ par trimestre.

Le gouvernement a bonifié le régime de prêts et bourses afin d'amortir l'impact de ces hausses pour les étudiants. Selon la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, 100 000 étudiants vont voir leur aide financière augmentée pour couvrir les frais additionnels.

Toutefois, cette aide est jugée insuffisante par les associations étudiantes. La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) estime le dégel des droits de scolarité inacceptable. « Si on étudie la facture payée par le gouvernement à partir de 1991, les subventions ont baissé de 700 \$ par étudiant jusqu'en 2004. On peut voir que c'est les étudiants qui paient de plus en plus » soutient Julien Du Tremblay, président de la CADEUL.

Les associations étudiantes tiendront des assemblées au cours de l'automne. La CADEUL entend appuyer ces associations si elles désirent lancer un mouvement de protestation, mais estime qu'il est trop tôt pour parler de grève.

À Montréal, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont

dévoilé, mardi, un plan d'action concernant l'augmentation des frais de scolarité.

La sensibilisation des étudiants sur les campus, l'organisation de manifestations et de visites à des députés ainsi que l'élaboration

d'une recherche sur la condition de vie des étudiants figurent parmi les actions qui seront entreprises par la FEUQ et la FECQ.

CYBERPRESSE : Pas encore de grève illimitée à la FEUQ - Le mardi 04 septembre 2007

Presse Canadienne, Montréal

Le plus important regroupement d'associations étudiantes universitaires, la FEUQ, ne sort pas l'artillerie lourde pour le moment dans le but de convaincre le gouvernement de revenir sur sa décision de hausser de 100 \$ par année les droits de scolarité.

Il n'est donc pas question de grève générale illimitée pour l'instant, puisque la session universitaire ne fait que commencer, a précisé lors d'une rencontre avec la presse, mardi, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean-Patrick Brady.

La FEUQ privilégie «une gradation des moyens de pression - et là, on est au début de la session universitaire. Nous, on va carrément aller voir les étudiants. Un mouvement de grève, ça ne peut pas être décidé par un exécutif national, ça doit être fait par les étudiants même. La première chose, c'est d'aller leur demander ce qu'ils pensent de la présente situation et, suite à ça, d'adopter des moyens de pression en conséquence», a expliqué M. Brady.

La consultation des étudiants membres d'une association affiliée à la FEUQ aura lieu tout au long du mois de septembre.

Néanmoins, une grande manifestation est déjà au menu, plus tard cet automne et, effectivement, cette journée-là, il pourra y avoir journée de grève. Certaines associations étudiantes pourraient même décider de débrayer un peu plus longuement, après consultation de leurs membres.

Le plan de mobilisation annoncé par la FEUQ comprend également des visites à des députés, ainsi qu'une campagne de sensibilisation des étudiants dès les premiers jours de la rentrée.

Les associations étudiantes veulent ainsi protester contre la hausse des droits de scolarité de 50 \$ par semestre ou 100 \$ par

année, et ce, pendant cinq ans. Cette hausse vient tout juste d'entrer en vigueur.

M. Brady fait aussi valoir qu'à cette hausse des droits de scolarité s'ajoute celle des frais afférents à un vocable qui regroupe des frais pour les notes de cours, les casiers, l'informatique, etc.

La FEUQ donne des exemples: les frais afférents sont passés de 461 \$ à 473 \$ à l'Université Laval de l'année scolaire 2006-2007 à l'année scolaire 2007-2008; ils sont demeurés à 580 \$ à l'Université de Montréal, mais sont passés de 1083 \$ à 1124 \$ à l'Université McGill.

Un autre regroupement d'associations étudiantes universitaires, l'ASSE, qui compte cependant beaucoup moins de membres, se dit déjà prêt à la grève générale illimitée.

Ce sont les assemblées générales des membres qui en décideront, là aussi, mais la recommandation de tenir une grève générale illimitée est claire, a expliqué en entrevue Hubert Gendron-Blais, secrétaire aux communications.

«Les fédérations étudiantes ont tendance à dire que la grève est précipitée; moi, je dirais plutôt que ce sont elles qui sont en retard», a critiqué M. Gendron-Blais.

À l'ASSE, la mobilisation a commencé dès l'automne 2006.

Fait à noter, l'ASSE milite non seulement pour le retour du gel des droits de scolarité, mais aussi pour «la gratuité scolaire à tous les niveaux».

La Fédération étudiante universitaire du Québec compte 120 000 membres et la Fédération étudiante collégiale 40 000. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) compte 6000 membres dans les universités et 34 000 dans les cégeps.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : Rentrée mouvementée - Mise à jour le mardi 4 septembre 2007 à 12 h 40

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Hausse de droits de scolarité : Michel Viens s'entretient avec le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady](#)

En cette journée de rentrée, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont dévoilé, mardi, un plan d'action pour contrer la décision du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 50 \$ par session.

La sensibilisation des étudiants sur les campus, l'organisation de manifestations, de visites à des députés ainsi que l'élaboration d'une recherche sur la condition de vie des étudiants figurent parmi les actions qui seront entreprises par la FEUQ et la FECQ.

Pour le moment, il n'est pas question de débrayage cet automne. « C'est les étudiants qui décident de la grève. S'ils décident d'aller en grève c'est notre devoir en tant que fédération de les ap-

puyer », a affirmé le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, en entrevue au Réseau de l'information.

La FEUQ, qui regroupe 15 associations membres et plus de 120 000 étudiants, exige le gel des frais de scolarité.

« Présentement, les universités c'est 400 millions \$ qui leur manquent. Cette année, le dégel des frais de scolarité est de 15 millions \$. Je ne pense pas vraiment que ça va régler la question du financement des universités », a affirmé le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, en entrevue au Réseau de l'information (RDI).

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) est du même avis, mais va encore plus loin en revendiquant carrément la gratuité scolaire.

Une campagne de mobilisation, qui pourrait conduire à des votes de grève générale illimitée cet automne, a été lancée par l'ASSE.

L'Association accuse le gouvernement du Québec de chercher à détourner l'enjeu du financement public de l'éducation par une compensation au programme de prêts et bourses.

CNW : FEUQ : Rentrée universitaire et collégiale: Début d'une grande campagne de mobilisation étudiante contre la hausse des frais et pour l'avenir de l'éducation supérieure - Mardi 04 septembre 2007, à 11h00

MONTREAL, le 4 septembre /CNW Telbec/ - Alors que la rentrée universitaire et collégiale bat son plein, Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et Geneviève Bond-Roussel, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ont dévoilé ce matin en conférence de presse les détails de leur plan d'action automnal visant à lutter

contre la hausse des frais de scolarité et le désengagement de l'Etat en éducation postsecondaire :

"Nous sommes malheureusement convaincus qu'une crise s'installe au sein de nos universités. Le sous financement perdure, malgré le dégel des frais de scolarité présumé être la solution miracle" affirme d'entrée de jeu Jean-Patrick Brady, président de

la FEUQ. Evoquant notamment la surenchère immobilière et la course à la clientèle qui pousse les gestionnaires à poser des gestes causant des catastrophes financières comme celle de l'UQAM, il poursuit : "La FEUQ refuse d'accepter que les étudiants fassent seuls les frais de l'absence d'ambition et de vision des décideurs publics. C'est pourquoi elle déclenchera auprès de ses membres une grande campagne de sensibilisation et de mobilisation en faveur de l'avenir de l'éducation supérieure"

Imposer un jour, consulter le lendemain

Après que le gouvernement ait annoncé une hausse des frais de scolarité de 100 \$ en 2007-08 cumulant à 500 \$ par année dans 5 ans, voilà qu'il laisse les universités imposer cette année une augmentation moyenne de 112 \$ des frais afférents par campus. "La consultation annoncée par le gouvernement à ce sujet aurait plutôt dû être un retrait. Celui des frais cachés qu'on nous impose en plus d'un dégel injustifié !" souligne M. Brady. "Nous prendrons part à la consultation parce que nous ne croyons pas à la politique de la chaise vide. L'injustice est cependant si vive que nous nous devons d'encourager les étudiants à remplir aussi les rues !" ajoute-t-il.

Les collègues en déroute

La situation collégiale n'est guère plus reluisante. Le sous-financement annuel de 305 millions de dollars, jumelé à l'interdiction légale de faire des déficits, force les cégeps à choisir entre couper dans le chauffage, le matériel scolaire ou l'aide à la réussite. Qui plus est, les étudiants qui subissent la détérioration de l'éducation collégiale sont maintenus dans un état de précarité financière qui nuit à la réussite. En effet, les parents de 43% des non-bénéficiaires de l'Aide financière aux études sont incapables de fournir la contribution exigée par l'AFE. "L'accessibilité aux études et la responsabilité de l'Etat envers l'éducation de la jeunesse sont les véritables enjeux" affirme Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ, avant d'ajouter : "Le gouvernement doit garantir un enseignement et des services de qualité à un maximum d'étudiants, tout en offrant des conditions qui favorisent la réussite".

Une grande campagne de mobilisation pour notre avenir !

Les étudiants exigent qu'un grand débat soit porté à l'attention des Québécois et des Québécoises, celui de l'avenir de l'éducation

supérieure. "Tant et aussi longtemps que les partis politiques et le gouvernement en place se refuseront à tenir réellement ce débat et nous imposeront des hausses de tarifs qui ne règlent en rien les problèmes de nos établissements, nous nous mêleront nous-mêmes de nos affaires !" conclut Jean-Patrick Brady. Geneviève Bond-Roussel renchérit : "Nous nous mobiliserons sans relâche pour obtenir le retrait des hausses de frais et raviver l'espoir d'un véritable projet collectif pour l'éducation !"

Les deux leaders étudiants ont donc annoncé quelques éléments des actions étudiantes à venir cet automne :

- Une tournée de sensibilisation et de consultation des étudiants sur les campus à la rentrée
- Une tournée des députés de l'Assemblée nationale en faveur de la création d'une commission parlementaire itinérante sur l'avenir de l'éducation postsecondaire
- La participation massive des étudiants universitaires et de leurs associations à la consultation au sujet des frais afférents
- Des opérations de sensibilisation de la population dans les événements Publics
- Des actions de mobilisation surprises visant les élus et leurs activités
- Une grande manifestation nationale incluant la possibilité de journées de grève ou de levée de cours pour l'occasion
- Le lancement d'une importante étude de la FEUQ visant à présenter un nouveau pacte pour l'éducation universitaire

Evidemment, toute action précise sera soumise à la décision des instances

démocratiques des associations étudiantes qui jugeront des moyens de pressions appropriés.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) représentent ensemble près de 160 000 étudiants au Québec.

Renseignements: Dany St-Jean, attaché de presse FEUQ, bureau: (514) 396-3380, cell.: (514) 212-5457; Guy-Aume Descôteaux, vice-président FECQ, bureau: (514) 396-3320, cell.: (514) 554-0576

CNW : ASSÉ : Grève étudiante : le compte à rebours est commencé! – Mardi 04 septembre, à 09h22

MONTREAL, le 4 septembre /CNW Telbec/ - La lutte pour la gratuité scolaire s'organise autour de l'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante (ASSE) qui entame une campagne de grève générale illimitée à l'automne 2007. Devant l'affront de la hausse des frais de scolarité, les associations étudiantes se mobilisent dès la rentrée pour clamer haut et fort que l'éducation est un droit et qu'un droit ne se monnaie pas. Alors que la résistance se met en branle, les assemblées générales sont appelées à se prononcer sur la grève ainsi que sur une proposition d'adhésion à une coalition autour de l'ASSE, comme ce fut le cas avec la CASSEE en 2005.

L'arrogance libérale en éducation atteint aujourd'hui un sommet : suite à l'imposition de la hausse des frais de scolarité, le gouvernement tente de détourner l'enjeu du financement public de l'éducation par une compensation minimaliste au programme de prêts et bourses. Les étudiants et étudiantes ne se laisseront pas bernier : des actions intensives de mobilisation auront lieu dès la rentrée des universités pour s'opposer à cette mesure qui ne résout en aucun cas le manque criant de financement du réseau post-secondaire. "Cet affront méprisant est un affront de trop! Le gouvernement trouvera un obstacle à la hauteur de son irresponsabilité : un mouvement de lutte pour une réelle prise en charge collective du financement de l'éducation" avertit Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications de l'ASSE.

L'ASSE revendique la gratuité scolaire à tous les niveaux : un véritable projet de société qui s'oppose radicalement à la marchandisation néolibérale de l'éducation. L'association étudiante

nationale met aussi de l'avant la nécessité d'une amélioration de la qualité des ressources et services via un réinvestissement public massif hors de l'emprise du privé. En ce sens, l'établissement d'un système de garde public, pour permettre une véritable conciliation étude-famille, est aussi primordial pour les membres de l'association.

Réunies en Congrès en fin de semaine, les associations membres de l'ASSE invitent les associations étudiantes qui souhaiteront partir en grève pour la gratuité scolaire à joindre la coalition autour du syndicat étudiant national. En effet, l'ASSE ouvre ses structures pour construire un rapport de force effectif face au gouvernement en vue de l'affrontement qui s'annonce à l'automne. "Nous appelons les étudiantes et les étudiants à se rassembler pour former un front de lutte qui viendra redonner à l'éducation publique la place qu'elle mérite en société" affirme Hubert Gendron-Blais. Des assemblées générales se tiendront au cours des prochaines semaines pour se prononcer sur la coalition de grève : le compte à rebours est commencé!

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSE regroupe actuellement 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

Renseignements: Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications, (514) 835-2444; Bureau de l'ASSE: (514) 390-0110, www.asse-solidarite.qc.ca



LA PRESSE : Droits de scolarité: la FEUQ part au combat presque seule - Le mardi 04 septembre 2007

Martin Croteau, La Presse

Le plus important regroupement étudiant de la province dévoilera, en ce jour de rentrée universitaire, une série de moyens de pression visant à contrer la hausse des droits de scolarité. Mais la FEUQ part au combat presque seule, et plus morcelée que jamais. Trois associations étudiantes songent à quitter les rangs de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), frustrées par des revendications qu'elles jugent trop modérées. L'organisme souhaite rétablir le gel des droits de scolarité. Les autres veulent obtenir une réduction de ces tarifs.

L'Association étudiante de l'Université du Québec en Outaouais décidera l'an prochain de son affiliation par référendum. «Les positions de l'association locale ne sont vraiment pas celles que la FEUQ prône présentement», indique le porte-parole David Clément.

Des processus semblables sont en cours dans deux autres campus de l'Université du Québec, à Trois-Rivières et à Rimouski. «On est affiliés à la FEUQ depuis 1996 et ça engendre des coûts, explique le porte-parole, Samuel Jean Cassou. On souhaite que nos étudiants puissent donner leur avis sur une chose dont ils sont membres.»

Si les projets de désaffiliation devaient aller de l'avant dans les trois cas, la FEUQ perdrait plus de la moitié de ses membres.

La FEUQ et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) ont passé l'été à peaufiner leur stratégie contre le dégel des droits, rendu officiel par le gouvernement Charest au printemps. Les deux orga-

nisations regroupent 160 000 étudiants. Mais elles ont été incapables de créer une coalition plus large, rassemblant d'autres associations étudiantes.

Début 2005, un regroupement de plus de 200 000 étudiants avait forcé le gouvernement à abandonner son projet de sabrer 103 millions dans les prêts et bourses. La FEUQ avait alors débrayé aux côtés de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).

Le gouvernement Charest a reculé, mais certaines associations sont restées insatisfaites. Certaines ont carrément quitté la FEUQ pour devenir indépendantes. C'est notamment le cas des étudiants en sciences de l'UQAM, qui réclament aujourd'hui une baisse, et non une hausse, des frais.

«C'est un peu triste pour moi, estime le président, Patrick Véronneau. J'aurais souhaité que la FEUQ mette davantage ses moyens sur un enjeu comme celui-là. Mais du moment qu'on est dans la même campagne, c'est-à-dire contre le dégel, je n'ai aucun problème.»

De son côté, l'ASSE est résolument engagée sur la voie de la grève. Elle veut convaincre ses 40 000 membres de débrayer dès le mois d'octobre.

Dans son budget déposé en mars, le gouvernement Charest a confirmé l'augmentation des droits de scolarité à l'université de 50\$ par semestre sur cinq ans, une hausse totale de 30%.

Les représentants de la FEUQ ont réservé leurs commentaires pour ce matin.

LE SOLEIL : Rentrée universitaire : vers un automne chaud ? - Le mardi 04 septembre 2007

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui regroupe 40 000 étudiants cébécois et universitaires, est à organiser une coalition étudiante et à former ses militants. « On s'en va en grève pour la gratuité scolaire parce qu'on considère que le gel n'est pas une option », affirme Hubert Gendron-Blais, porte-parole de l'ASSE.

Moins radicales, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et son pendant collégiale (FECQ) veulent d'abord faire une proposition au gouvernement, à la place du dégel, comme par exemple mettre en place un impôt postuniversitaire. Les diplômés se verraient imposer une taxe spéciale après leurs études, en fonction de leur revenu.

Mobilisation

Si le gouvernement fait la sourde oreille, la mobilisation ira en grandissant, surtout à l'hiver.

À l'Université Laval, la CADEUL, qui regroupe 28 000 étudiants de premier cycle, est à informer ses membres, dont la plupart étaient déjà partis en vacances lorsque les détails du dégel ont fait les manchettes.

Quelques mois après la grève des chargés de cours qui a chamboulé la session d'hiver, les troupes étudiantes sont-elles prêtes à débrayer ? « On voit une volonté de lutter contre le dégel, mais de là à parler de grève, on va le voir cet automne », dit Alexandre Ranger, vice-président aux affaires externes de la CADEUL.

La dernière grève étudiante illimitée au Québec remonte au printemps 2005 et avait mobilisé jusqu'à 200 000 étudiants. Les étudiants avaient alors réussi à éviter en partie des compressions dans le régime de prêts et bourses.

LA TRIBUNE : Les étudiants se font plus nombreux à Thetford - Le mardi 04 septembre 2007

Nelson Fecteau, La Tribune, THETFORD MINES

La rentrée 2007 a permis au Cégep de Thetford d'enregistrer une hausse spectaculaire des nouvelles inscriptions de 39 pour cent, lui permettant ainsi d'accueillir un nombre record d'étudiants depuis 2001.

C'est ainsi que, cette année, l'institution accueille 874 étudiants, soit une augmentation de 13 pour cent de sa clientèle.

Quant aux nouvelles inscriptions, ce sont pas moins de 470 nouveaux étudiants qui se sont inscrits au collège, soit 131 de plus qu'à pareille date l'an dernier.

"Nous enregistrons cet automne la plus forte hausse de population étudiante depuis plus de six ans. Au lieu des diminutions qui avaient été prévues, nous avons réussi à augmenter nos effectifs étudiants. C'est là une excellente nouvelle pour le cégep et la région", souligne le directeur général, François Dornier.

Ce dernier estime que la qualité de l'enseignement et des installations, la baisse des préalables en mathématiques, l'intensification des activités de promotion et la bonne performance générale du cégep sont des facteurs attribuables à cette augmentation. "Mais par-dessus tout, le changement dans la perception des gens a eu un effet positif sur les inscriptions. Le Cégep de Thetford est autrement des autres. Il a d'immenses qualités et des force remarquables. La population le considère maintenant comme un cégep de premier choix", de faire valoir M. Dornier.

Les augmentations les plus marquées ont été observées en Science de la nature, en Sciences humaines, en Technologie minière, en Techniques d'éducation spécialisée, en Techniques de l'informatique et dans le programme Accueil et intégration.